

**PRODUITS AGRICOLES ET
FORESTIERS DE BASE DURABLES :
UNE ÉTUDE PRÉLIMINAIRE
ANALYSE LES APPROCHES ET
DONNÉES PROBANTES DES
IMPACTS SUR UNE SÉLECTION DE
PRODUITS DE BASE PERTINENTS
POUR LE DIALOGUE FACT**

RAPPORT FINALE

Version : Octobre 2024

PRODUITS AGRICOLES ET FORESTIERS DE BASE DURABLES : UNE ÉTUDE PRÉLIMINAIRE ANALYSE LES APPROCHES ET DONNÉES PROBANTES DES IMPACTS SUR UNE SÉLECTION DE PRODUITS DE BASE PERTINENTS POUR LE DIALOGUE FACT

RAPPORT FINALE
Version : Octobre 2024

Rapport préparé pour le Secrétariat du FACT
Par Alison Hoare

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
PORTÉE ET MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE	3
NOTIONS ET DÉFINITIONS DE LA DURABILITÉ	5
OUTILS POUR ATTEINDRE LA DURABILITÉ	8
NOTIONS ET APPROCHES DE DURABILITÉ DANS LES QUATRE SECTEURS.....	10
PRIORITÉS ET LACUNES	10
ZONES D'ALIGNEMENT ET DE DIVERGENCE	14
OBTENIR UN IMPACT : PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DES QUATRE SECTEURS	14
RECOMMANDATIONS.....	21
COMPARAISON DES NOTIONS ET DES APPROCHES DE DURABILITÉ : QUE PEUT-ON	
APPRENDRE ?.....	21
IMPACTS DES INITIATIVES DE DURABILITÉ : DOMAINES POTENTIELS D'ENGAGEMENT	22
ANNEXES 1 à 4	24

INTRODUCTION

Le présent rapport présente les résultats d'une étude préliminaire visant à explorer les perspectives et les approches en matière de durabilité dans les secteurs agricole et forestier.

Commandé pour le Dialogue sur les forêts, l'agriculture et le commerce des produits de base (Dialogue FACT), il propose une comparaison des conceptions et des approches de la production durable, en se concentrant sur quatre produits de base : la viande de bœuf, le cacao, l'huile de palme et le bois. Il vise à déterminer si une telle approche pourrait être utile pour identifier les domaines dans lesquels un engagement plus approfondi de la part des membres du Dialogue FACT serait utile, et donc si cette étude préliminaire mériterait d'être étendue et développée.

Par ailleurs, il donne un aperçu des recherches et de la compréhension récentes de l'efficacité des initiatives visant à promouvoir la production durable, dans le but de stimuler et d'enrichir les discussions sur la production durable de produits de base.

PORTÉE ET MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

La recherche sous-tendant ce rapport comprenait deux éléments :

- Une analyse des concepts et des approches en matière de durabilité dans les secteurs agricole et forestier.
- Une analyse documentaire pour étudier l'efficacité des efforts visant à promouvoir une production durable de produits de base et pour identifier les défis et les opportunités rencontrés dans leur mise en œuvre.

Ce rapport se concentre sur la production durable, en considérant la manière dont celle-ci est conçue et définie. Cependant, il examine également la manière dont les politiques et initiatives en matière de commerce et de consommation influencent la durabilité de la production. Ainsi, sa portée s'étend au-delà des pays producteurs pour englober les politiques et initiatives de certains des principaux pays importateurs et consommateurs des produits de base en question.

En tant qu'étude préliminaire, la recherche s'est limitée à quatre produits de base et à trois pays producteurs pour chaque produit de base. Les quatre produits de base étaient les suivants : la viande de bœuf, le cacao, l'huile de palme et le bois. Ceux-ci ont été sélectionnés en raison de leur pertinence par rapport aux objectifs du Dialogue FACT, compte tenu de leur impact sur les forêts et de leur importance dans le commerce entre les pays membres du Dialogue FACT. Ainsi, ils font partie des sept « produits de base à risque forestier » dont la production a représenté l'essentiel de la déforestation au cours des dernières décennies (les trois autres étant le café, le caoutchouc et le soja)¹. Ces quatre produits de base ont été sélectionnés car ils englobent une gamme de modèles de production, d'écosystèmes et de zones géographiques différents. En particulier, deux des produits (viande de bœuf et bois) ont été sélectionnés car ils sont produits dans des pays qui se trouvent à différents stades de la « transition forestière »². Ainsi, les quatre produits de base ont permis d'examiner un large éventail de questions et de perspectives sur la durabilité.

¹ <https://www.wri.org/insights/just-7-commodities-replaced-area-forest-twice-size-germany-between-2001-and-2015>

² Rudel, TK et coll. (2010). Forest Transitions: An introduction. Land Use Policy 27(2): 95-97; <https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2009.09.021>

Les pays ont été sélectionnés parmi les pays membres du Dialogue FACT (voir le tableau 1 pour une liste des pays cibles). Pour chaque produit de base, le plus grand pays producteur a été inclus dans la sélection. Les deux autres pays ont été sélectionnés pour garantir qu'au moins deux continents soient inclus et qu'une variété de contextes environnementaux, économiques et sociaux soient représentés. La disponibilité des données en anglais était un facteur supplémentaire.

Par ailleurs, pour chaque produit, deux ou trois pays importateurs ont été inclus. Parmi les pays sélectionnés figuraient le pays représentant le plus grand marché d'exportation du produit concerné, ainsi qu'un ou deux pays (ou juridictions) supplémentaires qui ont introduit des mesures pour promouvoir l'importation de produits de base de manière durable.

Les principales initiatives et outils visant à promouvoir la durabilité dans les chaînes d'approvisionnement des produits de base ont été identifiés à partir d'une recherche en ligne et d'une analyse documentaire.

Un tableau a été créé pour présenter et comparer les concepts et approches de durabilité pour chacun des quatre produits de base³. Ce tableau répertorie quatre catégories de durabilité : environnementale, sociale, économique et politique ; et parmi celles-ci, divers critères selon lesquels la durabilité est définie et poursuivie (voir annexe 5). Ces catégories reflètent une approche commune pour définir la durabilité basée sur trois piliers : environnemental, social et économique (voir plus loin ci-dessous). La quatrième catégorie, incluse ici comme pilier politique, est communément décrite comme l'environnement favorable ou le contexte de gouvernance.

Une comparaison des initiatives de développement durable a été effectuée pour chacun des produits de base et pour les quatre produits de base afin d'identifier les problèmes les plus généralement prioritaires et ceux auxquels on accorde peu d'attention. Cela impliquait d'examiner les sites Web et les documents stratégiques des initiatives afin de déterminer leur vision et leurs objectifs fondamentaux ainsi que leurs principaux domaines d'intervention. Les objectifs et les domaines d'action ont ensuite été répertoriés dans le tableau, sous les catégories et critères de durabilité pertinents. Le nombre de fois où les différents critères ont été répertoriés comme objectifs ou actions prioritaires a été compté pour évaluer le niveau d'attention accordé aux différentes questions de durabilité. Cela a également été utilisé pour identifier les domaines potentiels d'alignement entre les initiatives, sur la base des questions identifiées comme prioritaires dans la totalité ou la majorité des initiatives.

Une analyse documentaire a été entreprise pour compiler des informations sur les facteurs qui ont influencé la mise en œuvre et l'efficacité des initiatives de durabilité pour les quatre produits de base. Il s'agissait d'une analyse préliminaire plutôt que d'une analyse systématique, en raison des contraintes de temps de l'étude. L'analyse documentaire a commencé par une recherche sur « Google Scholar », en utilisant les mots clés « production durable », suivi des noms des produits de base et des pays. À partir d'une analyse des résumés, les articles ont été sélectionnés en fonction de leur pertinence par rapport aux objectifs de l'analyse, c'est-à-dire explorer les facteurs sous-jacents à l'impact des initiatives de développement durable des quatre secteurs, en se concentrant sur les questions de développement durable les plus prioritaires pour chaque produit de base (par exemple pour la viande de bœuf, il s'agissait de la protection des écosystèmes, du changement climatique et des droits des travailleurs). Des publications supplémentaires ont été identifiées à partir des listes de références de cette première série d'articles et de rapports. L'analyse s'est principalement limitée aux ressources disponibles en anglais, certains documents en français ont été également inclus.

³ Le projet de tableau a été présenté lors du séminaire du Dialogue FACT qui s'est tenu en mars 2023, avant d'être modifié en réponse aux commentaires reçus.

	VIANDE DE BŒUF	CACAO	HUILE DE PALME	BOIS
PAYS PRODUCTEURS	Brésil Uruguay États-Unis d'Amérique	Côte d'Ivoire Ghana Pérou	Colombie Indonésie Nigéria (État d'Edo)	Canada (Colombie-Britannique) Allemagne Indonésie
PAYS IMPORTATEURS	Chine UE	UE	UE Inde	UE Japon États-Unis d'Amérique

Tableau 1 : Pays cibles à étudier

NOTIONS ET DÉFINITIONS DE LA DURABILITÉ

Des perceptions variées

La notion de durabilité appliquée aux produits agricoles et forestiers concerne la manière dont ils sont produits, commercialisés et consommés. Dans ce cadre général, il existe plusieurs façons dont la durabilité est conçue et comprise.

Les Nations Unies définissent l'agriculture durable comme celle qui « répond aux besoins des générations présentes et futures, tout en garantissant la rentabilité, la santé environnementale et l'équité sociale et économique »⁴, tandis que la foresterie durable est « un concept dynamique et évolutif, [qui] vise à maintenir et à améliorer les valeurs économiques, sociales et environnementales de tous les types de forêts, pour le bénéfice des générations présentes et futures »⁵.

Ces définitions reflètent le concept de durabilité qui prévaut au niveau international et dans le discours « occidental ». Ainsi, ils distinguent trois piliers interdépendants de la durabilité – économique, social et environnemental – et reconnaissent la question de l'équité intergénérationnelle.

Cette notion dominante de durabilité est souvent mise en contraste avec des concepts plus holistiques et basés sur des systèmes, en particulier ceux que l'on retrouve dans les cultures autochtones. Pour de nombreux peuples autochtones, les humains et la nature font partie intégrante l'un de l'autre, toutes les formes de vie étant considérées comme faisant partie de la biosphère⁶. En outre, la culture et la spiritualité sont considérées comme étroitement liées au monde naturel et font partie du processus de maintien et de régénération de la nature⁷.

Une plus grande reconnaissance a été accordée aux notions autochtones de durabilité au niveau international. Par exemple, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations Unies a organisé une recherche internationale pour étudier le rôle de la culture et du patrimoine dans les sciences du climat mondial et dans la lutte contre le changement climatique⁸. Cependant, il existe

⁴ <https://www.fao.org/sustainability/fr/>

⁵ Assemblée générale des Nations Unies (2007) Instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts : Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 17 décembre 2007. Disponible à l'adresse suivante : <https://digitallibrary.un.org/record/614195>.

⁶ Ramcilovic-Suominen, S., (2022) Envisioning just transformations in and beyond the EU bioeconomy: inspirations from decolonial environmental justice and degrowth. *Sustain. Sci.* 1 <https://doi.org/10.1007/s11625-022-01091-5>

⁷ Throsby, D., & Petetskaya, E. (2016) Sustainability Concepts in Indigenous and Non-Indigenous Cultures. *International Journal of Cultural Property*, 23(2), 119-140. doi:10.1017/S0940739116000084

⁸ La réunion internationale coparrainée sur la culture, le patrimoine et le changement climatique a publié quatre rapports en 2022, disponibles sur : <https://www.cultureclimatemeeting.org/>

une tendance à considérer les notions et les approches autochtones comme des connaissances culturelles subjectives ou contextuelles⁹, et elles ne sont donc souvent pas pleinement acceptées en tant que sources d'idées et de connaissances susceptibles d'éclairer les approches « traditionnelles ». Elles ne sont pas non plus généralement acceptées comme présentant des alternatives viables. Par conséquent, l'espace dont disposent les peuples autochtones pour participer dans les secteurs agricole et forestier – tant politiquement que géographiquement – reste généralement étroitement défini.

Un contexte mondial en pleine mutation

La définition de la foresterie durable des Nations Unies, citée ci-dessus, reconnaît également que le concept de durabilité est dynamique. Cela est dû en partie à des changements dans la compréhension et également à la nature évolutive de la marche du monde. Ces changements comprennent notamment la mondialisation continue, l'augmentation des niveaux de consommation, l'augmentation de la démographie mondiale et les conséquences croissantes du changement climatique et de la dégradation environnementale.

Ce contexte mondial soulève de nouvelles questions sur ce que l'on entend par durabilité, ainsi que de nouveaux défis sur la manière d'y parvenir. Un certain nombre de thèmes interdépendants peuvent être identifiés à partir des récents débats sur la durabilité et sont succinctement présentés ici.

La durabilité dans l'Anthropocène

L'ère actuelle, dans laquelle les impacts de l'homme sur le monde sont devenus de plus en plus évidents, a été appelée l'Anthropocène. Ce cadre, en mettant en évidence la relation intégrale entre les humains et l'environnement¹⁰, a relancé les discussions sur le concept dominant de durabilité qui, selon certains, crée une fausse séparation entre l'homme et la nature¹¹. On considère qu'une telle dichotomie a conduit à des approches beaucoup trop technocratiques et simplistes, ainsi qu'à une incapacité à prendre en compte la nécessité d'un changement sociétal profondément enraciné, par exemple pour lutter contre la surconsommation des ressources.¹²

Il y a eu une évolution vers des approches plus intégrées et fondées sur les systèmes, par exemple, avec un accent accru sur les concepts de transformation et de transition au sein de certaines institutions internationales¹³. Cependant, la tendance à séparer les trois « piliers » de la durabilité persiste, en partie parce qu'elle est profondément ancrée dans de nombreuses structures institutionnelles – par exemple, dans les ministères et départements dédiés à l'environnement¹⁴.

La nécessité d'une plus grande reconnaissance de la nature dynamique des processus a également été soulignée, dans laquelle les concepts de rétroaction, de gestion adaptative et d'émergence sont pleinement intégrés¹⁵. Cela a commencé à se produire dans les secteurs forestier et agricole, avec une attention croissante accordée aux pratiques régénératrices. Celles-ci sont définies comme des pratiques qui améliorent le fonctionnement des systèmes sur lesquels repose l'agriculture – les systèmes écologiques, économiques et sociaux – et les concepts d'adaptation et d'émergence en font donc partie intégrante¹⁶.

⁹ Ramcilovic -Suominen, S., (2022).

¹⁰ Leach, M., *et al.*, 2018. Equity and sustainability in the Anthropocene. A social-ecological systems perspective on their intertwined futures. *Global Sustainability*, 1, 1–13. doi:10.1017/sus.2018.12

¹¹ Biermann F (2020) The future of 'environmental' policy in the anthropocene: time for a paradigm shift. *Environ Polit.* <https://doi.org/10.1080/09644016.2020.1846958>

¹² Ibid.

¹³ Scoones, I. (2016) The politics of sustainability and development. *Annu Rev Environ Resour* 41:293–319. <https://www.annualreviews.org/doi/full/10.1146/annurev-environ-110615-090039>

¹⁴ Biermann, F (2020) The future of 'environmental' policy in the anthropocene: time for a paradigm shift. *Environ Polit.* <https://doi.org/10.1080/09644016.2020.1846958>

¹⁵ Leach, M., *et al.*, (2018)

¹⁶ <https://regenerativeagriculturefoundation.org/about/what-is-regenerative-agriculture/>

Durabilité et croissance économique

Avec les données probantes croissantes sur l'impact de l'homme sur le monde, la nature limitée des ressources est également devenue plus frappante. L'une des réponses à cela a été un intérêt accru pour les concepts de croissance et d'économie verte, qui visent à réaliser une croissance économique avec des impacts réduits ou minimes sur l'environnement.

Bien que des progrès limités aient été réalisés pour dissocier les économies nationales de leur empreinte matérielle¹⁷, il y a eu des cas dans le secteur agricole où une augmentation de la production a été obtenue avec une réduction des impacts environnementaux, du moins en ce qui concerne son empreinte d'utilisation des terres. Par exemple, au cours de la période 2004-2017, le Brésil a augmenté sa production agricole tout en parvenant à réduire ses taux de déforestation¹⁸.

Cependant, certains ont avancé qu'une croissance « plus verte » n'était pas suffisante, compte tenu de l'ampleur des défis posés par le changement climatique et la dégradation environnementale¹⁹. Au lieu de cela, des arguments ont été avancés pour abandonner le paradigme de la croissance économique et adopter celui de la décroissance, afin de garantir que nous restons dans les limites planétaires. Cela implique de repenser l'économie, dans laquelle l'accent est mis sur le bien-être plutôt que sur le profit et dans lequel les ressources mondiales sont partagées plus équitablement grâce à une réduction planifiée de l'utilisation des ressources et de l'énergie par les pays développés²⁰.

Bien que ces idées soient discutées avec les secteurs agricole et forestier, le discours dominant reste basé sur un modèle d'augmentation de la production durable. Par exemple, les pays producteurs de cacao et d'huile de palme visent à accroître à la fois la production et la consommation durables de ces produits. De même, le Canada et l'Allemagne cherchent tous deux à accroître la demande de produits forestiers renouvelables et d'origine durable, en particulier ceux qui peuvent remplacer les produits à forte intensité énergétique ou les produits pétroliers non renouvelables, tels que le bois de construction, les produits biochimiques et les biomatériaux. Cette démarche est soutenue par le développement de l'économie circulaire, qui cherche à faire plus avec moins et à optimiser l'utilisation de la biomasse forestière. Bien qu'il soit prévu qu'une grande partie de ces augmentations de production soit réalisée grâce à des améliorations de l'efficacité et de la productivité, cela s'accompagnera inévitablement de compromis²¹.

La question de savoir si ceux-ci peuvent être équilibrés de manière juste et équitable et quels compromis sont acceptables fait l'objet d'un débat permanent, tout comme la question de savoir si une approche alternative, telle qu'une « économie du bien-être », devrait être poursuivie²².

Durabilité juste et équitable

Un troisième thème qui a retenu une attention accrue dans les discussions sur la durabilité est celui de la justice et de l'équité. Cela résulte en partie d'une critique de l'accent mis sur la rareté des ressources

¹⁷ Parrique, T. et al. (2019) Decoupling Debunked. Evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability, European Environmental Bureau, July 2019. <https://eeb.org/library/decoupling-debunked/>

¹⁸ Stabile, M.C.C. et al. (2020) Solving Brazil's land use puzzle: Increasing production and slowing Amazon deforestation. Land Use Policy 91. <https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2019.104362>

¹⁹ Ramcilovic -Suominen, S., (2022)

²⁰ Hickel, J. (2021) The Anti-Colonial Politics of De-growth. Political Geography 88, <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2021.102404>; World Economic Forum (2022) Degrowth – what's behind the economic theory and why does it matter right now? 15 June, 2022, WEF. <https://www.weforum.org/agenda/2022/06/what-is-degrowth-economics-climate-change/>

²¹ International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development (IAASTD) (2008) Global Summary for Decision Makers. <https://www.globalagriculture.org/original-reports.html>; Meyfroidt, P. et al. (2022) Ten facts about land systems for sustainability. 119 (7) e2109217118, <https://doi.org/10.1073/pnas.2109217118>

²² Chrysopolou, A. (2020) The Vision of a Well-being Economy. 16 December 2020, Stanford Social Innovation Review, https://ssir.org/articles/entry/the_vision_of_a_well_being_economy

dans les débats sur la durabilité. Cette approche, a-t-on soutenu, passe sous silence le fait que la rareté des ressources ne reflète pas seulement la disponibilité des ressources mais aussi l'accès aux ressources et leur contrôle – par exemple, la rareté des terres pour un groupe particulier de personnes peut résulter du système foncier, ainsi que leur pouvoir politique et économique. Par conséquent, considérer la justice et l'équité est fondamental pour comprendre la répartition des ressources et, le cas échéant, pour trouver des moyens de les redistribuer²³.

Ces principes sont également devenus prioritaires en raison d'une prise de conscience et d'une reconnaissance accrues de l'héritage du colonialisme au sein des systèmes économiques et politiques actuels. Ainsi, les appels se multiplient en faveur d'une justice environnementale décoloniale ; cela fait également partie intégrante du mouvement de décroissance²⁴. En plus de souligner la nécessité d'une autodétermination culturelle et politique, cela appelle à repenser la place de l'humain dans le monde et à établir des relations plus régénératrices²⁵.

Les principes de justice et d'équité sont de plus en plus reconnus dans les débats internationaux. Par exemple, ils sont au cœur des objectifs de développement durable des Nations Unies, qui incluent l'objectif de réduire les inégalités²⁶. Ils ont également été reconnus comme fondamentaux pour lutter contre le changement climatique, décrit comme une crise de justice sociale²⁷. Les appels à la justice climatique ont mis en évidence non seulement les responsabilités différentielles des riches et des pauvres dans le changement climatique (à la fois des nations et des groupes au sein de la société), mais également qu'il existe des différences dans la mesure dans laquelle ils seront et ont déjà été touchés par le changement climatique.

Ces débats ont également constitué une partie importante des discussions internationales concernant les efforts mondiaux visant à réduire la déforestation. De nombreux pays riches en forêts n'ont pas contribué aux émissions historiques de gaz à effet de serre, mais connaissent des niveaux élevés de pauvreté rurale ; de fait, l'augmentation de la production agricole et forestière est donc une priorité. En outre, bon nombre des pays les plus développés n'ont réussi à protéger leurs propres forêts qu'en exportant leur déforestation vers d'autres pays²⁸. La reconnaissance de ces responsabilités différentielles, et de leurs implications sur la manière dont la durabilité est perçue et comprise, est fondamentale pour trouver des solutions justes et équitables.

OUTILS POUR ATTEINDRE LA DURABILITÉ

Un réseau dense de politiques, d'initiatives et d'outils s'est développé autour de la notion de durabilité. Ceux-ci comprennent : les engagements et accords internationaux, à la fois volontaires et juridiquement contraignants ; les stratégies, politiques et législations nationales ; les initiatives et normes du secteur privé ; les initiatives de la société civile, ainsi que les normes et les systèmes de certification ; et les initiatives multipartites. Ceux-ci peuvent être classés comme :

- (i) informatifs ou persuasifs (comme les labels et les campagnes d'information) ;
- (ii) coopératifs (comme les tables rondes et les programmes de certification) ;
- (iii) économiques (comme les taxes et les subventions sur le carbone) ;

²³ Scoones, I. (2016)

²⁴ Hickel, J. (2021)

²⁵ Ramcilovic -Suominen, S., (2022)

²⁶ Leach, M. et al. (2018)

²⁷ Biermann, F. (2020) The future of 'environmental' policy in the Anthropocene: time for a paradigm shift. *Environ Polit.* <https://doi.org/10.1080/09644016.2020.1846958>

²⁸ Pendrill, F. et al. (2019) Deforestation displaced: trade in forest-risk commodities and the prospects for a global forest transition. *Environmental Research Letters* 14(5), 055003, DOI 10.1088/1748-9326/ab0d41

(iv) instruments de politique réglementaire²⁹.

La variété de ceux-ci peut être constatée à partir des tableaux créés pour les quatre produits de base couverts par cette étude (voir annexe 5).

Il y a depuis longtemps un débat sur les mérites relatifs des différentes approches, et en particulier sur les avantages des initiatives menées par le gouvernement par rapport à celles du secteur privé. Ces dernières années, on a observé une tendance à considérer les entreprises comme des acteurs clés de la durabilité. Par exemple, cela se voit dans l'attention accrue accordée à « l'entreprise inclusive » comme moyen de parvenir au développement durable³⁰. De même, la montée des réglementations basées sur le marché comme outil pour promouvoir des pratiques de production plus durables, par exemple, comme on le voit au sein de l'Union européenne, reflète également cette focalisation sur le secteur privé en tant qu'agent de changement.

Un éloignement de cette orientation a toutefois été observé dans certains milieux. Par exemple, en ce qui concerne les efforts visant à promouvoir des modèles commerciaux inclusifs, il a été récemment noté qu'on s'est rendu compte qu'une approche plus large était nécessaire et que « l'État devait être ramené »³¹. De même, cela se voit dans l'attention accrue accordée aux approches juridictionnelles. Par exemple, l'un des résultats de l'examen par le Consumer Goods Forum des progrès réalisés par ses membres dans la réalisation de leurs engagements en faveur de l'élimination de la déforestation a été la décision de travailler davantage au niveau des paysages afin de pouvoir résoudre des problèmes plus systémiques³².

En lien avec cette reconnaissance des limites d'une focalisation unique sur le secteur privé, il a été souligné qu'il est préférable de considérer les différents outils et initiatives politiques comme faisant partie d'un réseau ou d'un écosystème³³. Ainsi, plutôt que de les considérer comme indépendantes, voire concurrentes, les politiques et les initiatives se complètent et se renforcent souvent. Par exemple, les normes volontaires dans le secteur agricole se sont révélées bien plus efficaces lorsque les politiques gouvernementales y sont alignées³⁴. Ainsi, les théories du changement doivent prendre en compte cet ensemble d'interactions³⁵ et de synergies pour créer des environnements plus propices à une production durable³⁶.

Une question qui a fait l'objet d'une attention accrue ces dernières années est celle de l'écoblanchiment (ou *greenwashing*). Par exemple, un certain nombre de poursuites judiciaires ont été intentées concernant la validité des allégations de durabilité. Celles-ci concernaient principalement le secteur privé (à la fois la finance et les entreprises manufacturières et de vente au détail), mais des allégations d'écoblanchiment ont également été formulées par les organismes de certification. Par exemple,

²⁹ Böcher, M. (2012) A theoretical framework for explaining the choice of instruments in environmental policy. *Forest Policy and Economics* 16 (2012) 14–22, doi:10.1016/j.forpol.2011.03.012

³⁰ German, L.A. et al. (2020) "Inclusive business" in agriculture: Evidence from the evolution of agricultural value chains. *World Development* 134:105018. doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105018

³¹ Guarin, A. et al. (2022) Taking stock of smallholder inclusion in modern value chains. Ambitions, reality and signs of change. Working Paper, IIED. <https://www.iied.org/sites/default/files/pdfs/2022-09/21086iied.pdf>

³² Consumer Goods Forum: Forest Positive Coalition - Paper, Pulp & Fibre-based Packaging (PPP) Roadmap. Version 1.4, February 2023, <https://www.theconsumergoodsforum.com/environmental-sustainability/forest-positive/key-projects/commodity-specific-roadmaps-and-reporting/>

³³ Lambin, E.F. et al. (2014) Effectiveness and synergies of policy instruments for land use governance in tropical regions. *Global Environmental Change* 28: 129-140; <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2014.06.007>

³⁴ PNUE et CCI (2023) Sustainability standards and requirements for agriculture: international trade considerations. <https://tessforum.org/latest/sustainability-standards-and-requirements-for-agriculture-international-trade-considerations>

³⁵ Wardell, D.A. et al. (2021) Reviewing initiatives to promote sustainable supply chains. The case of forest-risk commodities. FTA Working Paper 8, https://www.cifor.org/publications/pdf_files/FTA/WPapers/FTA-WP-8.pdf; Pirard, R. et al. (2023) The role of hybrid governance in supporting deforestation-free trade. *Ecological Economics* 210, 107867, <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2023.107867>

³⁶ PNUE et CCI (2023) Sustainability standards and requirements for agriculture: international trade considerations.

deux cas ont récemment été portés devant le Bureau de la concurrence du Canada pour écoblanchiment de produits forestiers par des établissements de certification³⁷.

Les préoccupations concernant l'écoblanchiment ont conduit à la création de normes et de réglementations plus strictes dans un certain nombre de pays. Par exemple, dans le cas de l'UE, de nouvelles réglementations sont envisagées concernant les allégations et l'étiquetage environnementaux³⁸, ainsi que des exigences plus rigoureuses en matière de reporting des entreprises sur le développement durable³⁹.

NOTIONS ET APPROCHES DE DURABILITÉ DANS LES QUATRE SECTEURS

Entreprendre une comparaison des notions et approches de la durabilité dans un large éventail d'initiatives et dans différents secteurs reste un défi. Cela s'explique en partie par les différences dans leur niveau et leurs types d'engagement, depuis les partenariats intergouvernementaux jusqu'à l'engagement au niveau local avec les agriculteurs. Cela s'explique également par la diversité des manières dont les objectifs et les interventions sont décrits, avec des différences de langage et de niveaux de détails (Par exemple, l'arrêt de la déforestation peut être répertorié, mais pas l'atténuation du changement climatique ; la restauration peut être identifiée comme un objectif ou une activité ; etc.). Cependant, malgré ces limites, certains thèmes émergent et quelques remarques générales peuvent donc être formulées.

Priorités et lacunes

En comparant les objectifs de haut niveau et les domaines d'intervention prioritaires des initiatives de développement durable, on peut constater qu'un certain nombre de questions prédominent dans les quatre secteurs (voir tableau 2).

En ce qui concerne les questions environnementales, la protection des écosystèmes est généralement une priorité dans les quatre secteurs, principalement dans les forêts, bien que dans le secteur de la viande de bœuf, les prairies soient également une priorité. Le changement climatique est également une priorité, l'attention étant accordée à l'atténuation plutôt qu'à la résilience climatique.

En ce qui concerne les aspects sociaux de la durabilité, les droits des travailleurs sont largement prioritaires. Cela concerne principalement le travail des enfants et le travail forcé dans le secteur du cacao, tandis que les conditions de travail et les opportunités d'emploi sont davantage mises en avant dans les trois autres secteurs. Les droits à la terre et aux ressources sont également une priorité dans les quatre secteurs, même si dans le secteur du bois, ces questions sont souvent formulées en termes de moyens de subsistance des peuples dépendants des forêts.

En ce qui concerne les questions économiques, les questions liées aux moyens de subsistance sont les plus souvent prioritaires dans les quatre secteurs, en mettant l'accent sur les agriculteurs et les petits exploitants des secteurs de la viande de bœuf, du cacao et de l'huile de palme, et sur les peuples dépendants des forêts et les communautés rurales dans le secteur du bois.

En ce qui concerne les questions politiques, la transparence est largement une priorité dans les quatre secteurs, bien que dans une moindre mesure dans le secteur du bois. Cela se concentre

³⁷ <https://ecojustice.ca/news/competition-bureau-launches-investigation-into-greenwashing-complaint-against-north-americas-largest-forest-certification-scheme/>

³⁸ https://environment.ec.europa.eu/publications/proposal-directive-green-claims_fr

³⁹ https://finance.ec.europa.eu/capital-markets-union-and-financial-markets/company-reporting-and-auditing/company-reporting/corporate-sustainability-reporting_fr

principalement sur les données de la chaîne d'approvisionnement, mais dans le secteur du cacao, la transparence des prix est également une priorité. Le respect de la législation est également fréquemment mentionné, mais l'application de celle-ci l'est moins.

La comparaison des objectifs de haut niveau et des domaines d'intervention prioritaires permet également d'identifier les questions qui reçoivent relativement peu d'attention. Il convient de noter que, dans la mesure où cet examen ne couvre qu'une sélection d'initiatives pour chacun des produits de base, ces questions ne sont pas nécessairement négligées. Il indique plutôt où il peut y avoir des lacunes potentielles.

En ce qui concerne les questions environnementales, une question qui reçoit relativement peu d'attention dans les quatre secteurs est celle de l'utilisation des produits agrochimiques et de la pollution agrochimique. Ceci n'est pas du tout une priorité dans les initiatives du secteur du bois examinées, et rarement dans les autres initiatives sectorielles.

Dans le domaine social, la sécurité alimentaire n'est que ponctuellement mise en avant dans les secteurs du cacao et de l'huile de palme, et n'est pas explicitement évoquée dans les secteurs de la viande de bœuf ou de la forêt. Les questions culturelles reçoivent également peu d'attention, n'étant évoquées qu'occasionnellement dans les secteurs de la viande de bœuf et de la forêt.

Les différents aspects de la durabilité liés aux communautés ne sont pas universellement abordés au sein des quatre secteurs. Ainsi, le partage des avantages n'est pas une priorité dans les secteurs de la viande de bœuf et du cacao, tandis que le renforcement des institutions communautaires n'est pas une priorité dans les secteurs de la viande de bœuf ou du bois. Même si cela reflète peut-être un écart, cela reflète aussi en partie les différents modèles d'utilisation des terres et de production. Par exemple, une proportion relativement faible de cacao est produite dans des plantations à grande échelle et les accords de partage des avantages avec les communautés ne posent donc pas de problème dans ce contexte. En ce qui concerne les droits des travailleurs, les questions liées à l'équité et à la discrimination ne sont pas prioritaires dans le secteur de la viande de bœuf. De plus, les droits des travailleurs reçoivent beaucoup moins d'attention que les questions environnementales dans ce secteur.

Concernant les questions économiques, le régime fiscal et son respect ne sont prioritaires dans aucun des quatre secteurs. Par ailleurs, les prix des produits de base, et en particulier les prix pour les agriculteurs, sont une priorité dans le secteur du cacao mais sont rarement évoqués dans les trois autres secteurs.

Au sein de la sphère politique, le respect du régime fiscal n'est une priorité dans aucun secteur. La gestion financière (c'est-à-dire par le gouvernement et par le secteur privé – y compris les grandes entreprises, les petits exploitants et leurs associations) est une priorité dans le secteur du cacao, mais pas dans les trois autres secteurs. Et dans le secteur de la viande de bœuf, le cadre juridique et son application ne sont pas non plus une priorité.

	VIANDE DE BŒUF	CACAO	HUILE DE PALME	BOIS
SOUVENT PRIORISÉS	<p>ENV : Protection et gestion des écosystèmes (forêts et prairies) ; Restauration ; Atténuation du changement climatique ; Bien-être animal</p> <p>SOC : Conditions de travail et droits du travail ; Droits sur les terres et les ressources</p> <p>ÉCO : Moyens de subsistance</p> <p>POL : Transparence ; Conformité légale</p>	<p>ENV : Protection et gestion des écosystèmes (forêts) ; Restauration</p> <p>SOC : Conditions de travail et droits du travail (travail des enfants et travail forcé) ; Droits sur les terres et les ressources ;</p> <p>ÉCO : Moyens de subsistance (revenu de subsistance) ; Prix et primes ; Investissements</p> <p>POL : Transparence</p>	<p>ENV : Protection et gestion des écosystèmes (forêts et tourbières) ; Atténuation du changement climatique ; Protection de la biodiversité</p> <p>SOC : Conditions de travail et droits du travail ; Droits sur les terres et les ressources</p> <p>ÉCO : Moyens de subsistance (petits exploitants) ; Investissements</p> <p>POL : Transparence ; Conformité et application de la loi</p>	<p>ENV : Protection et gestion des écosystèmes (forêts) ; Atténuation du changement climatique</p> <p>SOC : Conditions de travail et droits du travail</p> <p>ÉCO : Moyens de subsistance (PACL)</p> <p>POL : Conformité et application de la loi</p>
PARFOIS PRIORISÉS	<p>ENV : Résilience climatique ; Gestion de l'eau; Conservation des sols ; Déchets et produits chimiques ; Protection de la biodiversité</p> <p>SOC : Communautés (infrastructures sociales) ; Culture</p> <p>ÉCO : Investissements</p> <p>POL : Recherche & formation ; Cadre institutionnel ; Gestion financière ; Participation à l'élaboration des politiques</p>	<p>ENV : Résilience climatique et atténuation du changement climatique ; Biodiversité protection; Conservation des sols; Gestion de l'eau; Déchets et produits chimiques</p> <p>SOC : Équité et discrimination (genre) ; Institutions communautaires et infrastructures sociales ; Sécurité alimentaire</p> <p>ÉCO :</p> <p>POL : Conformité et application de la loi ; Cadre juridique et politique ; Participation à l'élaboration des politiques ; Gestion financière ; Recherche et formation</p>	<p>ENV : Restauration ; Résilience climatique ; Gestion de l'eau; Conservation des sols ; Déchets et produits chimiques</p> <p>SOC : Équité et discrimination ; Communautés – Partage des avantages ; Institutions ; infrastructures sociales ; Sécurité alimentaire</p> <p>ÉCO : Prix et primes</p> <p>POL : Participation à l'élaboration des politiques ; Recherche et formation ; Cadre institutionnel ; Cadre juridique et politique</p>	<p>ENV : Protection de la biodiversité ; Restauration (reboisement) ; Résilience climatique ; Gestion de l'eau; Conservation des sols</p> <p>SOC : Droits aux terres et aux ressources ; Communautés – Partage des avantages ; infrastructures sociales; Équité et discrimination ; Culture</p> <p>ÉCO : Investissement ; Prix et primes</p> <p>POL : Transparence ; Recherche et formation ; Participation à l'élaboration des politiques ; Cadre institutionnel ; Cadre juridique et politique</p>

NON PRIORISÉS	ENV :	ENV :	ENV :	ENV : Déchets et produits chimiques ;
	SOC : Communautés (institutions ; partage des avantages) ; Équité et discrimination ; Sécurité alimentaire	SOC : Communautés – Partage des avantages ; Culture	SOC : Culture	SOC : Institutions communautaires ; Sécurité alimentaire
	ÉCO : Impôts ; Prix et primes	ÉCO : Impôts	ÉCO : Impôts	ÉCO : Impôts
	POL : Application de la loi ; Cadre juridique et politique ; Gestion financière	POL : Cadre institutionnel	POL : Gestion financière	POL : Gestion financière

Tableau 2 : Fréquence des problèmes priorités comme objectifs et lacunes potentielles

CLÉ : ENV – Questions environnementales ; SOC – Questions sociales ; ÉCO – Questions économiques ; POL – Questions politiques ;

Le texte en orange indique des problèmes prioritaires dans les 4 secteurs

Le texte en bleu indique des problèmes non prioritaires dans les 4 secteurs

Zones d'alignement et de divergence

Au cours de la dernière décennie, dans les quatre secteurs, la portée des questions prises en compte dans les initiatives de développement durable s'est élargie. Ainsi, les questions sociales et économiques sont de plus en plus prises en compte dans de nombreuses initiatives qui auparavant étaient principalement axées sur les questions environnementales, et vice versa.

L'une des conséquences est qu'il y a eu un alignement accru entre les initiatives, avec un accord sur l'éventail des questions de durabilité rencontrées dans les quatre secteurs ainsi qu'une plus grande reconnaissance de leur interdépendance.

Trois questions particulières sont généralement prioritaires dans les quatre secteurs (comme indiqué ci-dessus), ce qui suggère un niveau élevé d'accord sur leur importance. Il s'agit de : la protection et la gestion des écosystèmes (notamment des forêts) ; les moyens de subsistance; et les droits des travailleurs. Cependant, des divergences significatives subsistent quant à la priorité accordée à ces différentes questions et, partant, quant aux meilleurs points d'entrée pour une intervention.

Un certain alignement peut être constaté au sein des types d'activités et d'interventions prioritaires, même lorsqu'il existe des différences dans les principaux objectifs. Par exemple, l'amélioration des pratiques agricoles ou forestières est une activité commune à de nombreuses initiatives, tant celles visant à améliorer les moyens de subsistance que celles ciblant la perte et la dégradation forestière. Cependant, ceux-ci peuvent être conçus très différemment selon les principaux objectifs et des compromis peuvent être nécessaires entre les différents résultats. Par exemple, l'augmentation de l'intensité des pratiques agricoles peut augmenter les revenus des agriculteurs mais également accélérer le défrichement des forêts.

Un alignement peut également être constaté en ce qui concerne certains aspects politiques de la durabilité. Par exemple, l'amélioration de la transparence est une priorité dans de nombreuses initiatives, en partie parce qu'elle est considérée comme fondamentale pour aborder de nombreux autres aspects de la durabilité – comme soutenir le respect des exigences juridiques et du marché, renforcer la participation des petits exploitants et contrôler l'efficacité des interventions. L'amélioration du respect de la législation est un autre problème commun à de nombreuses initiatives, ce qui reflète peut-être l'accent mis sur les interventions axées sur le marché (étudiées plus en détail ci-dessous).

OBTENIR UN IMPACT : PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DES QUATRE SECTEURS

Sur la base de l'analyse documentaire conduite pour chacun des produits de base cibles, certains enseignements généraux concernant la mise en œuvre et l'efficacité des initiatives de durabilité peuvent être identifiés.

Déterminer les impacts reste un défi

L'un des thèmes qui a émergé de l'analyse documentaire sur les quatre produits de base est le manque de données probantes solides de l'impact de nombreuses initiatives en matière de développement durable. Cela s'explique notamment par la complexité des problèmes et les multiples facteurs qui les influencent. Il est donc difficile d'établir des liens de causalité. En outre, les méthodologies sont souvent inadéquates ou manquent de transparence – par exemple, dans le cas d'études sur l'efficacité des approches de lutte contre la déforestation, il a été noté que la question des fuites n'a pas toujours

été abordée.⁴⁰ La qualité des rapports sur les impacts est également souvent variable, ce qui a également entravé l'apprentissage entre les initiatives.⁴¹ Par exemple, de nombreuses initiatives du secteur privé ont été critiquées pour ne rendre compte que de leurs activités plutôt que des niveaux de mise en œuvre ou de leurs résultats.⁴²

La certification et ses limites

Même si la certification de durabilité a été et reste une priorité dans les quatre secteurs, des défis subsistent pour accroître son adoption, en particulier parmi les petits producteurs. L'une des raisons à cela est que les petits exploitants sont inévitablement désavantagés par rapport aux grandes entreprises, car ils disposent de capacités et de ressources financières plus modestes. Ils peuvent également être confrontés à des obstacles supplémentaires, par exemple en raison d'exigences juridiques complexes. Ces défis sont bien connus et des ressources importantes ont été consacrées pour parvenir à les surmonter. Le renforcement des organisations de producteurs s'est avéré un moyen efficace d'améliorer les pratiques des petits exploitants et de permettre leur participation aux programmes de certification, même si ceux-ci ne garantissent pas toujours l'inclusion des groupes marginalisés, notamment les femmes⁴³.

Un facteur important limitant le recours à la certification est l'absence d'un prix majoré. C'est le cas de tous les producteurs, mais encore une fois, c'est davantage une préoccupation pour les petits exploitants qui ont généralement de très faibles marges bénéficiaires. Le recours aux politiques d'approvisionnement (tant dans le secteur public que privé)⁴⁴ et aux campagnes de sensibilisation des consommateurs pour accroître la demande de produits certifiés a eu une influence, tandis que le recours à des incitations fiscales et à des subventions a le potentiel d'augmenter les prix⁴⁵.

En réalité, les données probantes de l'impact de la certification de durabilité sont quelque peu mitigées. Cela s'explique en partie par le fait que les résultats dépendent du contexte socio-économique et de gouvernance plus large⁴⁶. Par exemple, l'impact de la certification sur les résultats environnementaux est influencé par l'efficacité de la planification de l'utilisation des terres et de sa mise en œuvre pour l'ensemble du paysage⁴⁷, et ses impacts sur les résultats économiques sont

⁴⁰ Ingram, V., et al. (2020) The outcomes of deforestation-free commodity value chain approaches. Forest and Nature Conservation Policy Group, Wageningen University & Research. <https://www.evidensia.eco/resources/1107/download/>

⁴¹ Ibid.

⁴² Dodson, A. et al. (2021). Oil palm and biodiversity: Company commitments and reporting in 2020. SPOTT. London: Zoological Society of London, <https://www.spott.org/news/oil-palm-biodiversity-report-2021/>; Wahba, J. & E. Higonnet (2020) ISCO Scorecard. Mighty Earth,

<https://www.mightyearth.org/isco-scorecard-examines-public-private-platforms-for-sustainable-cocoa/>; EFI EU Redd Facility (2021) Sustainability initiatives in Ivorian and Ghanaian cocoa supply chains: benchmarking and analysis.

<https://efi.int/sites/default/files/files/flegtredd/Cocoa%20sustainability%20report.pdf>; Parra-Paitan, C. et al. (2023) Large gaps in voluntary sustainability commitments covering the global cocoa trade. Global Environmental Change 81, 102696, <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2023.102696>

⁴³ Macqueen, D and Mayers, J (2020) Unseen foresters - an assessment of approaches for wider recognition and spread of sustainable forest management by local communities. WWF, Stockholm, Sweden.

https://wwf-eu.awsassets.panda.org/downloads/report_wwf_iied_unseen_foresters_2020_1.pdf; Mithöfer, D. et al. (2017) Unpacking 'sustainable' cocoa: do sustainability standards, development projects and policies address producer concerns in Indonesia, Cameroon and Peru?, International Journal of Biodiversity Science, Ecosystem Services & Management, 13:1, 444-469, DOI: [10.1080/21513732.2018.1432691](https://doi.org/10.1080/21513732.2018.1432691); Guarin, A. et al. (2022)

⁴⁴ Pour l'huile de palme, voir par exemple Voora, V. et al. (2023) Palm oil prices and sustainability. Global Market Report, IISD & SSI. <https://www.iisd.org/system/files/2023-06/2023-global-market-report-palm-oil.pdf>

⁴⁵ Karsenty, A. & S. Salau (2023) Fiscal incentives for improved forest management and deforestation-free agricultural commodities in Central and West Africa. International Forestry Review Vol.25(1), 2023, <https://doi.org/10.1505/146554823836838691>

⁴⁶ Noted by VoiceNetwork in: https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2021-04/meeting-2-summaryreportstandards_en.pdf;

⁴⁷ Kosar, M. et al. (2019) PHPL. From Legality to Sustainability. Independent Forest Monitoring Network (JPIK). <https://jpik.or.id/en/phpl-from-legality-to-sustainability/>

influencés par l'existence de liens commerciaux et d'infrastructures. La résolution de ces problèmes plus vastes nécessite une série de mesures allant au-delà de la certification elle-même.

Il existe également un débat en cours concernant la certification en ce qui concerne l'équilibre entre les approches de certification qui se sont avérées relativement spécialisées et dirigées par la société civile et les approches à plus grande échelle du secteur privé⁴⁸. Ainsi, la nécessité d'étendre la certification, pour atteindre une plus grande proportion de producteurs, a conduit le secteur privé à développer ses propres systèmes, qui, selon eux, sont plus rentables que la plupart des systèmes vérifiés par des tiers. Mais cela risque d'abaisser les normes⁴⁹. Même s'il n'existe pas de bonne réponse, il convient de noter que ces programmes ne fonctionnent pas isolément. Les différentes normes et programmes font partie d'un réseau de politiques qui interagissent toutes. Les systèmes de certification sont souvent en concurrence les uns avec les autres, ce qui peut conduire à une course au sommet, et ils interagissent et influencent également les politiques publiques⁵⁰.

Réduction de la pauvreté : l'importance d'avoir des théories du changement solides

Les niveaux de pauvreté restent élevés pour de nombreux producteurs des quatre produits de base ainsi qu'au sein des communautés dans les zones de production. L'une des critiques formulées à l'encontre d'un certain nombre d'interventions de réduction de la pauvreté dans les secteurs du cacao et de l'huile de palme est qu'elles reposent souvent sur des théories du changement beaucoup trop simplistes. En particulier, on a eu tendance à se concentrer principalement sur l'augmentation des revenus des petits exploitants tout en négligeant les autres aspects de la pauvreté, tels que l'accès aux infrastructures sociales et la capacité de participer à la prise décisionnelle⁵¹. En outre, de nombreuses interventions ne prennent pas suffisamment en compte la diversité des petits exploitants et des membres des communautés. Souvent, ce sont les agriculteurs les plus aisés qui en profitent le plus, ce qui entraîne une augmentation des inégalités entre les agriculteurs et au sein des communautés⁵².

De plus, les interventions ne répondent pas toujours aux besoins et aux priorités des agriculteurs – par exemple, de nombreuses initiatives donnent la priorité à l'amélioration de la productivité des exploitations agricoles. Bien que cela corresponde aux priorités des grandes entreprises, soucieuses de garantir leurs approvisionnements, de nombreux agriculteurs sont davantage intéressés par la résilience de leurs exploitations, par exemple en augmentant la diversité de leurs cultures et de leurs systèmes de production⁵³.

De même, les interventions sont souvent axées sur des approches qui ne reconnaissent pas ou ne prennent pas en compte les connaissances et l'expertise disponibles. Cela peut à la fois servir à saper

⁴⁸ Krauss, J.E. & S. Barrientos (2021) Fairtrade and beyond: Shifting dynamics in cocoa sustainability production networks. *Geoforum* 120: 186-197, <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2021.02.002>

⁴⁹ EFI EU Redd Facility (2021)

⁵⁰ Lambin, E.F. & T. Thorlakson (2018) Sustainability Standards: Interactions Between Private Actors, Civil Society, and Governments. *Annual Review of Environment and Resources*. Vol. 43:369-393. <https://doi.org/10.1146/annurev-environ-102017-025931>

⁵¹ Hirons, M. et al. (2018) Understanding Poverty in Cash-crop Agro-forestry Systems: Evidence from Ghana and Ethiopia. *Ecological Economics*, 154, 31–41. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2018.07.021>; Adams, M.A. & S. Carodenuto (2023) Stakeholder perspectives on cocoa's living income differential and sustainability trade-offs in Ghana, *World Development* 165 (2023) 106201. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2023.106201>

⁵² Guarin, A. et al. (2022); Solidaridad (2022) Palm Oil Barometer, https://www.solidaridadnetwork.org/wp-content/uploads/2022/09/Palm-Oil-Barometer-2022_solidaridad.pdf; Santos, C.O.d.; et al. (2022) Assessing the Wall-to-Wall Spatial and Qualitative Dynamics of the Brazilian Pasturelands 2010–2018, Based on the Analysis of the Landsat Data Archive. *Remote Sensing*, 14, 1024, <https://doi.org/10.3390/rs14041024>

⁵³ Mithöfer, D. et al. (2017)

les systèmes agricoles ou forestiers existants, ainsi que les systèmes sociaux et culturels qui y sont liés, ou bien conduire à des interventions inappropriées au contexte local et donc inefficaces⁵⁴.

Une raison suggérée pour expliquer ce décalage est que les agriculteurs continuent d'être faiblement représentés dans de nombreuses initiatives de développement durable. Par exemple, très peu d'initiatives multipartites dans le secteur de l'huile de palme comptent des petits exploitants représentés dans leurs Conseils d'administration⁵⁵.

Réduction de la pauvreté : le rôle du gouvernement

Un autre moyen important de réduire la pauvreté consiste à allouer des recettes publiques pour soutenir le développement rural. L'importance d'augmenter la production de ces produits de base est souvent justifiée par les gouvernements sur cette base. Cependant, la mesure dans laquelle les revenus des secteurs agricole et forestier profitent réellement aux communautés rurales a reçu relativement peu d'attention.

Une certaine attention a été portée à ce sujet au sein du secteur forestier, avec un travail de recherche et de plaidoyer de la part de la société civile, ainsi que des initiatives gouvernementales visant à améliorer la collecte et la distribution des avantages. Celles-ci ont rencontré un certain succès, mais dans de nombreux pays, les gouvernements et les citoyens ne bénéficient pas autant qu'ils le devraient du secteur.⁵⁶

Prix des produits de base : les questions structurelles sont essentielles

Dans les cas du cacao et de l'huile de palme, l'amélioration du prix des produits de base a été un domaine d'intervention clé dans le cadre des efforts de lutte contre la pauvreté parmi les agriculteurs et les communautés agricoles – pas seulement du prix des produits certifiés mais des produits de base en général. Cela constitue un problème particulier dans le secteur du cacao, où les faibles prix du cacao constituent un facteur majeur qui compromet la capacité des agriculteurs à gagner leur vie. Dans le secteur de l'huile de palme, les fluctuations des prix constituent la principale inquiétude, les petits exploitants étant confrontés à la pauvreté lorsque les prix sont bas⁵⁷.

L'un des problèmes est que les agriculteurs ont une capacité limitée à négocier le prix de leurs récoltes, en partie à cause de leur faible positionnement dans la chaîne d'approvisionnement, souvent exacerbée par le manque de transparence en matière de prix. Dans le secteur du cacao par exemple, l'incapacité de publier les prix d'achat, ainsi que la gestion financière opaque de certaines coopératives, font que les primes de certification ne profitent souvent pas aux agriculteurs⁵⁸.

Il existe également un problème plus fondamental qui limite les prix de ces produits : ils sont fixés par les acheteurs internationaux. Par exemple, dans le secteur du cacao, les gouvernements ghanéen et

⁵⁴ Ruggia, A. et al. (2021) The application of ecologically intensive principles to the systemic redesign of livestock farms on native grasslands: A case of co-innovation in Rocha, Uruguay. *Agricultural Systems*, 191:103148, <https://doi.org/10.1016/j.agsy.2021.103148>

⁵⁵ Solidaridad (2022). Baromètre de l'huile de palme. Disponible à l'adresse suivante :

https://www.solidaridadnetwork.org/wp-content/uploads/2022/09/Palm-Oil-Barometer-2022_solidaridad.pdf

⁵⁶ Cerutti et al. (2021) Voluntary Partnership Agreements: Assessing impacts for better policy decisions. *Forest Policy and Economics* 124. <https://doi.org/10.1016/j.forpol.2020.102386>; Hoare, A.L. & T. Uehara (2022) Forest Sector Revenues in Ghana, Liberia and the Republic of the Congo. Chatham House. <https://www.chathamhouse.org/2022/03/forest-sector-revenues-ghana-liberia-and-republic-congo/03-disbursement-forest-revenues>

⁵⁷ Voora, V. et al. (2023) Palm oil prices and sustainability. Global Market Report, IISD & SSI.

<https://www.iisd.org/system/files/2023-06/2023-global-market-report-palm-oil.pdf>

⁵⁸ EFI EU Redd Facility (2021) Sustainability initiatives in Ivorian and Ghanaian cocoa supply chains: benchmarking and analysis, <https://efi.int/sites/default/files/files/flegtredd/Cocoa%20sustainability%20report.pdf>; Ruf, F., et al. (2019) Des certifications inutiles? Les relations asymétriques entre coopératives, labels et cacaoculteurs en Côte d'Ivoire' *Revue Internationale Des Études Du Développement*, 240: 31–61. <https://doi.org/10.3917/ried.240.0031>

ivoirien ont tenté d'augmenter les prix pour les agriculteurs en introduisant des primes. Toutefois, l'impact de cette mesure a été limité dans la mesure où le prix de base a baissé après leur introduction⁵⁹. Sans mécanisme en place pour décider des niveaux de production et contrôler les approvisionnements, les pays producteurs ont une capacité limitée pour influencer les prix. L'une des solutions proposées a été d'établir une référence en matière de revenu de subsistance⁶⁰, et l'inclusion d'une telle norme a été réclamée dans le projet de législation de l'UE sur le devoir de diligence des entreprises⁶¹.

Dans le cas de la viande de bœuf, relativement peu d'attention a été accordée à la question du prix par rapport à la durabilité du secteur, même si la faiblesse des prix signifie que les éleveurs ne sont souvent pas en mesure de gagner suffisamment d'argent pour investir dans leurs exploitations, ou dans certains cas, qu'ils ne sont pas en mesure de continuer l'élevage. Aux États-Unis d'Amérique, l'inquiétude suscitée par la baisse du prix que les éleveurs reçoivent pour leur bétail⁶² a incité le gouvernement à renforcer les mesures antitrust et à aider les agriculteurs à obtenir un prix équitable⁶³. Des appels ont également été lancés, tant aux États-Unis d'Amérique⁶⁴ qu'au Brésil⁶⁵, en faveur d'une restructuration en profondeur du secteur, à travers la mise en place de systèmes alimentaires locaux, comme stratégie visant à améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs et à réduire les risques de dommages environnementaux et de violation des droits de l'homme dans les chaînes d'approvisionnement.

Modèles économiques inclusifs : nécessité d'une définition plus large

Un domaine qui a reçu beaucoup d'attention est celui de l'établissement de modèles commerciaux plus inclusifs et une variété de modèles et de partenariats ont été développés et mis en œuvre. Si des impacts positifs sur les moyens de subsistance, la pauvreté et l'équité ont été constatés dans certains cas, il existe d'autres exemples qui ont eu des impacts mitigés voire même minimes⁶⁶.

Certaines approches ont été critiquées pour leur conception étroite de l'inclusion. Par exemple, l'inclusion a parfois été définie uniquement par rapport à la participation des agriculteurs et des petits exploitants aux chaînes d'approvisionnement, plutôt que dans un sens plus large incluant des aspects tels que la participation à la prise décisionnelle et la capacité de capter de la valeur ou de gérer les risques⁶⁷. Ainsi, de nombreuses approches ne s'attaquent pas aux « profonds déséquilibres en matière d'accès à l'information, de pouvoir et de ressources » entre les agriculteurs et les entreprises situées plus en amont dans la chaîne d'approvisionnement⁶⁸.

⁵⁹ Odijie, M. (2021) Why efforts by Côte d'Ivoire and Ghana to help cocoa farmers haven't worked. The Conversation. 29 June 2021. <https://theconversation.com/why-efforts-by-cote-divoire-and-ghana-to-help-cocoa-farmers-havent-worked-162845>

⁶⁰ Guarin, A. et al. (2022)

⁶¹ Solidaridad (2022) 10 changes needed for the EU's CSDD to have an impact on the ground, 6 April 2022, <https://www.solidaridadnetwork.org/news/10-changes-needed-for-the-eus-csdd-to-have-an-impact-on-the-ground/>

⁶² Reuters (2021) Explainer: How four big companies control the U.S. beef industry. 17 June 2021, <https://www.reuters.com/article/us-usa-meat-explainer-idCAKCN2DT182>

⁶³ The White House (2021) Fact Sheet: Executive Order on Promoting Competition in the American Economy. 9 July 2021. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/07/09/fact-sheet-executive-order-on-promoting-competition-in-the-american-economy/>

⁶⁴ National Sustainable Agriculture Coalition (2022) 2023 Farm Bill Platform. <https://sustainableagriculture.net/wp-content/uploads/2022/11/2023-Farm-Bill-Platform.pdf>

⁶⁵ Sharma, S. (2017)

⁶⁶ Zezeer, R. et al. (2019) Improving smallholder inclusiveness in palm oil production — a global review. EFRN News, 59. Tropenbos. <https://www.tropenbos.org/resources/publications/etfrn+news+59:+exploring+inclusive+palm+oil+production>; Nicolini, G.

& A. Guarin (2022) Redefining smallholder farmer inclusion in modern value chains: three ways forward. IIED Blog. 15 Sept. 2022. <https://www.iied.org/redefining-smallholder-farmer-inclusion-modern-value-chains-three-ways-forward>

⁶⁷ Slingerland, M. et al. (2019) ; Ichsan , M. et al. (2021) ; Zezeer , R. et al. (2019) ; German, L.A. et al. (2020) ;

⁶⁸ Guarin, A. et al. (2022)

Des préoccupations ont également été exprimées quant au fait que la question du genre est souvent peu prise en compte dans ces efforts et n'est donc pas pleinement intégrée dans la conception et la mise en œuvre des projets, et que les défis particuliers auxquels sont confrontés les agriculteurs les plus pauvres ne sont souvent pas suffisamment pris en compte, ce qui conduit à leur l'exclusion des approches « inclusives »⁶⁹.

Le secteur privé comme un agent de changement

Dans de nombreux pays et dans de nombreuses institutions internationales, les grandes entreprises sont désormais considérées comme le principal agent de changement facilitant la transition vers des pratiques de production plus durables. Cela est dû à la fois à leur présence étendue dans de nombreux paysages ruraux et à la capacité limitée de certains gouvernements de pays producteurs – soit en raison d'un manque de ressources, soit en raison de choix politiques concernant les priorités⁷⁰. Cependant, cela comporte certains risques. L'une des raisons à cela est qu'il existe des conflits d'intérêts potentiels entre les grandes entreprises et les petits exploitants. Dans le secteur du cacao, par exemple, il a été observé que de nombreuses initiatives menées par le secteur privé sont fortement axées sur l'augmentation de la productivité, une approche qui correspond à leur souhait d'améliorer la sécurité d'approvisionnement, tout en accordant peu d'attention au prix payé pour le cacao, qui pourrait être plus efficace pour augmenter les revenus des agriculteurs⁷¹.

L'intégration croissante des multinationales dans les pays producteurs a également été identifiée comme un risque potentiel pour l'autonomisation des agriculteurs⁷². Ainsi, la mise en œuvre d'initiatives de développement durable du secteur privé risque d'exacerber les asymétries de pouvoir existantes, par exemple en réduisant la capacité des agriculteurs à choisir quoi cultiver, à qui vendre ou à quel prix⁷³. Les chaînes de valeur sont généralement gérées dans un souci de compétitivité et d'efficacité, ce qui n'est pas nécessairement compatible avec l'objectif d'inclusion des petits exploitants⁷⁴.

Le secteur privé est également limité dans sa capacité à apporter des changements. Ainsi, l'établissement de secteurs forestiers et agricoles véritablement inclusifs et équitables ne peut être réalisé que là où le contexte de gouvernance plus large y est propice – par exemple, avec un cadre juridique et politique favorable, une application efficace de la loi et des mécanismes favorisant la participation et la responsabilité⁷⁵.

Modèles pour renforcer les économies rurales

Ces quatre produits de base fournissent des moyens de subsistance à des millions d'agriculteurs et de petits exploitants tout en réduisant la pauvreté dans de nombreuses communautés. On espère également qu'ils le feront pour les millions de personnes qui vivent encore dans la pauvreté ; il s'agit d'un objectif clé derrière les stratégies visant à accroître la production de ces produits de base.

⁶⁹ Ibid.

⁷⁰ German, L.A. et al. (2020)

⁷¹ Baromètre du cacao, 2022

⁷² Krauss, J.E. & S. Barrientos (2021); Obeng Adomaa, F., et al. (2022) Justice and Inclusiveness: The Reconfiguration of Global–Local Relationships in Sustainability Initiatives in Ghana's Cocoa Sector. *J Agric Environ Ethics* 35, 22, <https://doi.org/10.1007/s10806-022-09895-2>; Delabre et al. (2020) Strategies for tropical forest protection and sustainable supply chains. *Sustainability Science* (2020) 15:1637–1651 <https://doi.org/10.1007/s11625-019-00747-z> ; Maguire-Rajpaul, V.A. et al. (2022).

⁷³ Krauss, J.E. & S. Barrientos (2021); Obeng Adomaa, F., et al. (2022).

⁷⁴ German, L.A. et al. (2020); Diaw, C.M. et al. (2023) ACM and Model Forests, A new paradigm for Africa, Chapter 10, in: Colfer, C. & R. Prabhu (Eds.) Responding to Environmental Issues through Adaptive Collaborative Management: From Forest Communities to Global Actors. CIFOR-ICRAF. <https://doi.org/10.4324/9781003325932>

⁷⁵ German, L.A. et al. (2020)

Cependant, une critique a été formulée : ces stratégies reposent souvent sur un modèle dans lequel les grandes entreprises dominent, en supposant que cela constitue la meilleure voie vers le développement économique. Ainsi, les exploitations agricoles et forestières à grande échelle sont privilégiées en partant du principe qu'elles constituent le moyen le plus efficace de créer des emplois et d'augmenter les revenus⁷⁶. Cependant, les données probantes à ce sujet restent mitigées. Par exemple, dans le cas de la production de palmier à huile, son développement n'a pas toujours profité aux agriculteurs les plus pauvres, tandis que les communautés qui ne participent pas actuellement dans l'économie de marché ont parfois été affectées négativement⁷⁷.

Cette approche a également des conséquences culturelles potentiellement énormes pour de nombreuses communautés rurales, telles que la perte de cultures locales et autochtones, des impacts sur des paysages culturellement importants et la perturbation des croyances et des modes de vie traditionnels. Ces facteurs ont été largement mis de côté dans les enquêtes sur les impacts du développement de la production des produits de base⁷⁸.

Des appels ont été lancés en faveur de l'instauration de dialogues nationaux pour explorer les meilleures voies à suivre, en tenant compte non seulement de l'équilibre à rechercher entre les grandes entreprises et les petits exploitants, mais également du potentiel pour des modèles économiques alternatifs et disruptifs⁷⁹.

Le pilier politique de la durabilité

Un thème commun à de nombreuses initiatives en matière de développement durable est que leur efficacité est limitée par le contexte plus large de la gouvernance – par exemple, en raison de lois peu claires ou complexes, d'une mauvaise application de la loi ou d'un manque de transparence⁸⁰. La reconnaissance de ce fait a conduit à s'éloigner des initiatives de chaîne d'approvisionnement et d'acteur unique, au profit d'approches paysagères et multipartites⁸¹.

L'expérience des approches existantes met en évidence les défis liés à la garantie d'un véritable engagement multipartite afin que ces processus ne renforcent ou n'exacerbent pas davantage les inégalités existantes⁸². Ils soulignent également l'importance d'une coordination efficace des acteurs et des interventions pour garantir qu'ils travaillent en étroite coordination⁸³.

⁷⁶ Li, T.M. (2022) Deforestation and development: A decolonial perspective from Indonesia. Blog, February 2022. <https://decolonisegeography.com/blog/2022/02/deforestation-and-development-a-decolonial-perspective-from-indonesia/>

⁷⁷ Santika, T. et al. (2019) Does oil palm agriculture help alleviate poverty? A multidimensional counterfactual assessment of oil palm development in Indonesia. *World Development* 120: 105-117, <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2019.04.012>; Solidaridad (2022) Palm Oil Barometer. https://www.solidaridadnetwork.org/wp-content/uploads/2022/09/Palm-Oil-Barometer-2022_solidaridad.pdf

⁷⁸ Schaafsma, M. et al. (2022) A framework to understand the social impacts of agricultural trade. *Sustainable Development* 31(1) pp.138-150. <https://doi.org/10.1002/sd.2379>

⁷⁹ Diaw, C.M. et al. (2023); Prabhu, R. & C. Colfer (2023) Changing the game. An economy built around stewardship. Chapter 11, in Colfer, C. & R. Prabhu (Eds.) *Responding to Environmental Issues through Adaptive Collaborative Management: From Forest Communities to Global Actors*. CIFOR-ICRAF. <https://doi.org/10.4324/9781003325932>

⁸⁰ Cerutti, P. & R. Nasi (2020) Sustainable forest management (SFM) of tropical moist forests: the Congo Basin. <http://dx.doi.org/10.19103/AS.2020.0074.41>; Nelson et al. (2020) Evaluating Transformative Change in Tropical Forest Landscape Initiatives. Evaluative Learning Team Briefing. LTS International, Aid Environment, NRI.

<https://www.evidensia.eco/resources/1112/evaluating-transformative-change-in-tropical-forest-landscape-initiatives/>

⁸¹ TradeHub (2022) How do we link local and national measures with international policy and private initiatives on sustainable trade for agricultural commodities? <https://trahub.earth/wp-content/uploads/2022/10/FAQ7-finalcopy.pdf>

⁸² Barletti, S. & A. Larson (2021) Introduction - Multi-stakeholder forums and the promise of more equitable and sustainable land and resource use: perspectives from Brazil, Ethiopia, Indonesia, and Peru. *International Forestry Review* 23 (S1), <https://doi.org/10.1505/146554821833466086>

⁸³ Lambin, E.F. & T. Thorlakson (2018); Wardell, D.A. et al. (2021)

RECOMMANDATIONS

Cette recherche avait deux objectifs : compiler des informations pour éclairer les discussions au sein du Dialogue FACT liées à la production durable ; et déterminer si une comparaison des concepts de durabilité entre différents produits de base pourrait permettre d'identifier les domaines dans lesquels un engagement plus poussé des membres du Dialogue FACT est possible.

Comparaison des notions et des approches de durabilité : que peut-on apprendre ?

À partir d'une comparaison rapide des initiatives pour les quatre produits de base, comme cela a été mis en œuvre pour cette étude, il est possible d'identifier les grandes questions qui constituent des priorités communes dans ces secteurs et les domaines potentiels d'alignement. Les problèmes qui reçoivent peu ou pas d'attention dans certains secteurs peuvent également être identifiés, même si déterminer si cela est dû au fait qu'ils ont été négligés ou qu'ils ne constituent pas un problème au sein du secteur nécessite davantage de recherches.

Toutefois, les résultats ne peuvent être qu'indicatifs en raison de la nature générale de la comparaison. Par exemple, ce sont souvent les catégories plus larges de « problèmes » qui sont mises en avant comme objectifs centraux ou domaines d'action, comme le changement climatique ou la protection des écosystèmes. D'autres questions peuvent être d'une importance cruciale pour atteindre ces objectifs, mais elles peuvent ne pas être mentionnées dans les documents de stratégie globale, par exemple, la réduction de l'utilisation de produits agrochimiques comme moyen clé de lutte contre le changement climatique, ou l'amélioration de la gestion de l'eau comme une priorité pour protéger les écosystèmes.

Il existe des limites similaires dans l'identification des domaines d'alignement. Même si la fréquence à laquelle les questions sont priorisées peut en donner une indication, ce n'est pas toujours le cas. Par exemple, deux initiatives peuvent avoir les mêmes objectifs mais différer quant aux meilleurs moyens de les atteindre. En outre, deux initiatives peuvent choisir de se concentrer sur des questions différentes, non pas parce qu'elles ne sont pas d'accord sur leur importance, mais en raison de leur expertise particulière ou pour éviter un chevauchement de leurs travaux.

Une analyse plus approfondie permettrait de mieux comprendre les domaines d'alignement, mais entreprendre cette analyse pour un large éventail de produits de base prendrait beaucoup de temps. De plus, cela risquerait d'aboutir à des conclusions quelque peu génériques. Dans cette étude portant sur quatre produits de base, les enjeux identifiés comme priorités communes – protection des écosystèmes, droits des travailleurs, moyens de subsistance et traçabilité – sont déjà correctement bien documentés. Ainsi, ils pourraient peut-être être plus facilement identifiés à l'aide d'une méthodologie différente – par exemple, en interrogeant un certain nombre d'experts clés dans les différents secteurs ou à partir d'une analyse documentaire.

Là où la comparaison est peut-être plus utile, c'est parce qu'elle permet d'identifier les questions qui ont pu être négligées dans certains secteurs et qui méritent donc une attention plus poussée. Pour de telles questions, des échanges de connaissances intersectoriels pourraient s'avérer particulièrement pertinent afin d'accélérer les progrès.

Pour les quatre produits de base figurant dans cette étude, les lacunes potentielles identifiées étaient les suivantes :

- Viande de bœuf :
 - o Social : institutions communautaires et accords sur le partage des avantages ; l'équité et la discrimination vis-à-vis des travailleurs ; sécurité alimentaire

- Économique : conformité fiscale ; prix des matières premières et primes de durabilité
- Politique : cadre juridique et application de la loi ; gestion des revenus sectoriels
- Cacao :
 - Social : enjeux culturels
 - Économique : conformité fiscale
 - Politique : cadre institutionnel
- Huile de palme :
 - Social : enjeux culturels
 - Économique : conformité fiscale
 - Politique : gestion des revenus sectoriels
- Bois :
 - Environnemental : gestion agrochimique
 - Social : institutions communautaires ; sécurité alimentaire
 - Économique : conformité fiscale
 - Politique : gestion des revenus sectoriels

Impacts des initiatives de durabilité : domaines potentiels d'engagement

Sur la base de l'analyse des approches de durabilité dans les quatre secteurs et des conclusions de l'analyse documentaire, plusieurs domaines ont été identifiés dans lesquels un engagement futur au sein du Dialogue FACT pourrait être utile. Cela pourrait impliquer des dialogues internationaux, des visites d'échange, la commande de recherches et d'autres activités.

Définir une production et une récolte durables dans le contexte du changement climatique. Les conséquences du changement climatique étant de plus en plus apparents, il devient de plus en plus urgent d'adapter les systèmes forestiers et agricoles pour accroître leur résilience et s'adapter aux nouveaux schémas météorologiques. Les questions potentielles à explorer davantage comprennent :

- la résilience des pratiques agricoles et forestières et des systèmes de production existants face au changement climatique, et l'exploration de nouvelles approches potentielles, s'appuyant à la fois sur l'expertise scientifique, locale et autochtone.
- l'impact des stratégies de bioéconomie sur tous les aspects de la durabilité et le développement de normes et de garanties rigoureuses pour ceux-ci.

L'utilisation prioritaire des terres pour la réduction de la pauvreté et la promotion de la résilience climatique. La demande de terres est appelée à augmenter pour l'agriculture, la foresterie et d'autres utilisations des terres, y compris l'exploitation minière et la protection des écosystèmes pour l'atténuation du changement climatique. Les questions potentielles à explorer davantage comprennent :

- les conséquences des futurs niveaux de production prévus de produits de base pour l'utilisation des terres, la sécurité alimentaire, les stratégies climatiques et les trajectoires économiques.
- les mécanismes et approches potentiels pour réguler les niveaux de consommation et de demande de différents produits de base, du niveau national au niveau mondial.

Des modèles économiques résilients et diversifiés. Le « secteur à petite échelle » joue un rôle important dans le soutien des économies rurales prospères. Néanmoins, dans de nombreux pays, l'approche adoptée pour le développement de leurs secteurs agricole et forestier passe par le développement de systèmes de production à grande échelle. Les questions potentielles à explorer davantage comprennent :

- l'impact des différents modèles de développement sur la pauvreté, la sécurité alimentaire et la résilience climatique.

- les implications des différents modèles de développement pour le maintien de la diversité et de l'intégrité culturelles, y compris les systèmes agricoles et forestiers autochtones et les systèmes de connaissances et de cultures associés.
- le rôle des différents outils politiques et interventions gouvernementales dans l'élaboration des trajectoires rurales.

Renforcer la voix des petits exploitants et des communautés rurales. La place des petits exploitants des secteurs forestier et agricole reste marginalisée, ce qui entrave leur capacité à influencer la prise décisionnelle. Les questions potentielles à explorer davantage comprennent :

- stratégies et approches pour renforcer les capacités et la participation des petits exploitants.

Modèles commerciaux inclusifs. Plusieurs modèles et approches sont actuellement en cours d'élaboration et de mise en œuvre pour la création de pratiques commerciales plus inclusives. Les questions potentielles à explorer davantage comprennent :

- l'impact des différents accords commerciaux, y compris les accords contractuels et les modèles financiers, sur l'équité et l'inclusion, notamment la prise en compte de la manière dont l'inclusion est comprise et définie.
- des outils et mécanismes politiques grâce auxquels les gouvernements soutiennent des modèles économiques efficaces et les développent à grande échelle.

Prix des produits de base. Les producteurs sont vulnérables aux fluctuations des prix et les prix ne reflètent souvent pas les impacts environnementaux et sociaux de la production. Les questions potentielles à explorer davantage comprennent :

- des mécanismes potentiels pour réguler les prix afin de garantir la fourniture de revenus décents aux agriculteurs.
- des mécanismes par lesquels la durabilité de la production peut se refléter dans le prix des produits de base.

Régimes fiscaux et de partage des avantages. La génération de revenus provenant des secteurs agricole et forestier constitue un moyen important de soutenir le développement rural dans les pays producteurs, mais ces secteurs ne contribuent souvent pas comme ils le devraient aux recettes publiques. Les questions potentielles à explorer davantage comprennent :

- la conception et la mise en œuvre des régimes fiscaux et la manière dont ceux-ci influencent la génération de recettes publiques.
- des mécanismes de partage des avantages entre les gouvernements et les acteurs ruraux, et entre le secteur privé et les acteurs ruraux.
- approches visant à améliorer la transparence et la responsabilité afin de renforcer la gestion des finances sectorielles.
- les rôles du gouvernement et du secteur privé dans la fourniture d'avantages et de services ruraux aux communautés rurales.

Réduction de la pauvreté. Le rôle de la production de ces produits de base dans la réduction de la pauvreté a été mitigé et les niveaux de pauvreté restent malgré tout élevés dans de nombreux pays et zones de production. Les questions potentielles à explorer davantage comprennent :

- l'impact des différents modèles de production sur les différents aspects de la pauvreté, notamment les niveaux de revenus, l'accès à l'éducation et aux services de santé, ainsi que la participation.
- la conception de théories du changement capables de prendre en compte l'ensemble des facteurs qui influencent la pauvreté.

Transparence et traçabilité. Plusieurs initiatives de transparence sont mises en œuvre afin d'améliorer la responsabilité, le respect de la loi et l'application de la loi, ainsi qu'à permettre le suivi et l'évaluation. Les questions potentielles à explorer davantage comprennent :

- stratégies et mécanismes pour améliorer la transparence et la traçabilité.

ANNEXES 1 à 4

Se référer aux fichiers suivants :

- Annexe 1 – Viande bovine
- Annexe 2 – Cacao
- Annexe 3 – Huile de palme
- Annexe 4 – Bois

ANNEXE 1 - VIANDE BOVINE

Introduction

Ce chapitre passe en revue les perspectives et les approches de la production durable de viande bovine, en identifiant les domaines d'alignement et de divergence concernant les principes de la production durable. Il présente également les résultats d'une analyse de la littérature relative à la production durable de viande bovine, résumant les données disponibles sur les progrès réalisés en matière d'amélioration de la durabilité et les facteurs qui l'influencent.

Il se concentre sur le Brésil, l'Uruguay et les États-Unis en tant que producteurs de viande bovine, et sur la Chine et l'UE en tant que consommateurs. Les États-Unis et le Brésil sont les deux plus grands producteurs de viande bovine au monde.⁸⁴ L'Uruguay produit un volume beaucoup plus faible, mais l'élevage bovin est un élément important de l'économie, la viande de bœuf représentant 20 % des exportations totales du pays.⁸⁵ La Chine est le premier importateur mondial de viande bovine. L'UE est classée au 8^e rang, mais elle est incluse en raison de sa récente réglementation sur les produits exempts de déforestation.⁸⁶ Le secteur de la viande bovine est étroitement lié aux secteurs des produits laitiers, du cuir et du soja, ce dernier étant une source d'alimentation pour le bétail, et les questions de durabilité au sein de ces secteurs sont également interconnectées. Le champ d'application de cette étude est limité au secteur de la viande bovine.

Définitions et approches de la durabilité

Les principales initiatives visant à améliorer la durabilité de la production de viande bovine, ainsi que leur champ d'action, sont résumées dans la figure 1. Leurs objectifs de durabilité et leurs priorités d'intervention sont énumérés dans la matrice ci-jointe.

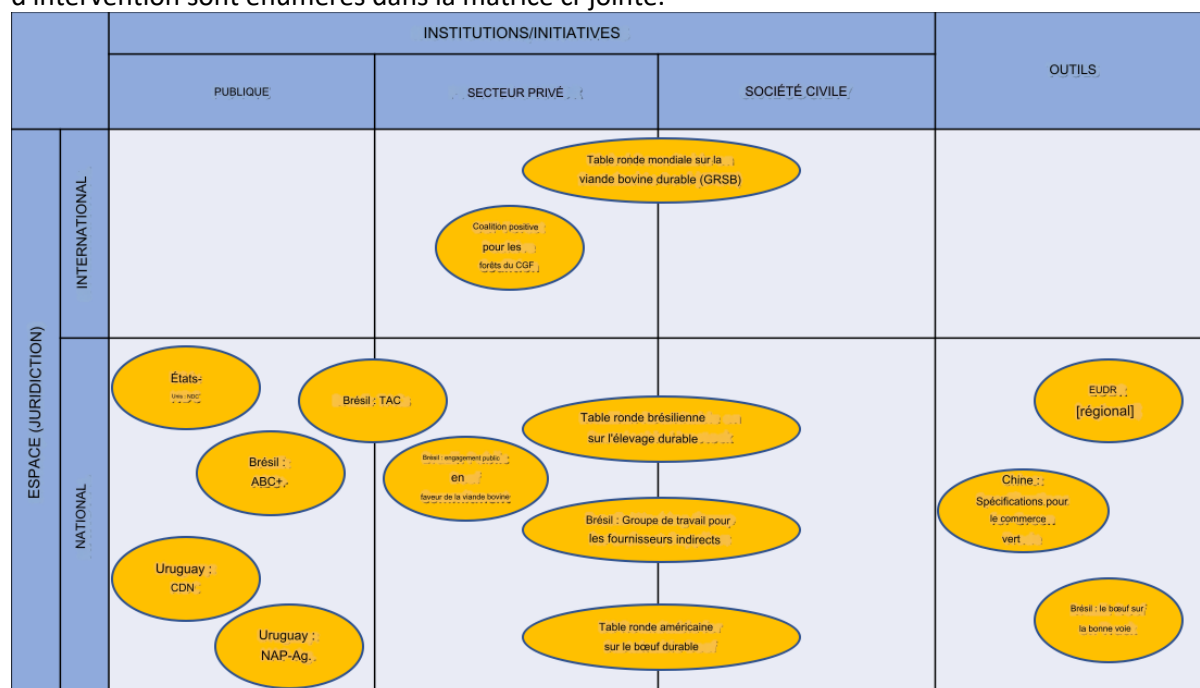


Figure 1 : Initiatives et outils en matière de durabilité de la viande bovine couverts par ce rapport

⁸⁴ <https://ourworldindata.org/meat-production>

⁸⁵ INAC (2021) Industrie uruguayenne de la viande bovine et ovine. https://uruguayanmeats.uy/wp-content/uploads/2021/07/INAC_Factsheet-2021-26_7.pdf

⁸⁶ <https://beef2live.com/story-world-beef-imports-ranking-countries-0-106900>

Niveau international : initiatives multipartites et du secteur privé

Au niveau international, le secteur privé et la société civile ont été les principaux acteurs, aucune initiative gouvernementale n'étant axée uniquement sur la viande bovine.

La **table ronde mondiale pour une viande bovine durable (GRSB)**⁸⁷ compte des membres du secteur privé (de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement en viande bovine), de la société civile et des tables rondes nationales, qui représentent 24 pays. Les tables rondes nationales comprennent celles du Brésil (dont le GRSB a tiré des leçons et s'est inspiré) et des États-Unis (ces deux tables rondes sont décrites ci-dessous).

Créé en 2012, le GRSB a pour mission de "faire progresser, soutenir et communiquer l'amélioration continue de la durabilité de la chaîne de valeur mondiale de la viande bovine grâce au leadership, à la science, à l'engagement et à la collaboration de toutes les parties prenantes". Il a élaboré un cadre d'orientation pour définir la viande bovine durable, dans le but de fournir "une compréhension de base commune de la viande bovine durable que les tables rondes nationales et d'autres initiatives peuvent utiliser pour répondre à leurs besoins".⁸⁸ Les principes de durabilité englobent : la gestion des ressources naturelles et la santé des écosystèmes ; les droits de l'homme et les relations et impacts communautaires ; la santé et le bien-être des animaux ; la sécurité et la qualité des aliments ; l'efficacité et l'innovation.

En 2021, la GRSB a fixé trois objectifs de durabilité pour son réseau mondial :⁸⁹

- Offrir aux bovins une bonne qualité de vie et un environnement propice à leur épanouissement
- Réduire globalement l'empreinte de réchauffement net de chaque unité de viande bovine de 30 % d'ici à 2030, sur la voie de la neutralité climatique.
- D'ici 2030, le GRSB et ses membres veilleront à ce que la chaîne de valeur de la viande bovine apporte une contribution positive nette à la nature.

Pour soutenir son objectif de neutralité climatique, des lignes directrices ont été publiées en 2022 pour le calcul de l'empreinte carbone de la production de viande bovine.⁹⁰

Le Consumer Goods Forum est une organisation mondiale de détaillants et de fabricants de biens de consommation. L'une de ses priorités est d'accélérer les efforts visant à mettre un terme à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les chaînes d'approvisionnement, comme le fait la **Forest Positive Coalition**, un groupe de 21 entreprises.⁹¹ Dans ce cadre, le groupe de travail sur la viande bovine a élaboré une feuille de route sur la viande bovine, qui présente une série d'engagements et de propositions d'actions par lesquelles ses membres pourraient contribuer à faire évoluer la situation.⁹² Celles-ci se concentrent sur la réduction de la déforestation et de la dégradation, ainsi que sur la réduction des risques de violations des droits de l'homme et de conflits fonciers avec les peuples indigènes et les communautés locales.

Stratégies nationales

Au **Brésil**, il existe un grand nombre d'initiatives axées sur la viande bovine et le bétail durables. Le

⁸⁷ <https://grsbeef.org/>

⁸⁸ https://wa.grsbeef.org/resources/Documents/Principles%20and%20Criteria/GRSB_Principles_F.pdf

⁸⁹ GRSB Global Beef Sustainability Goals, V1/5.31.2021/100. Disponible à l'adresse suivante :

<https://grsbeef.org/sustainability-goals/>

⁹⁰ <https://grsbeef.org/grsb-beef-carbon-footprint-guideline/>

⁹¹ <https://www.theconsumergoodsforum.com/environmental-sustainability/forest-positive/key-projects/coalition-wide-actions/>

⁹² <https://www.theconsumergoodsforum.com/wp-content/uploads/2022/02/CGF-FPC-Beef-Roadmap-EN.pdf>

secteur agricole est prioritaire dans les stratégies climatiques du pays, y compris sa contribution déterminée au niveau national (NDC) et son plan national d'adaptation (NAP). Le Plan brésilien pour l'adaptation et la réduction des émissions de carbone dans l'agriculture est au cœur de la mise en œuvre de ces deux politiques : Vision stratégique pour un nouveau cycle (ABC+ 2020-2030)⁹³, qui a été précédé par le plan ABC 2010-2020.

L'objectif général du plan ABC+ est de renforcer la position du pays en tant que "centrale durable" pour des systèmes agricoles durables, résilients et productifs. L'accent est mis sur la nécessité d'améliorer la résilience des systèmes agricoles du pays face aux effets du changement climatique. Elle repose sur trois piliers : une approche intégrée du paysage, la synergie des stratégies d'adaptation et d'atténuation et la promotion de l'adoption et du maintien de systèmes, de pratiques, de produits et de processus de production durables.

En ce qui concerne le secteur de la viande bovine, un certain nombre d'entreprises opérant en Amazonie légale ont pris des engagements volontaires et conclu des accords formels pour réduire leur impact sur les forêts et résoudre les conflits liés à l'utilisation des terres. Il s'agit notamment de l'engagement public de 2009 sur la viande bovine⁹⁴, signé par les trois plus grandes entreprises de transformation de la viande au Brésil, et d'une série d'accords sur les " conditions d'ajustement de la conduite " (TAC) conclus entre les entreprises et le ministère public fédéral. L'engagement et les TAC exigent des entreprises qu'elles ne s'approvisionnent pas en bétail et en produits dérivés auprès d'exploitations liées à la déforestation, à l'invasion de terres indigènes et de zones protégées, et au recours à l'esclavage.⁹⁵

Pour favoriser le respect de ces accords, l'initiative " Beef on Track " (Boi na Linha)⁹⁶ a été mise en place par l'ONG Imafloa en partenariat avec le bureau du procureur fédéral. Elle fournit des conseils et un soutien techniques et a élaboré un "protocole de contrôle pour les fournisseurs de bétail en Amazonie" ainsi qu'un "protocole d'audit", afin d'aider les entreprises signataires à se conformer à la réglementation.⁹⁷ Un protocole de suivi volontaire pour les fournisseurs de bétail a également été élaboré par la société civile pour le biome du Cerrado, afin de soutenir les entreprises qui cherchent à améliorer leur durabilité.⁹⁸

La table ronde brésilienne sur l'élevage durable est une organisation multipartite dont les membres proviennent du secteur privé, d'instituts de recherche et de la société civile.⁹⁹ Elle a été créée en 2009 en réponse aux préoccupations nationales et internationales concernant les impacts sur la déforestation et la biodiversité. Sa mission est de favoriser le développement de l'élevage durable par l'articulation de la chaîne, l'amélioration continue et la diffusion de l'information. Il comprend cinq groupes de travail, qui se concentrent sur les terres, le climat, la traçabilité, le paiement des services environnementaux et le bien-être des animaux. Ses activités comprennent l'élaboration d'un " guide d'indicateurs sur l'élevage durable " afin d'évaluer la durabilité des opérations, sur la base de la législation brésilienne, de protocoles de bonnes pratiques et de normes internationales.¹⁰⁰

⁹³ Ministério da Agricultura do Brasil (2021) Plan brésilien pour l'adaptation et les faibles émissions de carbone dans l'agriculture : Vision stratégique pour un nouveau cycle (ABC+ 2020-2030). DOI:[10.13140/RG.2.2.18326.88640](https://doi.org/10.13140/RG.2.2.18326.88640)

⁹⁴ <https://www.beefontrack.org/wp-content/uploads/2022/10/Beef-Public-Commitment.pdf>

⁹⁵ MPF & Imafloa (2021) Protocole de surveillance des fournisseurs de bétail en Amazonie, version 1.1. 22 novembre 2021. <https://www.beefontrack.org/publications/>

⁹⁶ www.boinalinha.org/ ; <https://www.beefontrack.org/>

⁹⁷ MPF & Imafloa (2021) Protocole de surveillance des fournisseurs de bétail en Amazonie, version 1.1. 22 novembre 2021. <https://www.beefontrack.org/publications/>

⁹⁸ <https://www.proforest.net/news-events/news/the-new-voluntary-monitoring-protocol-for-cattle-suppliers-in-the-cerrado-14111/>

⁹⁹ <https://pecuariasustentavel.org.br/en/>

¹⁰⁰ <https://www.gips.org.br/>

Le groupe de travail pour les fournisseurs indirects, une initiative établie en 2015, comprend des membres du secteur privé et de la société civile. Elle a travaillé à l'élaboration de bonnes pratiques pour le contrôle des fournisseurs indirects et a soutenu leur mise en œuvre.¹⁰¹

En **Uruguay**, le secteur de la viande bovine est une source importante d'émissions de gaz à effet de serre. Cela se reflète dans la CDN du pays, qui inclut l'objectif de réduire l'intensité des émissions résultant de la production de viande bovine.¹⁰² Les mesures d'atténuation comprennent l'amélioration des pratiques de gestion des pâturages afin de renforcer le piégeage du carbone organique du sol, un programme de génomique visant à réduire les émissions de méthane du bétail et des recherches sur les liens entre la santé animale et les émissions de méthane.

En outre, le plan national d'adaptation à la variabilité et au changement climatiques pour le secteur agricole de l'Uruguay (PAN-Ag)¹⁰³ vise à améliorer les moyens de subsistance des populations rurales grâce à l'adoption de systèmes de production animale et végétale durables, moins vulnérables aux effets de la variabilité et du changement climatiques. Le plan vise à :

- développer et adopter des systèmes de production animale et végétale moins vulnérables aux effets de la variabilité et du changement climatiques ;
- préserver les agroécosystèmes et leurs services ;
- améliorer les moyens de subsistance des populations rurales ; et
- renforcer les capacités institutionnelles pour la gestion de ces systèmes de production durables et adaptés.

La Banque mondiale soutient les efforts du gouvernement pour améliorer la durabilité du secteur de l'élevage en Uruguay, en aidant les agriculteurs à adopter des pratiques intelligentes face au climat et en élaborant un guide pour l'investissement dans l'élevage durable.¹⁰⁴

Les politiques climatiques des **États-Unis** reconnaissent également la contribution du secteur de l'élevage aux émissions du pays. Dans sa CDN, le gouvernement s'engage à " généraliser les pratiques agricoles intelligentes sur le plan climatique (y compris le pâturage en rotation) et à fournir des programmes visant à améliorer la productivité agricole tout en réduisant les émissions de méthane et de N₂O ".¹⁰⁵

La table ronde américaine pour une viande bovine durable est composée de membres du secteur privé et de la société civile.¹⁰⁶ Sa mission est de "faire progresser, soutenir et communiquer l'amélioration continue de la durabilité dans la chaîne de valeur de la viande bovine américaine". Pour y parvenir, elle a défini six objectifs pour la chaîne d'approvisionnement de la viande bovine américaine :

1. pour atteindre la neutralité climatique d'ici à 2040.
2. de maintenir et d'améliorer les pâturages gérés par les producteurs de viande bovine américains.
3. pour améliorer les stratégies de gestion de l'eau et la qualité de l'eau d'ici à 2050.

¹⁰¹ <https://gtfi.org.br/en/>

¹⁰² 2^e NDC, décembre 2022 ; <https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-12/Uruguay%20Segunda%20CDN.pdf>

¹⁰³ Résumé, 2019,

<https://www4.unfccc.int/sites/NAPC/Documents/Parties/NAP%20agriculture%20Uruguay%20executive%20summary%20ENG.pdf>

¹⁰⁴ <https://www.worldbank.org/en/topic/agriculture/brief/moving-towards-sustainability-the-livestock-sector-and-the-world-bank>

¹⁰⁵ NDC, 2022. <https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-06/United%20States%20NDC%20April%2021%202021%20Final.pdf>

¹⁰⁶ <https://www.usrsb.org/>

4. à améliorer en permanence la sécurité, le développement et le bien-être des personnes travaillant dans l'industrie.
5. améliorer la santé et le bien-être des animaux.
6. améliorer l'efficacité, accroître la valeur des produits et augmenter la demande, ce qui, collectivement, permettra aux opérations et aux entreprises de maintenir et d'améliorer la santé financière des individus et des communautés.

Systèmes de certification et outils politiques

Il n'existe pas de système de certification international pour la viande bovine, mais au niveau national, une série de normes et de systèmes de certification ont été mis au point.

Au Brésil, des protocoles et un système de certification pour le bœuf brésilien neutre en carbone (CNBB) et le bœuf brésilien à faible teneur en carbone (LCBB) ont été élaborés par l'Embrapa, l'institut national de recherche agricole.¹⁰⁷ Cette mesure s'inscrit dans le cadre des travaux de l'agence visant à mettre en œuvre la stratégie ABC+ du pays en réduisant les émissions du secteur. Le gouvernement de l'État de Pará, en collaboration avec l'université fédérale de Minas Gerais, a développé la plateforme Selo Verde (Sceau vert) afin de garantir la traçabilité de la chaîne de production animale dans l'État. Il vise à la fois à aider les producteurs à enregistrer leurs propriétés et à permettre le contrôle du respect des lois sur l'environnement et le travail, ainsi que l'étiquetage des produits conformes.¹⁰⁸

Aux États-Unis, il existe un large éventail de systèmes de certification, notamment pour les produits nourris à l'herbe¹⁰⁹, les produits biologiques¹¹⁰, les produits à faible teneur en carbone¹¹¹ et les produits approuvés pour le bien-être des animaux.¹¹² En Uruguay, il existe des systèmes de certification pour le bœuf¹¹³ neutre en carbone, la viande naturelle¹¹⁴ et le bœuf régénératif¹¹⁵.

Ces différents programmes ont été élaborés en partie pour répondre à la demande croissante des marchés internationaux et des investisseurs en faveur d'une viande bovine produite de manière plus durable, et en particulier d'une viande bovine exempte de déforestation et à faible teneur en carbone.

Un certain nombre de pays ont envisagé des réglementations de marché concernant la viande bovine. Le règlement de l'UE sur les chaînes d'approvisionnement sans déforestation (EUDR) est pris en compte dans ce rapport. Le règlement, qui entrera en vigueur en 2023, s'applique au bétail et à six autres produits de base et interdit leur mise sur le marché si leur production a causé la déforestation ou la dégradation des forêts ou n'a pas été conforme à la loi.¹¹⁶

¹⁰⁷ <https://www.embrapa.br/en/busca-de-noticias/-/noticia/61446348/new-low-carbon-brazilian-beef-protocol-allows-increased-stocking-rates-with-sustainability> ; Macedo, M. et al. (2021) Low Carbon Brazilian Beef Platform. 2^e Congrès mondial sur les systèmes intégrés de culture, d'élevage et de foresterie, 4-5 mai 2021 ; https://www.researchgate.net/publication/355056343_LOW_CARBON_BRAZILIAN_BEEF_PLATFORM/link/615ba98f622f1852244ff519/download

¹⁰⁸ <https://www.semas.pa.gov.br/seloverde/> & https://csr.ufmg.br/csr/wp-content/uploads/2021/06/FinancialTimes_SeloVerde-Brazil-plan-to-thwart-cattle-laundering.pdf

¹⁰⁹ <https://www.americangrassfed.org/about-us/our-standards/>

¹¹⁰ <https://truorganicbeef.com/pages/our-certifications>

¹¹¹ <https://www.lowcarbonranch.com/>

¹¹² <https://agreenerworld.org/certifications/animal-welfare-approved/standards/beef-cattle-and-calves-standards/>

¹¹³ <https://www.gub.uy/ministerio-ambiente/comunicacion/noticias/primer-sello-carne-carbono-neutral-del-uruguay>

¹¹⁴ <https://www.inac.uy/innovaportal/v/9894/14/innova.front/programa-de-carne-natural-certificada-del-uruguay---pcncu>

¹¹⁵ <https://rurales.elpais.com.uy/mercados/uruguay-obtiene-la-primer-verificacion-internacional-de-carne-vacuna-de-origen-regenerativo>

¹¹⁶ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A32023R1115>

La Chine n'a pas adopté de législation, mais le secteur privé a pris une série d'engagements pour promouvoir la production durable de viande bovine. L'association chinoise de la viande, en collaboration avec le WWF, a notamment élaboré des "spécifications pour le commerce vert de l'industrie de la viande", qui ont été publiées en 2021.¹¹⁷ Le Conseil chinois pour la coopération internationale en matière d'environnement et de développement (CCICED) dispose d'un groupe de travail sur les chaînes d'approvisionnement durables, qui a récemment recommandé la conclusion d'un accord commercial avec le Brésil sur le bœuf durable.¹¹⁸

Changements d'approche et domaines d'alignement et de divergence

Avant de comparer les approches de la durabilité dans le secteur de la viande bovine, il convient d'émettre quelques réserves. La plupart des initiatives couvertes par cette étude se situent au niveau national. Elles reflètent donc le contexte particulier de chacun des trois pays couverts. En outre, un plus grand nombre d'initiatives brésiliennes sont incluses dans l'étude - cinq initiatives brésiliennes sont examinées dans cette étude, contre deux pour l'Uruguay et les États-Unis - ce qui reflète en partie la richesse des initiatives qui sont mises en œuvre au Brésil. Par conséquent, l'évaluation de la fréquence à laquelle les problèmes sont mis en évidence est biaisée en faveur du contexte brésilien.

Des priorités partagées

Malgré la diversité des contextes nationaux, deux questions sont prioritaires dans les trois pays : la protection et la gestion des écosystèmes et le changement climatique. Ces deux aspects sont bien sûr étroitement liés, la protection et l'amélioration de la gestion des écosystèmes jouant un rôle central dans la réduction des émissions de GES et/ou l'amélioration de la résilience au changement climatique.

Dans le cas du Brésil, l'accent est mis sur la protection des écosystèmes, principalement des forêts, mais les écosystèmes de savane font l'objet d'une attention croissante. En Uruguay et aux États-Unis, l'accent est mis sur la gestion des prairies naturelles. Dans les trois pays, l'amélioration de la gestion des prairies naturelles et des pâturages est également une priorité dans le but d'améliorer la productivité. Parmi les domaines d'intervention, l'amélioration des pratiques agricoles est la priorité la plus fréquente.

Si la plupart des initiatives se concentrent sur la réduction des émissions de GES, l'attention portée à l'adaptation et à la résilience au climat s'est accrue ces dernières années. Par exemple, la stratégie ABC+ du Brésil, qui couvre la décennie 2020-2030, met davantage l'accent sur l'adaptation que la stratégie précédente.

Par rapport à l'attention accordée à ces aspects environnementaux de la durabilité, les aspects sociaux sont beaucoup moins pris en compte. Par exemple, de nombreux cadres et documents d'orientation sur la durabilité de la viande bovine aux États-Unis comprennent beaucoup moins de critères et d'indicateurs sur les questions sociales que sur les questions environnementales.¹¹⁹ De même, les différentes tables rondes sur la viande bovine durable accordent moins d'attention à ces

¹¹⁷ <https://accountability-framework.org/news-events/news/chinese-meat-industry-pursuing-sustainable-development-with-new-accountability-framework-aligned-green-trade-specifications/>

¹¹⁸ <https://cciced.eco/research/special-policy-study/sps-trade-and-sustainable-supply-chains/>

¹¹⁹ Gosnell, H. et al. (2021) Faire le point sur la durabilité sociale et l'industrie bovine américaine. *Durabilité* 13(21), 11860 ; <https://doi.org/10.3390/su132111860> ; Ahlering, M. et al. (2021) Une synthèse des indicateurs de durabilité au niveau des ranchs pour les gestionnaires des terres et pour communiquer à travers la chaîne d'approvisionnement en viande bovine des États-Unis. *Rangeland Ecology & Management* 79 : 217-230, <https://doi.org/10.1016/j.rama.2021.08.011>

questions,¹²⁰ bien qu'il y ait eu quelques changements à cet égard, par exemple dans le cas de la table ronde brésilienne.¹²¹ Parmi les questions abordées, les droits des travailleurs et les droits à la terre et aux ressources prédominent, bien que cela reflète principalement les approches du Brésil. Ces initiatives sont principalement axées sur le travail forcé et sur les droits des populations autochtones.

En ce qui concerne les questions économiques, la fourniture de moyens de subsistance est le plus souvent citée. Une certaine attention est accordée aux prix dans le secteur, en se concentrant sur l'expansion des mécanismes qui fourniraient des incitations financières pour une production durable.

En ce qui concerne les aspects politiques, la traçabilité et la transparence au sein des chaînes d'approvisionnement sont souvent prioritaires, tout comme le respect de la législation par le secteur privé.

Lacunes

La comparaison des objectifs de haut niveau a mis en évidence un certain nombre de questions auxquelles on accorde peu d'attention. En ce qui concerne les questions environnementales, la gestion des déchets et des produits chimiques, ainsi que la protection de la biodiversité, ne sont spécifiquement mentionnées que par quelques initiatives. Cependant, la biodiversité fait bien sûr partie intégrante de la protection des écosystèmes et la gestion de la pollution est un élément important des pratiques agricoles. La gestion des déchets et la biodiversité sont donc probablement abordées dans le cadre d'interventions dans ces domaines.

En ce qui concerne les questions sociales, l'impact sur les communautés rurales et sur la culture n'est guère pris en compte, seul le Global Roundtable on Sustainable Beef (table ronde mondiale sur la viande de bœuf durable) l'ayant mentionné dans ses critères relatifs à la viande de bœuf durable. Lorsque les droits des travailleurs constituent une priorité, aucune mention spécifique n'est faite de l'équité et de la discrimination, par exemple à l'égard des groupes marginalisés ou des femmes.

En ce qui concerne les questions économiques, le respect des obligations fiscales n'est une priorité pour aucune des initiatives examinées, bien qu'au Brésil l'accent ait été mis sur le respect de la législation, dont le paiement des impôts ferait partie. L'investissement (y compris l'accès au crédit et les investissements dans les mesures de durabilité) n'est pas non plus explicitement visé, bien qu'un certain nombre d'initiatives visent à renforcer les moyens de subsistance des agriculteurs, et il est donc probable que de tels éléments soient inclus dans cette catégorie.

En ce qui concerne les questions politiques, la gestion financière au sein du secteur n'est pas une priorité. En outre, si le respect de la législation est une priorité, il n'y a aucune mention spécifique de l'application de la loi ni de la réforme juridique et politique.

¹²⁰ Buckley, L. et al. (2019) Poursuivre la durabilité par le biais d'une collaboration multipartite : Une description de la gouvernance, des actions et des impacts perçus des tables rondes pour un bœuf durable. Développement mondial 121 : 203-217, <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.07.019>

¹²¹ Hajar, R. et al. (2019) Renforcer la durabilité dans l'agriculture de produits de base : Transférabilité des mécanismes de gouvernance dans les secteurs du café et du bétail au Brésil. Journal of Cleaner Production 206 : 124-132, <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2018.09.102>

	ENVIRONNEMENT	SOCIAL	ÉCONOMIQUE	POLITIQUE
QUESTIONS LES PLUS SOUVENT PRIORITAIRES	Protection et gestion des écosystèmes (forêts)	Droits sur la terre et les ressources	Moyens de subsistance	Transparence
	Atténuation du changement climatique	Droits des travailleurs		Conformité juridique
	Bien-être des animaux			
DES QUESTIONS PARFOIS CLASSÉES PAR ORDRE DE PRIORITÉ	Restauration	Communautés (infrastructures sociales)	Investissement	Participation à l'élaboration des politiques
	Gestion de l'eau	Culture		Recherche et formation
	Conservation des sols			Cadre institutionnel
	Déchets et produits chimiques			
	Résilience climatique			
	Protection de la biodiversité			
QUESTIONS NON PRIORITAIRES		Équité et discrimination	Impôts	Application de la loi
		Institutions communautaires et partage des bénéfices	Prix et primes	Cadre juridique et politique
		Sécurité alimentaire		Gestion financière

Tableau 1 : Fréquence des questions citées comme objectifs prioritaires dans les initiatives de durabilité de la viande bovine Légende : Questions les plus souvent prioritaires — celles qui sont citées plus de 5 fois ; Questions également prioritaires — celles qui sont citées entre 1 et 5 fois ;

	ENVIRONNEMENT	SOCIAL	ÉCONOMIQUE	POLITIQUE
ACTIONS LES PLUS SOUVENT PRIORITAIRES	Pratiques agricoles (gestion des terres)		Formation et sensibilisation des agriculteurs	Diffusion de l'information (vers les marchés)
			Développer des mécanismes de financement	Améliorer les données et informations sectorielles
				Mise en œuvre de systèmes de traçabilité
ACTIONS ÉGALEMENT PRIORITAIRES	Pratiques agricoles (gestion des troupeaux)		Améliorer l'accès au marché / la part de marché	Suivi des impacts
	Mise en œuvre d'approches juridictionnelles			Recherche

Tableau 2 : Fréquence des actions citées comme domaines d'intervention prioritaires dans les initiatives de durabilité de la viande bovine Légende : Actions les plus souvent prioritaires — celles qui sont citées plus de cinq fois ; Actions également prioritaires — celles qui sont citées entre 1 et 5 fois.

Analyse documentaire : résumé des données relatives au niveau de mise en œuvre et à l'impact

L'analyse documentaire s'est concentrée sur les progrès réalisés en matière de protection et de gestion des écosystèmes, de changement climatique et de droits des travailleurs. Comme indiqué précédemment, l'analyse documentaire n'était pas exhaustive et n'incluait que des documents en langue anglaise - les résultats présentés ici ne sont donc qu'indicatifs.

Impact : preuves de la réalisation de leurs objectifs sociaux, environnementaux et économiques

La perte et la dégradation des écosystèmes dues à l'élevage bovin ont été et restent problématiques dans les trois pays. Si l'on s'est surtout intéressé à son rôle dans la déforestation, en particulier dans la région amazonienne du Brésil, l'élevage bovin a également eu de graves répercussions sur les prairies naturelles.

En ce qui concerne la déforestation, au Brésil, l'élevage de bétail a été l'un des principaux moteurs de la déforestation dans la région amazonienne ainsi que dans les biomes de forêts sèches du pays. Les taux de déforestation ont effectivement diminué au cours de la période 2004-2014, mais la contribution des initiatives du secteur de la viande bovine à cet égard a été minime. Ainsi, si le Beef Commitment de 2009 a permis de réduire la déforestation dans les ranchs qui approvisionnaient directement les entreprises signataires, ce n'était pas le cas des fournisseurs indirects. Par conséquent, au niveau régional, la mise en œuvre de cet engagement n'a eu qu'un impact minime sur les taux de perte de forêts.¹²² Au cours de la dernière décennie, la déforestation dans les chaînes d'approvisionnement en viande bovine a continué à être documentée¹²³ et a été signalée comme ayant augmenté au cours de la période 2019-2021.¹²⁴

Les impacts de l'élevage sur les prairies indigènes comprennent leur dégradation (due à de mauvaises pratiques de gestion, à l'invasion d'espèces non-indigènes et au changement climatique) et leur conversion en pâturages cultivés (c'est-à-dire avec des graminées plantées). Ces phénomènes se produisent dans les trois pays couverts par le présent rapport.

Au Brésil, la proportion de pâturages cultivés augmente depuis plusieurs décennies. En 2015, 60 % des pâturages étaient cultivés et 40 % étaient des prairies naturelles.¹²⁵ On estime qu'environ la

¹²² Barreto, P., et al. (2017) Les usines de conditionnement de la viande contribueront-elles à stopper la déforestation en Amazonie ? (p. 158). Belém : Imazon. <https://imazon.org.br/en/publicacoes/will-meat-packing-plants-help-halt-deforestation-in-the-amazon/>; Gibbs, H. et al. (2015) Les éleveurs et les abattoirs ont-ils réagi aux accords de déforestation zéro en Amazonie brésilienne ? Conservation Letters, 9(1) : 32-42, [10.1111/conl.12175](https://doi.org/10.1111/conl.12175); Shimada, J. & D. Nepstad (2018) La viande de bœuf dans l'Amazonie brésilienne. Profor, Banque mondiale. https://www.profor.info/sites/profor.info/files/Beef_Case%20study_LEAVES_2018.pdf; TFA (2022a) Targeted Technical Expert Discussions (TTED) sur la déforestation induite par les produits de base et la production durable au Brésil et en Colombie. Rapport de synthèse, novembre 2022. https://www.tropicalforestalliance.org/assets/Uploads/TTED-final-report-ENG_2003-Latest.pdf

¹²³ Greenpeace (2020) How JBS is still Slaughtering the Amazon, <https://www.greenpeace.org.uk/resources/industrial-meat-deforestation-jbs/>; Rajao, R. et al. (2020) Les pommes pourries de l'agro-industrie brésilienne. Science 369 (6501) : 246-248, DOI : [10.1126/science.aba664](https://doi.org/10.1126/science.aba664); Skidmore, M.E. et al. (2021) Les éleveurs de bétail et la déforestation en Amazonie brésilienne : Production, localisation et politiques. Changement environnemental mondial 68, <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2021.102280>;

¹²⁴ Mighty Earth (2021) Les nouvelles données de surveillance de Mighty Earth révèlent que la déforestation liée aux négociants en soja et aux conditionneurs de viande au Brésil a plus que doublé sur une période de deux ans. 28 avril 2021, <https://www.mightyearth.org/2021/04/28/mighty-earths-new-monitoring-data-reveals-deforestation-connected-to-soy-trader-and-meatpackers-in-brazil-more-than-doubled-over-two-year-period/>

¹²⁵ Pedreira, B.C. et al. (2015) Utilisation des pâturages dans l'industrie brésilienne de l'élevage : un bref aperçu. Conférence internationale sur les fourrages dans les climats chauds. https://www.researchgate.net/publication/280492425_Use_of_grazed_pastures_in_the_Brazilian_livestock_industry_a_brief_overview

moitié de cette superficie totale est dégradée.¹²⁶ Des efforts considérables ont été déployés pour les restaurer et améliorer leur productivité, notamment dans le cadre des stratégies climatiques du pays pour le secteur agricole, les plans ABC. Ces mesures ont connu un certain succès. Par exemple, la proportion de pâturages dégradés aurait diminué au cours de la période 2010-2018. Toutefois, cette réduction n'est que partiellement due à l'amélioration des pratiques agricoles et de la gestion des terres. En outre, certaines des terres les plus dégradées ont été converties en cultures et de nouvelles zones de prairies indigènes ont été converties en pâturages cultivés.¹²⁷

En Uruguay et aux États-Unis, la majorité des pâturages sont des prairies naturelles - 80 % en Uruguay¹²⁸ (Aucune donnée nationale n'a été trouvée pour les États-Unis.) Toutefois, ces deux pays sont confrontés à des défis similaires, à savoir la dégradation des pâturages naturels et leur conversion en terres cultivées. Par exemple, aux États-Unis, au cours des 15 dernières années, de vastes zones de prairies indigènes dans les Grandes Plaines du Nord, qui couvrent à la fois les États-Unis et le Canada, ont été converties en terres cultivées, parfois à un rythme similaire à celui de la déforestation dans l'Amazonie brésilienne.¹²⁹ En Uruguay, l'augmentation du cheptel dans certaines prairies indigènes a entraîné leur dégradation, tandis que d'autres sont converties en pâturages cultivés ou en d'autres cultures.¹³⁰ Des initiatives réussies ont été lancées pour restaurer les prairies et améliorer leur productivité en Uruguay¹³¹ et aux États-Unis¹³², mais elles n'ont pas encore été mises en œuvre à une échelle suffisante.

L'amélioration des pratiques agricoles s'est surtout concentrée sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), mais l'élevage étant de plus en plus touché par le changement climatique, la nécessité d'accorder une plus grande attention à la résilience climatique a été soulignée.¹³³ Des recherches approfondies ont été menées dans les trois pays afin d'explorer les stratégies les plus efficaces pour réduire l'intensité des émissions provenant de la production de viande bovine. Ces études ont montré que des réductions significatives de l'intensité peuvent être obtenues - jusqu'à 50

¹²⁶ Libera, C. et al. (2020) Brazil's Path to Sustainable Cattle Farming. Bain & Company, 29 oct. 2020, <https://www.bain.com/insights/brazils-path-to-sustainable-cattle-farming/>; Santos, C.O.d. ; et al. (2022) Évaluation de la dynamique spatiale et qualitative des pâturages brésiliens 2010-2018, basée sur l'analyse des archives de données Landsat. Télédétection, 14, 1024 ; <https://doi.org/10.3390/rs14041024>

¹²⁷ Santos, C.O.d. ; et al. (2022)

¹²⁸ Lanfranco, B. (2021) Uruguay : un pays vert durable depuis 400 ans. Conférence : Entretiens sur l'agriculture dans le monde. Université de Hohenheim. Allemagne, mai 2021. https://www.researchgate.net/publication/356354826_Uruguay_a_sustainable_green_country_for_the_past_400_years/ink/61964e50d7d1af224b02c54a/download

¹²⁹ WWF Sustainable Ranching Initiative (Initiative pour un élevage durable), <https://www.worldwildlife.org/projects/sustainable-ranching-initiative>

¹³⁰ Modernel, P. et al. (2016) Changement d'utilisation des terres et fourniture de services écosystémiques dans les prairies de la Pampa et du Campos dans le sud de l'Amérique du Sud. *Lettres de recherche sur l'environnement* 11 113002 DOI : 10.1088/1748-9326/11/11/113002 ; Ruggia, A. et al. (2021) L'application des principes de l'écologie intensive à la reconception systémique des exploitations d'élevage sur les prairies naturelles : Un cas de co-innovation à Rocha, Uruguay. *Systèmes agricoles*, 191:103148, <https://doi.org/10.1016/j.agsy.2021.103148> ; Tiftonell, P. (2021) Beyond CO₂ : Services écosystémiques multiples des paysages de pâturage écologiquement intensifs d'Amérique du Sud. *Devant. Soutenir. Food Syst.*, 22 juin 2021, Sec. Agroécologie et services écosystémiques 5, <https://doi.org/10.3389/fsufs.2021.664103>

¹³¹ Jaurena, M. et al. (2021) Native grasslands at the core : Un nouveau paradigme d'intensification pour les campos du sud de l'Amérique du Sud afin d'accroître la durabilité économique et environnementale. *Frontières des systèmes alimentaires durables* 5 : 11, [10.3389/fsufs.2021.547834](https://doi.org/10.3389/fsufs.2021.547834) ; Tiftonell, P. (2021) ; Ruggia, A. et al. (2021) ;

¹³² Spiegall, S. et al. (2020) Production de viande bovine dans le sud-ouest des États-Unis : Stratégies pour la durabilité. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, Volume 4, <https://doi.org/10.3389/fsufs.2020.00114> ;

¹³³ Holechek, J.L. et al. (2020) Changement climatique, terres de parcours et durabilité de l'élevage dans l'ouest des États-Unis. *Durabilité* 12(12), 4942 ; <https://doi.org/10.3390/su12124942>

% grâce à une meilleure gestion des terres et près de 10 % grâce à des améliorations de l'efficacité de la gestion des troupeaux.¹³⁴

Aux États-Unis, une grande partie de la production de viande bovine est déjà très efficace en termes d'émissions de gaz à effet de serre, et on estime qu'elle est l'une des plus intensives en carbone au monde.¹³⁵ Toutefois, ce résultat a été obtenu en partie grâce à l'utilisation de niveaux élevés d'intrants agrochimiques et d'antibiotiques, qui ont d'autres incidences sur l'environnement et la société. Cela met en évidence les compromis entre les divers aspects de la durabilité que les différents modes de production peuvent impliquer - bien que l'évaluation de ces compromis dépasse le cadre de cette étude.¹³⁶

En ce qui concerne **les droits des travailleurs**, des violations sont signalées dans une grande partie du secteur de la viande bovine. C'est au Brésil et, plus récemment, aux États-Unis que l'abus de travailleurs a reçu le plus d'attention. Au Brésil, l'abolition du travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement faisait partie de l'engagement pris par le Bœuf en 2009, mais des violations des droits des travailleurs continuent d'être signalées.¹³⁷ Aux États-Unis, de mauvaises pratiques de travail ont également été documentées. Les rapports concernent principalement les travailleurs des abattoirs,¹³⁸ en particulier pendant la pandémie de COVID,¹³⁹ mais des pratiques de travail dangereuses ont également été signalées à un niveau plus élevé de la chaîne d'approvisionnement, dans les parcs d'engraissement pour bovins.¹⁴⁰

Difficultés rencontrées pour obtenir un impact

Si des améliorations ont été constatées dans de nombreuses parties du secteur, les problèmes restent très répandus. La littérature fait état d'une série de difficultés qui ont entravé les progrès.

Le manque de traçabilité dans le secteur est un facteur important qui a sapé les efforts visant à améliorer la durabilité de la production de viande bovine. Cela reflète en partie la complexité des chaînes d'approvisionnement, les bovins étant déplacés entre différentes propriétés et installations à différents stades de leur vie.¹⁴¹

¹³⁴ Cusack, D. F. et al. (2021) Réduction de l'impact de la production de viande bovine sur le climat : une synthèse des évaluations du cycle de vie à travers les systèmes de gestion et les régions du monde. *Biologie du changement global* 27, 1721-1736, DOI : [10.1111/gcb.15509](https://doi.org/10.1111/gcb.15509)

¹³⁵ Production bovine américaine, aperçu de la durabilité, 2020.

https://www.beefresearch.org/Media/BeefResearch/Docs/us-cattle-production-sustainability-overview_11-28-2020-101.pdf ; <https://www.beefresearch.org/programs/beef-sustainability/sustainability-quick-stats/us-vs-global-emission-intensity>

¹³⁶ Voir par exemple Castonguay, A.C., et al. (2023) Les compromis en matière de durabilité dans la production mondiale de viande bovine. *Nature Durabilité* 6, 284-294 <https://doi.org/10.1038/s41893-022-01017-0>

¹³⁷ Reporter Brasil (2021) L'esclavage dans l'industrie de la viande au Brésil. Monitor 8, janvier 2021,

<https://reporterbrasil.org.br/wp-content/uploads/2021/01/Monitor-8-Slave-labor-in-Brazils-meat-industry.pdf> ; Greenpeace (2020) ;

¹³⁸ Human Rights Watch (2019) Quand nous serons morts et enterrés, nos os continueront à faire mal. Les droits des travailleurs menacés dans les usines américaines de viande et de volaille. 4 septembre 2019.

<https://www.hrw.org/report/2019/09/04/when-were-dead-and-buried-our-bones-will-keep-hurting/workers-rights-under-threat>

¹³⁹ Chandar, V. (2020) COVID-19 hit U.S. meat, poultry plant workers hard in April, May : U.S. report, 7 juillet 2020,

<https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-usa-meatprocessing-idUSKBN2482PN> ; Specht, J. (n.d.) Coronavirus in the Slaughterhouse. <https://histecon.fas.harvard.edu/climate-loss/slaughterhouse/index.html>

¹⁴⁰ Ramos, A.K. et al. (2022) Protecting Cattle Feedyard Workers in the Central States Region (Protéger les travailleurs des parcs à bestiaux dans la région des États centraux) : Exploration des données nationales, régionales et d'État sur les accidents mortels et non mortels dans l'agriculture et le secteur de la production de viande bovine. *Journal of Extension* 60(3) : DOI : 10.34068/joe.60.03.13

¹⁴¹ Ahlering, M. et al. (2021) Une synthèse des indicateurs de durabilité au niveau des ranchs pour les gestionnaires des terres et pour communiquer à travers la chaîne d'approvisionnement en viande bovine des États-Unis. *Rangeland Ecology & Management* 79 : 217-230, <https://doi.org/10.1016/j.rama.2021.08.011>

Au Brésil, c'est l'une des raisons pour lesquelles les grandes entreprises de viande bovine n'ont pas réussi à lutter contre la déforestation et les abus en matière de travail dans leurs chaînes d'approvisionnement, bien que la société civile ait également remis en question leur niveau d'engagement dans ces efforts - en 2017, Greenpeace a suspendu sa participation à l'Engagement sur la viande bovine pour cette raison.¹⁴² Les difficultés liées au suivi du bétail tout au long des chaînes d'approvisionnement ont été exacerbées par **le manque de transparence** des données sectorielles. Ainsi, bien qu'il existe plusieurs bases de données gouvernementales, celles-ci ne sont pas reliées entre elles et la qualité des données est souvent médiocre.¹⁴³ Cette situation a entravé les efforts déployés par les services répressifs et la société civile pour contrôler les activités, ce qui a permis à la falsification et à la fraude de proliférer.¹⁴⁴ Des améliorations ont été constatées, mais la nécessité d'instaurer une culture de la transparence au sein des institutions gouvernementales a été soulignée.¹⁴⁵

Une autre conséquence de la complexité des chaînes d'approvisionnement dans le secteur est qu'il existe un fossé entre les éleveurs et les détaillants et consommateurs finaux de viande bovine. Par conséquent, **les incitations économiques** pour que les éleveurs améliorent leurs pratiques sont souvent absentes ou faibles.¹⁴⁶ Il a été suggéré que c'est l'une des raisons pour lesquelles la certification n'a pas été largement adoptée dans le secteur — en l'absence de prime de prix pour le bœuf produit de manière durable (ou si ces primes sont faibles ou intermittentes), les agriculteurs ne veulent pas ou ne peuvent pas faire les investissements nécessaires pour obtenir la certification.¹⁴⁷

En outre, **le prix de base de la viande bovine** est également insuffisant pour permettre à de nombreux agriculteurs de réinvestir dans leurs exploitations et d'adopter des pratiques plus durables. Par exemple, le modèle adopté pour le secteur de la viande bovine au Brésil repose sur l'expansion des grandes entreprises agroalimentaires et l'exportation de produits à faible valeur ajoutée.¹⁴⁸ Un modèle similaire est en place aux États-Unis, et les taux de rendement pour de nombreux éleveurs sont faibles.¹⁴⁹ Ces dernières années, des inquiétudes ont été exprimées au sujet de la concurrence déloyale dans le secteur, comme en témoigne l'écart croissant entre le prix du bétail et le prix de la viande bovine.¹⁵⁰ Pour y remédier, un décret présidentiel a été adopté en 2021,

¹⁴² <https://www.greenpeace.org/static/planet4-international-stateless/2020/07/eb870452-greenpeacebrazilslaughterhouseannouncement.pdf>

¹⁴³ Libera, C. et al. (2020) ; Valdiones, A.P. et al. (2021) Déforestation et conversion illégales en Amazonie et au MATOPIBA : manque de transparence et d'accès à l'information. ICV, Imaflora & Lagesa, avec le soutien du WWF et du FEM.

<https://www.icv.org.br/publicacao/illegal-deforestation-and-conversion-in-the-amazon-and-matopiba-lack-of-transparency-and-access-to-information/> ; Nakagawa, L. et al. (2021) Initiatives de gouvernance privée et production de matières premières au Brésil : Tables rondes et engagements socio-environnementaux dans la production de viande bovine et de soja Durabilité du CEBRAP. Document de travail 1(3) juin 2021.

https://cebrapsustentabilidade.org/assets/files/Cadernos_Cebrap_Sustentabilidade_n_3_2021.pdf#page=38

¹⁴⁴ Gibbs, H. et al. (2015) ;

¹⁴⁵ Valdiones, A.P. et al (2021) ;

¹⁴⁶ Ahlering, M. et al. (2021) ;

¹⁴⁷ de Koning, P. (2020) ; Hajjar, R. et al. (2019) Scaling up sustainability in commodity agriculture : Transférabilité des mécanismes de gouvernance dans les secteurs du café et du bétail au Brésil. Journal de la production propre 206 : 124-132, <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2018.09.102> ; Shimada, J. et D. Nepstad (2018) ;

¹⁴⁸ Libera, C. et al. (2020) ; Sharma, S. (2017) L'essor de la grande viande. L'industrie extractive au Brésil.

<https://www.iatp.org/documents/rise-big-meat-brazils-extractive-industry-executive-summary>

¹⁴⁹ Spiegel, S. et al. (2020) ;

¹⁵⁰ Reuters (2021) Explicatif : Comment quatre grandes entreprises contrôlent l'industrie du bœuf aux États-Unis. 17 juin 2021, <https://www.reuters.com/article/us-usa-meat-explainer-idCAKCN2DT182>

comprenant des mesures visant à renforcer l'application de la loi antitrust du pays et à aider les agriculteurs à obtenir des contrats et des prix équitables.¹⁵¹

Les faibles prix que reçoivent les éleveurs pour leur bétail ne les empêchent pas seulement de mettre en œuvre des pratiques plus durables, mais dans de nombreux cas, ils les incitent à quitter le secteur — soit en se tournant vers d'autres cultures, soit en vendant leurs terres. Cette situation a été documentée dans les trois pays. Par exemple, en Uruguay, les systèmes traditionnels d'élevage sont remplacés par des champs destinés à la production de cultures telles que le soja, le blé et le maïs ;¹⁵² dans le biome de la pampa au Brésil, ces systèmes sont convertis pour produire du soja ou pour la sylviculture ;¹⁵³ et aux États-Unis, de vastes zones de ranchs sont perdues au profit de l'expansion urbaine et des développements commerciaux.¹⁵⁴

L'amélioration de la productivité de l'élevage a été l'une des réponses à ce problème, avec des ressources considérables investies dans la recherche, la sensibilisation et l'octroi de financements aux agriculteurs pour leur permettre **d'améliorer leurs pratiques agricoles**. Toutefois, le soutien politique, économique et institutionnel nécessaire à cette fin a souvent été intermittent et peu fiable.¹⁵⁵

En outre, dans de nombreuses interventions de ce type, l'accent a été mis sur la réduction des émissions de carbone et l'augmentation de la productivité, parfois au détriment d'autres questions environnementales et sociales.¹⁵⁶ En Uruguay, par exemple, les politiques agricoles se sont souvent concentrées sur l'élevage intensif ou la production de céréales, au lieu de soutenir les systèmes traditionnels, ce qui a eu des conséquences sociales et environnementales négatives.¹⁵⁷ Le lancement du plan national uruguayen pour l'agroécologie en 2022¹⁵⁸ marque peut-être un changement de cap.

En ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre du secteur, bien que l'intensité des émissions provenant de la production de viande bovine ait été réduite et qu'il reste un potentiel important de réduction supplémentaire, ces réductions seront plus qu'annulées par l'augmentation prévue de la consommation.¹⁵⁹ Une réduction de la consommation et de la production sera nécessaire pour réduire les émissions. Le secteur privé n'a pas la motivation nécessaire pour encourager cette¹⁶⁰ démarche et il faudra donc que les gouvernements, la société civile et les consommateurs prennent des mesures pour y parvenir.

¹⁵¹ Maison Blanche (2021) Fiche d'information : Décret sur la promotion de la concurrence dans l'économie américaine. 9 juillet 2021. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/07/09/fact-sheet-executive-order-on-promoting-competition-in-the-american-economy/>

¹⁵² Tittonell, P. (2021) ;

¹⁵³ De Freitas, D.S. et al. (2019) Durabilité dans le biome de la pampa brésilienne : Un indice composite pour intégrer la production de viande bovine, l'équité sociale et la conservation des écosystèmes. Indicateurs écologiques 98, 317-326, <https://doi.org/10.1016/j.ecolind.2018.10.012> ;

¹⁵⁴ GAP Initiative (n.d.) America's Disappearing Farm and Range Land. <https://globalagriculturalproductivity.org/case-study-post/americas-disappearing-farm-and-range-land/>

¹⁵⁵ Cusack, D. F. et al (2021) ;

¹⁵⁶ Dick, M. et al (2021). Impacts environnementaux de l'élevage bovin brésilien dans les biomes de l'Amazonie, du Cerrado, de la Pampa et du Pantanal. Journal de la production propre. 311. 127750. Doi: <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2021.127750>

¹⁵⁷ Tittonell, P. (2021) ;

¹⁵⁸ <https://www.gub.uy/ministerio-ganaderia-agricultura-pesca/comunicacion/boletines/presentacion-del-plan-nacional-agroecologia> ; <https://planagroecologia.uy/>

¹⁵⁹ Perspectives agricoles OCDE-FAO, 2022-2031, [https://www.oecd-ilibrary.org/sites/ab129327-en](https://www.oecd-ilibrary.org/sites/ab129327-en/index.html?itemId=/content/component/ab129327-en)

¹⁶⁰ Buckley, L. et al. (2019) Poursuivre la durabilité par le biais d'une collaboration multipartite : Une description de la gouvernance, des actions et des impacts perçus des tables rondes pour un bœuf durable. Développement mondial 121 : 203-217, <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.07.019>

Pour en revenir à la question des programmes de sensibilisation et de formation, une autre critique formulée à leur égard est qu'ils ont eu tendance à se concentrer sur le transfert de technologie et d'expertise, plutôt que de chercher à soutenir et à encourager l'innovation¹⁶¹ locale ou à s'appuyer sur les connaissances et les ressources locales.¹⁶² Ils se concentrent donc sur des interventions particulières, au lieu d'adopter une approche systémique.¹⁶³

Une telle approche risque non seulement d'ébranler les systèmes agricoles traditionnels, mais aussi de favoriser les grands exploitants, qui ont généralement un meilleur accès aux ressources.¹⁶⁴ Par exemple, au Brésil, des crédits ruraux ont été accordés dans le cadre des plans ABC pour permettre aux agriculteurs d'investir dans leurs exploitations,¹⁶⁵ mais de faibles taux de décaissement ont été signalés en 2016 en raison des difficultés rencontrées par les petits agriculteurs pour accéder à ces fonds.¹⁶⁶ De même, des recherches sur l'évolution de la qualité des pâturages au Brésil ont montré que les petits exploitants avaient moins progressé.¹⁶⁷

Outre le renforcement et l'amélioration de la sensibilisation et du **soutien aux petits agriculteurs**, il est également nécessaire de revoir les cadres institutionnels et politiques, qui favorisent souvent l'industrie à grande échelle. Aux États-Unis, par exemple, les petits agriculteurs se heurtent à d'importants obstacles pour accéder à la formation, au capital et à l'assurance. Pour y remédier, un appel a été lancé pour renforcer les systèmes alimentaires locaux et régionaux, notamment en fournissant une assistance technique, en augmentant le crédit, en renforçant l'application de la législation antitrust et en développant l'infrastructure locale.¹⁶⁸ De même, au Brésil, un appel a été lancé pour soutenir les exploitations familiales agroécologiques, notamment en supprimant les subventions accordées aux grandes entreprises agroalimentaires et en soutenant la production et la transformation locales de viande.¹⁶⁹

L'application de la loi est un facteur qui a joué un rôle essentiel dans le succès des efforts visant à améliorer la durabilité de la production de viande bovine, tant en ce qui concerne les questions **sociales qu'environnementales**. Comme indiqué précédemment, les taux de déforestation ont fortement diminué au Brésil au cours de la période 2004-2014, notamment grâce au renforcement de l'application de la législation.¹⁷⁰ Les années suivantes ont vu un déclin du soutien politique et de l'investissement dans l'application de la loi, ce qui a entraîné une recrudescence de la déforestation.¹⁷¹ Le récent changement de gouvernement a permis de remettre l'accent sur l'application de la loi, et les taux de déforestation ont diminué depuis 2022.¹⁷²

La faiblesse de l'application de la législation a également sapé les efforts déployés pour garantir le respect des droits des travailleurs. Au Brésil, l'un des principaux outils pour remédier à cette situation est la "liste sale", une liste des entreprises dont il est établi qu'elles ont exploité leurs

¹⁶¹ Ruggia, A. et al. (2021) ;

¹⁶² Pacheco, P. et al. (2017) Beyond zero deforestation in the Brazilian Amazon : Progrès et défis restants pour une intensification durable du bétail. CIFOR Infobrief. <https://www.cifor.org/knowledge/publication/6394/>

¹⁶³ Ruggia, A. et al. (2021) ;

¹⁶⁴ Pacheco, P. et al. (2017) ;

¹⁶⁵ TFA (2022a) ;

¹⁶⁶ Pacheco, P. et al. (2017) ;

¹⁶⁷ Santos, C.O.d. ; et al. (2022) ;

¹⁶⁸ National Sustainable Agriculture Coalition (2022) 2023 Farm Bill Platform. <https://sustainableagriculture.net/wp-content/uploads/2022/11/2023-Farm-Bill-Platform.pdf>

¹⁶⁹ Sharma, S. (2017) ;

¹⁷⁰ Shimada, J. & D. Nepstad (2018) ;

¹⁷¹ TFA (2022a) ;

¹⁷² La déforestation dans la forêt amazonienne continue de plonger, 8 septembre 2023, Mongabay. <https://news.mongabay.com/2023/09/deforestation-in-the-amazon-rainforest-continues-to-plunge/>

travailleurs. Dans le cadre de l'engagement sur la viande bovine, les entreprises signataires se sont engagées à ne pas s'approvisionner en viande bovine auprès de ces entreprises. Toutefois, en raison de la réduction considérable du nombre d'inspections effectuées par les fonctionnaires chargés de l'application de la législation au cours de la dernière décennie, moins de cas sont identifiés et donc moins d'entreprises sont inscrites sur la liste.¹⁷³

Les États-Unis ont été confrontés à des problèmes similaires, avec un manque de ressources de l'agence gouvernementale OSHA, chargée de veiller au respect des réglementations en matière de santé et de sécurité. La réduction de son financement a entraîné une diminution du nombre d'inspections qu'il a effectuées au cours de la période 2016-18.¹⁷⁴

Comme nous l'avons vu plus haut, l'un des défis pour les éleveurs est l'absence d'incitation forte à mettre en œuvre des pratiques durables, avec des primes de prix limitées. Un autre facteur est l'absence de **demande du marché** pour la viande bovine durable. Par exemple, au Brésil, la majorité de la production de viande bovine est destinée au marché intérieur, où la demande de viande bovine durable est relativement faible¹⁷⁵, tandis qu'une grande partie des exportations est destinée à des marchés qui ne sont pas non plus très exigeants en matière de durabilité.¹⁷⁶

Cette situation est en train de changer, avec un nombre croissant de campagnes destinées aux consommateurs brésiliens et d'initiatives prises par les détaillants.¹⁷⁷ Il pourrait également y avoir un nouveau changement si les lignes directrices chinoises pour le "commerce vert" de la viande sont bien mises en œuvre. La Chine est le premier marché d'exportation pour la viande bovine du Brésil et de l'Uruguay, et le troisième pour les États-Unis. Une action concertée en Chine aurait donc un impact significatif sur le marché. Toutefois, il n'est pas certain que les lignes directrices atteignent cet objectif en raison de leur caractère volontaire. En outre, leur efficacité a été remise en question, car elles appellent au boycott de la viande bovine provenant de régions à haut risque et ne créent donc pas d'incitations au respect ou à l'amélioration de la situation dans ces régions.¹⁷⁸

Lacunes et opportunités

L'analyse de la littérature permet d'identifier un certain nombre de questions sur lesquelles il serait utile de se pencher davantage.

- La faiblesse des prix de la viande bovine empêche les agriculteurs d'adopter des pratiques plus durables et, dans certains cas, de rester dans le secteur. Il est nécessaire d'explorer les mesures potentielles pour soutenir une concurrence loyale et contribuer à garantir que les éleveurs reçoivent des prix équitables pour leur bétail.
- La promotion des systèmes alimentaires locaux et régionaux pour la production et la consommation de viande bovine constitue une stratégie supplémentaire pour augmenter les prix pour les agriculteurs, tout en réduisant potentiellement les risques d'exploitation de la main-d'œuvre et de mauvais bien-être des animaux. Il est nécessaire d'étudier les stratégies et les politiques qui peuvent soutenir la mise en place de ces systèmes.
- De nombreux systèmes d'élevage traditionnels disparaissent au profit d'utilisations plus rentables des terres. Il convient d'étudier les moyens d'accroître les incitations économiques en

¹⁷³ Reporter Brasil (2021) ;

¹⁷⁴ Human Rights Watch (2019);

¹⁷⁵ Ermgassen, E. K. H. J. zu et al. (2020) Origine, chaîne d'approvisionnement et risque de déforestation des exportations de viande bovine du Brésil. <https://www.pnas.org/doi/full/10.1073/pnas.2003270117>

¹⁷⁶ Hajjar, R. et al. (2019) ;

¹⁷⁷ Voir, par exemple, <https://www.idhsustainabletrade.com/news/carrefour-brazil-group-and-idh-brazil-achieve-traceable-beef/>

¹⁷⁸ TFA (2022b) Analyse comparative des protocoles, plateformes et initiatives en matière de viande bovine durable. https://www.tropicalforestalliance.org/assets/Uploads/TFA_Comparative-Analysis_200722_Final-v2.pdf

leur faveur, compte tenu de l'éventail des valeurs sociales et environnementales qu'elles représentent.

- Les petits et moyens agriculteurs ont besoin d'un soutien accru pour pouvoir mettre en œuvre des pratiques plus durables, notamment en ce qui concerne l'accès à l'information, à la formation, au financement et à l'assurance. Les services de formation et de soutien doivent s'appuyer sur l'expertise et les connaissances locales.
- Des efforts considérables ont été déployés pour réduire l'intensité des émissions de GES du secteur de la viande bovine, et un effort similaire est nécessaire pour explorer et mettre en œuvre des stratégies visant à réduire la consommation et la production globale de viande bovine à l'échelle mondiale.
- De nombreux systèmes d'élevage naturels sont très vulnérables au changement climatique, et il est donc nécessaire d'accorder plus d'attention à l'amélioration de leur résilience.
- Il convient d'accorder une plus grande attention aux aspects sociaux de la durabilité dans le secteur, y compris le bien-être de la communauté et les valeurs culturelles.

ANNEXE 2 - CACAO

Introduction

Cette annexe passe en revue les perspectives et les approches de la production durable de cacao. Il identifie les domaines d'alignement et de divergence concernant les principes de la production durable. Il présente également les résultats d'une analyse de la littérature sur les différentes initiatives, normes et systèmes de certification pour le cacao, en résumant les données disponibles sur leur impact et les facteurs qui l'influencent.

Il couvre le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Pérou. Le Ghana et la Côte d'Ivoire sont les deux plus grands producteurs de cacao au monde. Le Pérou est le troisième producteur d'Amérique du Sud (après l'Équateur et le Brésil). Il couvre également l'UE, en tant que consommateur de cacao.

L'analyse documentaire porte principalement sur le Ghana et la Côte d'Ivoire, et ne fournit que peu d'informations sur le Pérou. Cela s'explique par le fait que l'examen s'est limité au matériel en anglais (et en français).

Définitions et approches de la durabilité

Un large éventail d'initiatives a été développé au sein du secteur du cacao afin d'améliorer la durabilité de sa production et du secteur dans son ensemble. Il s'agit notamment d'initiatives menées par les gouvernements, le secteur privé et la société civile, ainsi que d'initiatives multipartites.

Les principales initiatives et l'étendue de leur engagement sont résumées dans la figure 2. Leurs objectifs de durabilité et leurs priorités d'intervention sont énumérés dans la matrice ci-jointe.

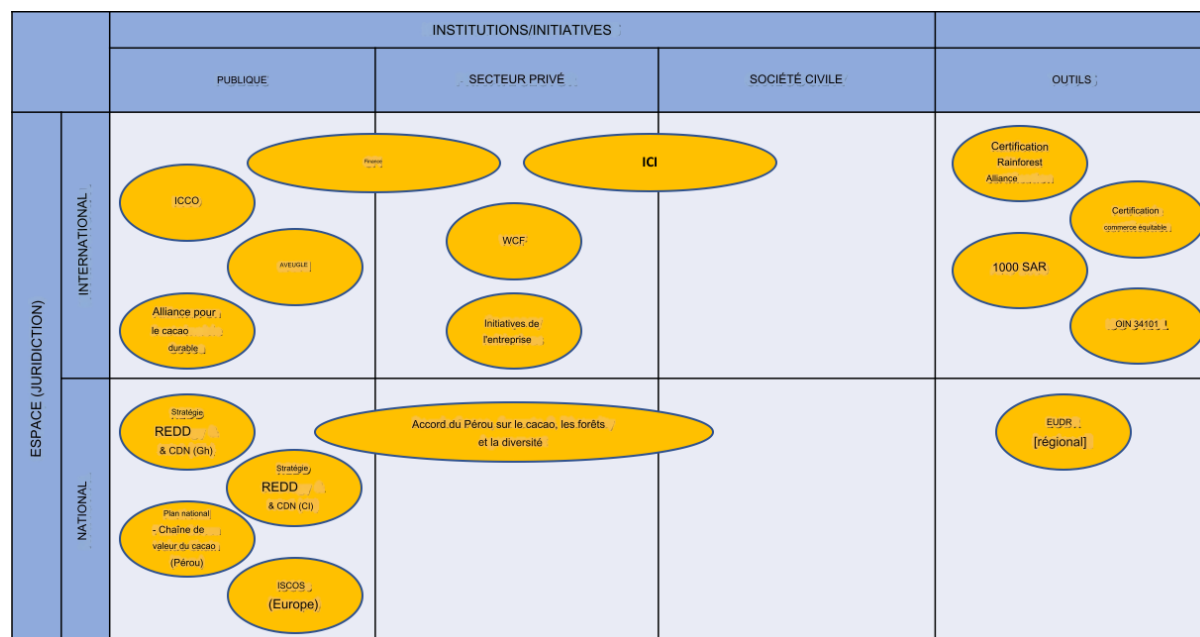


Figure 2 : Initiatives et outils de développement durable dans le secteur du cacao couverts par ce rapport

Initiatives intergouvernementales

Les initiatives intergouvernementales comprennent : l'Organisation internationale du cacao (ICCO), une organisation intergouvernementale créée sous les auspices de l'ONU en 1973 et composée de 51 pays membres¹⁷⁹ ; l'Initiative Côte d'Ivoire et Ghana pour le cacao (CIGHCI)¹⁸⁰, un partenariat entre les deux pays établi en 2018 ; et l'Alliance pour un cacao¹⁸¹ durable, qui réunit l'UE, la Côte d'Ivoire et le Ghana. En complément de cette dernière alliance, l'UE a mis en place des accords de coopération bilatérale avec ces deux pays dans le cadre de son initiative "Team Europe", qui se concentrent sur l'agriculture intelligente face au climat dans le cas du Ghana¹⁸² et sur le cacao durable dans le cas de la Côte d'Ivoire¹⁸³.

L'ICCO se préoccupe de la durabilité du secteur dans son ensemble. La conception de ce concept s'est élargie au fil du temps et une plus grande priorité lui a été accordée.¹⁸⁴ Ainsi, l'accord international sur le cacao de 2001 définit cette notion comme "le maintien de la productivité à des niveaux économiquement viables, écologiquement et culturellement acceptables grâce à une gestion efficace des ressources", tandis que l'accord ultérieur de 2010 a ajouté la nécessité de prendre en compte les conditions de vie et de travail dans le cadre de cette notion.¹⁸⁵ En 2012, l'Agenda mondial du cacao a été adopté, établissant une feuille de route pour une économie cacaoyère mondiale durable. Ce mandat explicite en faveur de la durabilité est qualifié de "percée" par l'ICCO.¹⁸⁶

Une grande partie du travail de l'ICCO est axée sur l'amélioration du dialogue politique et de la collaboration au niveau international, ainsi que sur l'amélioration de la qualité de l'information sur le secteur. Le manque de données et de connaissances sur le secteur est considéré comme un obstacle majeur à l'élaboration de politiques rationnelles pour le secteur.

Le concept d'un secteur cacaoyer durable repose sur l'hypothèse que sa réalisation dépend de sa croissance. C'est ce qu'indiquent les domaines prioritaires de son plan stratégique actuel, pour 2019-24¹⁸⁷, qui incluent la promotion de la consommation de produits du cacao.

La pauvreté est considérée comme étant au cœur des défis auxquels le secteur est confronté, et c'est pourquoi son travail se concentre sur les aspects économiques et sociaux de la durabilité. Toutefois, la nature interdépendante de ces aspects avec les aspects environnementaux est reconnue. Ainsi, on constate que les agriculteurs ne sont pas en mesure d'atteindre un niveau de vie décent grâce au cacao, ce qui a entraîné une déforestation due à l'expansion des exploitations, ainsi qu'un manque d'investissement et l'abandon des exploitations.¹⁸⁸

Le plan stratégique énumère les domaines prioritaires suivants liés à la production :

¹⁷⁹ <https://www.icco.org/>

¹⁸⁰ <https://www.cighci.org/>

¹⁸¹ https://policy.trade.ec.europa.eu/news/eu-cote-divoire-ghana-and-cocoa-sector-endorse-alliance-sustainable-cocoa-2022-06-28_en

¹⁸² <https://europa.eu/capacity4dev/tei-jp-tracker/tei/ghana-smart-green-and-digital-recovery>

¹⁸³ <https://europa.eu/capacity4dev/tei-jp-tracker/tei/cote-divoire-sustainable-cacao>

¹⁸⁴ Mithöfer, D. et al. (2017) Le cacao "durable" à l'épreuve des faits : faire des normes de durabilité, Les projets et politiques de développement répondent aux préoccupations des producteurs en Indonésie, Cameroun et Pérou, Journal international de la science de la biodiversité, des services et de la gestion des écosystèmes, 13:1, 444-469, DOI : [10.1080/21513732.2018.1432691](https://doi.org/10.1080/21513732.2018.1432691).

¹⁸⁵ Accord international sur le cacao 2010. Genève : Conférence nationale des Nations unies sur le commerce et le développement. https://unctad.org/system/files/official-document/tdcocoa10d5_en.pdf

¹⁸⁶ Voir "Notre vision et notre mission", à l'adresse suivante : <https://www.icco.org/about-us/international-cocoa-agreements.html>

¹⁸⁷ <https://www.icco.org/who-we-are/#vision>

¹⁸⁸ <https://www.icco.org/economy/#sustainability>

- les cultivateurs de cacao : Améliorer de manière significative les revenus et les conditions de travail des cultivateurs de cacao
- la durabilité environnementale : Améliorer l'empreinte environnementale de la chaîne d'approvisionnement en cacao, dans le contexte mondial du changement climatique.
- développement du cacao : Mettre en œuvre et soutenir les plans nationaux de développement du cacao, intégrés dans des plans de développement rural holistiques.

Le **CIGHCI** a été créé en 2018 afin de "corriger les défaillances du marché une par une, de sorte que le prix reflète la valeur sociale du produit".¹⁸⁹ Elle se concentre donc principalement sur les aspects économiques de la durabilité, l'objectif étant de "parvenir à des prix rémunérateurs et d'améliorer les moyens de subsistance des cultivateurs de cacao". Comme l'ICCO, elle considère également l'expansion de la consommation de cacao comme un élément permettant d'assurer la durabilité du secteur.

Sa vision est d'offrir des salaires décents aux producteurs de cacao, de contribuer à la protection des forêts et de la biodiversité, et d'être exemplaire en termes de droits sociaux et humains fondamentaux. La lutte contre la pauvreté est toutefois considérée comme fondamentale pour obtenir de meilleurs résultats sociaux et environnementaux.

Dans le cadre de ce partenariat, la Côte d'Ivoire et le Ghana ont collaboré pour explorer les mécanismes permettant d'améliorer les prix et les revenus des agriculteurs, dans le but d'établir un "pacte économique". Un différentiel de revenu vital a été introduit en 2019, une prime payée par les acheteurs de cacao, et depuis 2022, les deux pays ont également publié leurs bases de référence pour le différentiel d'origine du cacao.

L'**Alliance pour un cacao**¹⁹⁰ durable a été créée en 2022, à partir de l'initiative de l'UE pour un cacao durable¹⁹¹. Ses objectifs déclarés sont les suivants :

- améliorer les revenus des cultivateurs de cacao et combler l'écart entre les revenus et les conditions de vie ;
- protéger l'environnement et les forêts ; et
- éliminer le travail des enfants dans le secteur du cacao.

Ainsi, les aspects environnementaux de la durabilité - et plus particulièrement les forêts - sont sur un pied d'égalité avec les aspects économiques et sociaux. Les actions comprennent : des dialogues sur les prix et les marchés du cacao ; la mise en place de systèmes nationaux de traçabilité et de systèmes de surveillance du travail des enfants et de la déforestation ; le soutien aux petits exploitants pour leur permettre de se conformer au règlement de l'UE sur la diligence raisonnable en matière de déforestation ; le soutien aux approches agro-écologiques ; et le soutien aux organisations d'exploitants agricoles.

La coopération bilatérale de l'UE avec le Ghana, telle qu'elle est définie dans le cadre de l'IET, met davantage l'accent sur les aspects économiques et sociaux. L'objectif est de "Permettre une chaîne de valeur agroalimentaire plus durable et plus inclusive dans le secteur du cacao", pour lequel l'indicateur est le nombre de cultivateurs de cacao dont les revenus ont augmenté. Cet objectif doit

¹⁸⁹ <https://www.cighci.org/about-us/>

¹⁹⁰ https://policy.trade.ec.europa.eu/news/eu-cote-divoire-ghana-and-cocoa-sector-endorse-alliance-sustainable-cocoa-2022-06-28_en

¹⁹¹ https://knowledge4policy.ec.europa.eu/global-food-nutrition-security/topic/sustainable-food-systems/eu-sustainable-cocoa-initiative_en

être atteint en travaillant avec les petits exploitants, afin d'accroître leur production durable, leur accès aux marchés et la sécurité de leurs terres.¹⁹²

L'ITE avec la Côte d'Ivoire se concentre exclusivement sur le cacao durable¹⁹³, pour lequel quatre piliers ont été identifiés :

- Durabilité économique, notamment : gestion de la production ; prix équitables ; R&D de qualité ; développement de la chaîne de valeur ; transformation locale ; inclusion financière ;
- Durabilité sociale, y compris la lutte contre le travail des enfants, l'accès à la protection sociale, la sécurité alimentaire et les migrations
- Durabilité environnementale, y compris : arrêt de la déforestation ; protection de l'environnement ; recherche en agroforesterie ; gestion durable des sols
- Durabilité politique, notamment : gestion politique ; gouvernance ; gestion des finances publiques ; sécurité foncière ; société civile.

Initiatives plurilatérales

Trois initiatives multipartites sont examinées ici : la Cocoa and Forests Initiative (CFI), l'accord sur le cacao, les forêts et la diversité du Pérou et l'International Cocoa Initiative (ICI). Les deux premiers se concentrent sur les forêts, et l'ICI sur le travail des enfants et le travail forcé.

La **CFI**¹⁹⁴, lancée en 2017, réunit les gouvernements de la Côte d'Ivoire et du Ghana (ainsi que la Colombie), et plus de 30 entreprises. Comme son nom l'indique, les questions environnementales - et plus particulièrement les forêts - sont au cœur de l'initiative. Des cadres d'action ont été signés dans les deux pays, qui se concentrent sur trois domaines :

- **Conservation des parcs nationaux et des terres boisées, ainsi que restauration des forêts dégradées par l'empiètement des plantations de cacao.**
- **L'intensification durable et la diversification des revenus afin d'augmenter les rendements et les moyens de subsistance des agriculteurs, de cultiver "plus de cacao sur moins de terre" et de réduire ainsi la pression sur les forêts.**
- **Engagement et autonomisation des communautés productrices de cacao. En particulier, l'atténuation des impacts sociaux et des risques liés aux changements d'affectation des terres pour les cultivateurs de cacao concernés et leurs communautés.**¹⁹⁵

En réunissant les entreprises et les gouvernements des deux pays, l'initiative cherche à renforcer et à aligner les actions des entreprises et à aborder la gouvernance plus large du secteur.¹⁹⁶

L'accord sur **le cacao, les forêts et la diversité du Pérou** ont été établi en 2020, dans le cadre de la Coalition pour une production durable, une initiative multipartite visant à promouvoir la durabilité et les chaînes d'approvisionnement sans déforestation dans le pays.¹⁹⁷ L'objectif de l'accord sur le cacao est de promouvoir le cacao péruvien sur la base de sa qualité, de sa diversité et de sa durabilité (définie comme étant exempte de déforestation et contribuant à la restauration des terres). Ses priorités d'action pour la période 2021-24 comprennent : l'identification et le développement d'outils pour le suivi et la traçabilité du cacao sans déforestation ; la mise en place d'une plateforme de services pour soutenir la production sans déforestation ; et le développement d'incitations pour les producteurs en vue d'une production durable de cacao.¹⁹⁸

¹⁹² <https://europa.eu/capacity4dev/tei-jp-tracker/tei/ghana-smart-green-and-digital-recovery>

¹⁹³ <https://europa.eu/capacity4dev/tei-jp-tracker/tei/cote-divoire-sustainable-cacao>

¹⁹⁴ <https://www.worldcocoafoundation.org/initiative/cocoa-forests-initiative/>

¹⁹⁵ <https://www.idhsustainabletrade.com/initiative/cocoa-and-forests/>

¹⁹⁶ <https://efi.int/sites/default/files/files/flegtredd/Cocoa%20sustainability%20report.pdf>

¹⁹⁷ <https://www.tropicalforestalliance.org/assets/Infografia-del-Fact-Sheet-ENG.pdf>

¹⁹⁸ <https://produccionsostenible.org.pe/actualidad/cacao-bosques-y-diversidad-reporte-del-cacao-peruano-2023/>

L'**International Cocoa Initiative (ICI)**¹⁹⁹ a été fondée en 2002. Il est issu du protocole Harkin-Engel, qui visait à mettre fin aux pires formes de travail des enfants et de travail forcé dans le secteur du cacao. La vision de l'ICI est celle de communautés cacaoyères prospères au sein d'une chaîne d'approvisionnement en cacao digne, durable et gérée de manière responsable, où les droits de l'enfant et les droits de l'homme sont protégés et respectés, et où le travail des enfants et le travail forcé ont été éliminés.

Sa stratégie 2021-26 définit trois domaines d'action :

- **des chaînes d'approvisionnement responsables reposant sur des systèmes et des services qui préviennent et remédient de manière responsable et transparente au travail des enfants et au travail forcé dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement du cacao ;**
- **un environnement favorable avec des politiques et des lois locales, nationales et internationales ;**
- **des approches coordonnées pour soutenir la collaboration, l'alignement et la responsabilité dans l'ensemble du secteur cacaoyer.**

Son travail se concentre sur l'identification et l'affinement des pratiques efficaces, le développement de mesures communes, la sensibilisation et le renforcement des capacités et des systèmes.

Initiatives au niveau national

Il existe un certain nombre d'initiatives différentes visant à promouvoir le cacao durable dans les trois pays.

Le Ghana a donné la priorité au secteur du cacao dans sa stratégie de lutte contre la déforestation. La stratégie REDD+ du pays vise à transformer son secteur agricole en systèmes de production et en paysages intelligents sur le plan climatique.²⁰⁰ Des programmes ont été élaborés pour des produits de base particuliers, notamment le programme REDD+ pour la forêt de cacao du Ghana (GCFRP).²⁰¹ L'objectif est d'assurer l'avenir des forêts ghanéennes et d'améliorer considérablement les revenus et les moyens de subsistance des agriculteurs et des utilisateurs de la forêt. Cet objectif doit être atteint par la mise en œuvre de plans de gestion des paysages, le soutien (y compris l'accès au financement) à la production de cacao intelligente sur le plan climatique, les réformes politiques et l'application de la loi.²⁰²

La stratégie REDD+ de la Côte d'Ivoire met également l'accent sur le cacao. Ses objectifs pour le secteur agricole sont les suivants : augmenter la productivité des exploitations (y compris pour le cacao) afin de réduire la pauvreté ; promouvoir les cultures vivrières parallèlement aux cultures de rente, afin d'améliorer la sécurité alimentaire ; restaurer le couvert forestier afin d'améliorer la résilience des systèmes agricoles ; et permettre aux communautés de jouer un rôle actif dans la gestion des forêts en renforçant leurs droits et en développant leurs capacités.²⁰³

¹⁹⁹ <https://www.cocoainitiative.org/our-work/policies-practices-and-standards>

²⁰⁰ <https://reddsis.fcghana.org/admin/controller/publications/Ghana%20Redd+%20Stratégie-SOI-Ghana%20REDD+%20Stratégie.pdf>

²⁰¹

https://reddsis.fcghana.org/admin/controller/publications/Emission%20Reduction%20Program%20Document_GCFRP.pdf

²⁰² Plan de mise en œuvre du GCFRP, 2016, https://redd.unfccc.int/files/gcfrp_final_implementation_plan.pdf

²⁰³ National REDD+ Strategy, 2017, <https://www.un-redd.org/sites/default/files/2021-10/REDD%2B%20STRATEGY%20DOCUMENT%20-%20ANGLAIS%20%28002%29%20%28791646%29.pdf>

Au Pérou, un "plan national pour le développement de la chaîne de valeur du cacao et du chocolat à l'horizon 2030" a été adopté en 2020, à l'issue d'un processus multipartite.²⁰⁴ Elle définit une stratégie visant à promouvoir le Pérou en tant que source de cacao durable et de haute qualité. L'objectif est d'atténuer le changement climatique en soutenant les systèmes agroforestiers et les paysages de production durables, et d'améliorer la qualité de vie des agriculteurs en augmentant leurs revenus et en garantissant la fourniture de services de base.

Elle s'inscrit dans le cadre d'une stratégie plus large sur les forêts et le changement climatique, approuvée en 2016.²⁰⁵ Il s'agit notamment de promouvoir une production agricole durable et compétitive, adaptée au climat et réduisant la pression sur les forêts. Le cacao est l'une des cultures cibles et les domaines d'intervention comprennent l'amélioration des normes environnementales et sociales dans le secteur, le renforcement des chaînes de valeur équitables, la promotion de l'accès aux marchés pour les produits exempts de déforestation et la promotion des systèmes agroforestiers.

Initiatives du secteur privé

Au cours des deux dernières décennies, on a assisté à une prolifération d'initiatives en matière de durabilité de la part des négociants, des transformateurs et des fabricants de cacao.²⁰⁶ Ces mesures ont été prises à la suite d'appels lancés par la société civile, d'une réglementation gouvernementale de plus en plus stricte et d'inquiétudes croissantes quant à la durabilité de leurs approvisionnements.

Les domaines d'intervention des entreprises sont étroitement liés, mais chacune d'entre elles a développé ses propres stratégies et interventions.²⁰⁷ Depuis 2017, de nombreuses entreprises ont abandonné l'utilisation de systèmes de certification par des tiers au profit de l'utilisation de leurs propres normes, dans le but de réduire les coûts et d'accroître leur portée.²⁰⁸

Les domaines prioritaires sont les suivants : les moyens de subsistance des agriculteurs, avec des activités visant à améliorer les pratiques agricoles pour renforcer la productivité et la résilience économique ; les aspects sociaux, avec un accent particulier sur l'élimination du travail des enfants ; et les aspects environnementaux, avec un accent particulier sur la lutte contre la déforestation. La principale hypothèse sur laquelle reposent ces programmes est que l'augmentation des rendements de cacao et de la productivité des cacaoculteurs est la clé de la mise en place d'un secteur durable.²⁰⁹

C'est en partie pour améliorer la coordination entre les entreprises et combiner les efforts que la **World Cocoa Foundation (WCF)** a été créée en 2000, et qu'elle compte aujourd'hui plus de 100 membres du monde entier.²¹⁰ Sa vision est celle d'un "secteur du cacao prospère et durable, où les agriculteurs prospèrent, les communautés sont autonomes et la planète est en bonne santé."

²⁰⁴ Plan national de développement de la chaîne de valeur du cacao et du chocolat à l'horizon 2030, <https://www.gob.pe/institucion/midagri/normas-legales/3685974-017-2022-midagri>

²⁰⁵ <https://cdn.www.gob.pe/uploads/document/file/3249412/ENBC.pdf.pdf?v=1654958720> ; & <https://www.gob.pe/institucion/bosques/informes-publicaciones/3119805-estrategia-nacional-sobre-bosques-y-cambio-climatico>

²⁰⁶ <https://www.cocoaeducation.com/education/sustainable-cocoa>

²⁰⁷ C'est le cas des initiatives des trois plus grands négociants/transformatrices (Barry Callebaut, Cargill, OFI) et des trois plus grands fabricants (Mars, Mondelez et Nestlé). Ces entreprises ont été identifiées comme les plus importantes dans le Baromètre du cacao, 2022, <https://cocoabarometer.org/en/>.

²⁰⁸ Mithöfer, D. et al. (2017)

²⁰⁹ <https://efi.int/sites/default/files/files/flegtredd/Cocoa%20sustainability%20report.pdf>

²¹⁰ <https://www.worldcocoafoundation.org/about-wcf/vision-mission/>

Ses objectifs, qui englobent les aspects économiques, sociaux et environnementaux de la durabilité, sont les suivants :

- Les producteurs de cacao prospères deviennent véritablement durables et rentables, grâce à la transformation de l'agriculture traditionnelle des petits exploitants en une entreprise moderne qui offre des moyens de subsistance durables aux agriculteurs et à leurs familles ;
- Des communautés de producteurs de cacao responsabilisées dirigent leur propre développement, les droits de l'homme sont protégés et la sécurité et le bien-être des enfants et des familles sont renforcés ;
- Une planète saine est préservée et améliorée, avec des paysages résilients et bio diversifiés dans les régions cacaoyères, et l'empreinte carbone du secteur est réduite.

Il cherche à atteindre ces objectifs en apportant un soutien aux agriculteurs et aux organisations d'agriculteurs, afin d'améliorer la professionnalisation, la productivité, la qualité et la résilience ; en établissant des cartes pour améliorer la traçabilité ; en mettant en œuvre et en soutenant la surveillance et la correction du travail des enfants et du travail forcé ; en permettant l'accès à l'éducation ; en soutenant l'indépendance financière des femmes ; et en soutenant la protection de la forêt et le reboisement.

Systèmes de certification et normes

Les deux principaux systèmes de certification volontaire dans le secteur du cacao sont Rainforest Alliance et Fairtrade. Comme indiqué ci-dessus, il existe également un certain nombre de systèmes de certification mis en place par le secteur privé, bien qu'ils soient généralement moins exigeants et moins transparents.²¹¹ En outre, deux normes internationales ont été établies : la norme ISO 34101 et la norme régionale africaine sur le cacao durable (ARS 1000).

La **Rainforest Alliance**²¹² a été créée à l'origine dans le but premier de protéger les forêts, mais elle a fait l'objet de révisions régulières qui ont abouti à l'élargissement de son champ d'action, avec l'ajout de critères économiques et sociaux. En 2017, elle a fusionné avec Utz, qui fournissait également une certification de durabilité pour le cacao. Cette fusion a donné lieu à la dernière révision de la norme, qui s'est achevée en 2020. Les exigences imposées aux exploitations agricoles se répartissent en six catégories : gestion ; traçabilité ; revenus et responsabilité partagée ; agriculture ; aspects sociaux ; environnement.

La certification Fairtrade²¹³ se concentre principalement sur les questions sociales, avec pour objectif d'offrir des prix équitables aux agriculteurs. Comme pour Rainforest Alliance, son champ d'action s'est également élargi, avec le renforcement des critères environnementaux et sociaux. La dernière révision des normes pour le cacao date de 2022. Les critères de la norme portent sur les systèmes de gestion, les droits de l'homme et la diligence raisonnable en matière d'environnement, les conditions de travail, la protection des enfants et le développement social, la prévention de la déforestation et le développement de l'environnement, ainsi que le revenu de subsistance. Outre une prime (également versée dans le cadre de la norme Rainforest Alliance), le commerce équitable exige des acheteurs qu'ils versent un prix minimum aux producteurs.

Plus récemment, le concept de **cacao intelligent sur le plan climatique** est apparu comme une réponse à la nécessité pour le secteur de relever les défis du changement climatique.²¹⁴ La mise en

²¹¹ Brack, D. (2023) Durabilité et normes dans les chaînes de valeur de l'agriculture mondiale : La norme africaine pour un cacao durable. Un document pour GISCO. 16 février 2023.

²¹² <https://www.rainforest-alliance.org/commodity/cocoa/>

²¹³ <https://www.fairtrade.net/standard/announcements>

²¹⁴ <https://climatesmartcocoa.guide/>

œuvre de ces pratiques vise donc à améliorer la productivité et à soutenir l'adaptation au changement climatique et son atténuation. La certification n'est pas prévue, mais des conseils ont été élaborés par Rainforest Alliance et la WCF, et l'adoption de cette approche agricole est soutenue par diverses initiatives internationales, y compris la WCF et dans le cadre de la stratégie REDD du Ghana.²¹⁵

La norme ISO 34101 pour le cacao²¹⁶ durable a été élaborée afin de normaliser les définitions et les approches dans le secteur. Finalisée et publiée en 2019, elle est la première norme de durabilité pour un produit agricole adoptée par l'ISO. Il n'a pas encore été adopté par des entreprises ou des gouvernements, mais il a contribué à l'élaboration de la norme régionale africaine pour le cacao.

La norme régionale africaine sur le cacao durable (ARS 1000)²¹⁷ a été élaborée en partie en réponse aux préoccupations des gouvernements du Ghana et de la Côte d'Ivoire, qui estimaient que la norme ISO sur le cacao serait trop contraignante pour les agriculteurs. Il reprend un grand nombre de ses éléments, mais met davantage l'accent sur le développement des agriculteurs. Ainsi, il est noté que les agriculteurs sont un "mécanisme clé de mise en œuvre d'une économie cacaoyère durable", et ses objectifs déclarés sont de "donner aux cultivateurs de cacao les moyens de faire des choix éclairés sur les impacts économiques, sociaux et environnementaux des activités et des investissements prévus dans leurs exploitations".

Les normes couvrent : la promotion, la structuration et le soutien efficace des agriculteurs et des organisations d'agriculteurs ; l'amélioration des revenus des agriculteurs et la résilience de leurs moyens de subsistance ; la qualité du cacao ; la traçabilité de l'exploitation à l'exportation ; la lutte contre les pires formes de travail des enfants ; et la lutte contre la déforestation et le changement climatique.

La norme doit devenir obligatoire au Ghana et en Côte d'Ivoire, et des guides de mise en œuvre sont en cours d'élaboration pour chaque pays. Il reste à clarifier si la norme ARS reconnaîtra les systèmes de certification volontaires existants, ce qui permettrait d'éviter la duplication des efforts.²¹⁸

Changements d'approche et domaines d'alignement et de divergence

Au cours des deux dernières décennies, on a assisté à un élargissement de la portée des questions qui ont été prises en compte et classées par ordre de priorité dans le cadre de la "durabilité" par les parties prenantes du secteur cacaoyer. Cela a permis d'améliorer l'alignement entre les initiatives. Ces changements reflètent la reconnaissance croissante de la nature interdépendante des différents aspects de la durabilité - économique, sociale et environnementale.

Cela a été constaté au niveau international, par exemple, avec l'intégration des normes de vie et de travail dans la définition d'une économie cacaoyère durable dans l'accord international sur le cacao.²¹⁹ De même, comme indiqué plus haut, les deux principales normes de certification volontaire, Fairtrade et Rainforest Alliance, ont convergé et ont toutes deux élargi le champ d'application de leurs normes.

²¹⁵ Ghana Cocoa Forest REDD+ Programme (GCFRP) FCPF Proposal, 2017.

https://reddsis.fcghana.org/admin/controller/publications/Emission%20Reduction%20Program%20Document_GCFRP.pdf

²¹⁶ <https://www.cacaoforest.org/en/news/iso-34101-an-international-standard-for-sustainable-cocoa> et

<https://www.iso.org/news/ref2387.html>

²¹⁷ https://members.wto.org/crnattachments/2020/TBT/KEN/20_6055_00_e.pdf

²¹⁸ Brack, D. (2023)

²¹⁹ Mithöfer, D. et al. (2017)

Toutefois, des différences subsistent quant à la priorité accordée à certaines questions. Ainsi, au sein de l'ICCO, l'accent est resté mis sur les questions économiques et sociales, tout comme au sein de l'Alliance Ghana-Côte d'Ivoire. En revanche, la FCI et l'UE accordent une priorité beaucoup plus grande aux questions environnementales et, en particulier, à la disparition des forêts.

Des priorités partagées

Un examen des objectifs de haut niveau des initiatives et des systèmes de certification inclus dans cette étude montre que trois questions de durabilité sont le plus souvent prioritaires :

- Moyens de subsistance — il s'agit principalement de réduire la pauvreté des agriculteurs et de se concentrer sur les revenus des agriculteurs et les prix du cacao ;
- Droits des travailleurs — principalement axés sur la lutte contre le travail des enfants, mais aussi sur d'autres questions, notamment d'autres types de travail forcé et de discrimination, y compris à l'égard des femmes ;
- Écosystèmes - principalement axés sur la réduction de la déforestation, bien que la restauration des forêts et des écosystèmes soit également une priorité commune, parfois liée à la question de la résilience climatique. (voir tableau 1)

En ce qui concerne les aspects "politiques" de la durabilité, la transparence (des données et des informations, à la fois au sein des chaînes d'approvisionnement et de manière plus générale pour le secteur) est la question la plus souvent identifiée comme une priorité. La légalité (à la fois l'application et le respect de la loi) est moins souvent considérée comme une priorité. Par exemple, la FCI ne prend en compte la légalité qu'en ce qui concerne les zones protégées, tandis que la norme ARS ne se réfère à la légalité qu'en ce qui concerne les "droits de propriété sur les terres, le cas échéant".²²⁰

Si l'on considère les types d'actions et d'interventions qui sont prioritaires dans le cadre des différentes initiatives et des différents programmes, la plus grande attention est accordée à l'amélioration des pratiques agricoles ainsi qu'au renforcement des capacités des agriculteurs et des communautés rurales. L'amélioration de la transparence des données et l'établissement de la traçabilité des chaînes d'approvisionnement constituent également une priorité commune, en tant que moyen d'atteindre les objectifs de durabilité environnementale, sociale et économique.

De nombreuses initiatives de "durabilité" ont en commun de mettre l'accent sur la productivité et sur le maintien, voire l'augmentation, de l'offre. En effet, il a été suggéré que les initiatives du secteur privé en matière de durabilité visent principalement à sécuriser les approvisionnements en cacao.²²¹ De même, de nombreuses initiatives gouvernementales et internationales partent du principe qu'une croissance continue du secteur est nécessaire pour assurer sa viabilité économique ; leurs objectifs comprennent donc l'expansion continue de la production et de la consommation, tant au niveau national qu'au niveau mondial. Cela revient à négliger la question de savoir quel niveau de production et de consommation de cacao pourrait être durable, c'est-à-dire comment équilibrer les besoins en matière de production alimentaire, de production de matières premières et de protection des écosystèmes, tant au niveau national qu'au niveau mondial.

L'une des questions qui fait l'objet d'une plus grande attention est celle de l'inclusion, tant en ce qui concerne les processus que les résultats. Par exemple, des approches plus inclusives ont été

²²⁰ Para. 4.2.3.2

²²¹ EFI EU Redd Facility (2021) Initiatives de durabilité dans les chaînes d'approvisionnement du cacao ivoirien et ghanéen : analyse comparative. <https://efi.int/sites/default/files/files/flegtredd/Cocoa%20sustainability%20report.pdf> ; Krauss, J.E. & S. Barrientos (2021) Le commerce équitable et au-delà : Shifting dynamics in cocoa sustainability production networks (dynamiques changeantes dans les réseaux de production durable de cacao). *Geoforum* 120 : 186-197, <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2021.02.002>

adoptées pour l'élaboration et la révision des normes de certification, ainsi que dans les processus de conception des plans d'action et des stratégies des initiatives multilatérales. L'inclusion et la participation ont également reçu une plus grande priorité en tant qu'objectif des interventions. Par exemple, un certain nombre d'initiatives visent à établir des coopératives agricoles et des institutions communautaires plus inclusives et plus équitables, et une plus grande attention a été accordée à l'autonomisation des agriculteurs et des coopératives agricoles dans les normes de certification.²²²

Lacunes

Plusieurs questions ont également fait l'objet d'une attention relativement limitée. Il s'agit notamment de la question des produits agrochimiques et de la pollution, ainsi que des aspects culturels. En outre, alors que la transparence est une priorité, d'autres aspects de la gouvernance reçoivent beaucoup moins d'attention, tels que la gouvernance de l'utilisation des terres, le respect et l'application de la législation.

²²² Mithöfer, D. et al. (2017)

	ENVIRONNEMENT	SOCIAL	ÉCONOMIQUE	POLITIQUE
QUESTIONS LES PLUS SOUVENT PRIORITAIRES	Protection et gestion des écosystèmes (perte et dégradation des forêts) Restauration	Conditions de travail et droits (travail des enfants et travail forcé) Droits sur la terre et les ressources	Moyens de subsistance (revenus) Prix et primes Investissement	Transparence
QUESTIONS ÉGALEMENT PRIORITAIRES	Résilience climatique et atténuation des effets du changement climatique Protection de la biodiversité Conservation des sols Gestion de l'eau Déchets et produits chimiques	Équité et discrimination (genre) Institutions communautaires et infrastructures sociales Sécurité alimentaire		Conformité juridique et application de la loi Cadre juridique et politique Participation et inclusion Gestion financière Recherche et formation
LES QUESTIONS NON PRIORITAIRES		Communautés - partage des bénéfices Culture	Impôts	Cadre institutionnel

Tableau 1 : Fréquence des questions citées comme objectifs prioritaires dans les initiatives de durabilité du cacao

Légende : Questions les plus souvent prioritaires - celles qui sont citées plus de 5 fois ; Questions également prioritaires - celles qui sont citées entre 1 et 5 fois ;

	ENVIRONNEMENT	SOCIAL	ÉCONOMIQUE	POLITIQUE
ACTIONS LES PLUS SOUVENT PRIORITAIRES	Pratiques agricoles - y compris l'agroforesterie, la production et l'intensification intelligentes sur le plan climatique Surveillance des forêts et de l'utilisation des sols	Développement de systèmes de traçabilité et de contrôle Renforcement des capacités communautaires	Développement agricole et renforcement des capacités des agriculteurs Prix du cacao – améliorer la transparence Augmentation de la transformation locale Promouvoir la consommation de cacao Améliorer l'accès au marché / la compétitivité	Amélioration des données et informations sectorielles – qualité et disponibilité Traçabilité des chaînes d'approvisionnement
ACTIONS ÉGALEMENT PRIORITAIRES	Restauration et entretien des zones protégées Aménagement du territoire	Garantir le régime foncier Améliorer l'accès à la protection sociale	Accès au crédit et à l'assurance Moyens de subsistance alternatifs Prix du cacao – mise en œuvre de critères de référence, gestion de l'offre, renforcement des cadres institutionnels et juridiques	Réformes juridiques Application de la loi Dialogue politique – collaboration internationale et engagement multipartite Suivi des impacts

Tableau 2 : Fréquence des actions citées comme domaines d'intervention prioritaires dans les initiatives de durabilité du cacao

Légende : Actions les plus souvent prioritaires – celles qui sont citées plus de cinq fois ; Actions également prioritaires – celles qui sont citées entre 1 et 5 fois.

Analyse documentaire : résumé des données relatives au niveau de mise en œuvre et à l'impact

Impact : preuves de la réalisation de leurs objectifs sociaux, environnementaux et économiques

Les données disponibles pour les trois questions "prioritaires" — pauvreté des agriculteurs, travail des enfants et déforestation — sont examinées ici. L'image générale qui se dégage est celle d'un progrès au coup par coup. Il est fait état d'impacts positifs au niveau de projets et d'activités particuliers sur ces différents aspects de la durabilité. Cependant, celles-ci sont restées limitées et le secteur est loin d'être durable et n'est pas encore sur une trajectoire permettant d'atteindre les différents objectifs fixés.

En ce qui concerne la pauvreté, bien que certaines améliorations aient été constatées, une proportion importante de petits exploitants agricoles et leurs familles en Côte d'Ivoire et au Ghana continuent de vivre en dessous du seuil de pauvreté.²²³

Les efforts de lutte contre la pauvreté se sont principalement concentrés sur l'amélioration de la productivité agricole et sur l'augmentation des prix. En ce qui concerne la première, si la productivité a été augmentée grâce à des changements dans les pratiques agricoles (y compris par l'augmentation des intrants, de nouvelles variétés de cacao, l'irrigation, etc.), leur adoption est restée limitée.²²⁴

En ce qui concerne les prix, le paiement des primes à la certification s'est heurté à de multiples difficultés, notamment le non-paiement des primes en raison d'un manque de demande et l'impossibilité de les distribuer aux agriculteurs. En outre, la majorité des agriculteurs ne sont pas certifiés. Les efforts des gouvernements du Ghana et de la Côte d'Ivoire pour améliorer les prix pour les agriculteurs ont également eu un succès limité. En 2019, ils ont introduit la LID, mais celle-ci n'a pas réussi à augmenter le revenu des agriculteurs, principalement parce que les avantages ont été annulés par une réduction du prix global du cacao.²²⁵

Il y a aussi le fait que pour de nombreux agriculteurs, comme ceux qui possèdent les plus petites parcelles, le cacao ne sera pas en mesure de leur fournir un revenu vital, même avec une augmentation de la productivité et des prix. Pour ces agriculteurs, le changement de moyens de subsistance peut être la meilleure option, un domaine sur lequel il est nécessaire de se concentrer davantage.²²⁶

²²³ Waarts, Y. et al. (2019) Un revenu de subsistance pour les petits exploitants de produits de base, les forêts protégées et la biodiversité : comment les secteurs privé et public peuvent-ils contribuer ? Wageningen Economic Research | Livre blanc sur la production durable de produits de base. <https://edepot.wur.nl/507120> ; Cocoa Barometer, 2022, <https://cocoabarometer.org/en/> ;

²²⁴ Wessel, M. & P.M. Foluke Quist-Wessel (2015) Cocoa production in West Africa, a review and analysis of recent developments. *Journal des sciences de la vie de Wageningen Volumes 74-75*, décembre 2015, pages 1-7, <https://doi.org/10.1016/j.njas.2015.09.001> ; Van Vliet et al. (2021) A Living Income for Cocoa Producers in Côte d'Ivoire and Ghana ? *Frontiers in Sustainable Food Systems*, Volume 5 - 2021, <https://doi.org/10.3389/fsufs.2021.732831> ; Sanial, E. et al. (2020) L'agroforesterie dans le secteur du cacao, un besoin d'approches collaboratives ambitieuses en matière de paysage. *Baromètre du cacao*. https://voicenetwork.cc/wp-content/uploads/2020/08/Consultation-Barometer_paper-2020_final-PDF.pdf

²²⁵ Odijie, M. (2021) Pourquoi les efforts de la Côte d'Ivoire et du Ghana pour aider les producteurs de cacao n'ont pas fonctionné. *La conversation*. 29 juin 2021. <https://theconversation.com/why-efforts-by-cote-divoire-and-ghana-to-help-cocoa-farmers-havent-worked-162845> ; Adams & Carodenuto (2023) Perspectives des parties prenantes sur le différentiel de revenu vital du cacao et les compromis en matière de durabilité au Ghana, *World Development* 165 (2023) 106201. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2023.106201> ; EFI EU Redd Facility (2021) ;

²²⁶ Van Vliet et al. (2021) ; Waarts, Y. et al. (2019) ; Wessel, M. & P.M. Foluke Quist-Wessel (2015) ;

Des questions plus générales ont également été soulevées quant à la mesure dans laquelle l'augmentation du revenu agricole peut réduire la pauvreté. Sa capacité à le faire dépend d'un certain nombre d'autres facteurs, et le simple fait de viser une augmentation des revenus peut en fait marginaliser davantage les plus pauvres et les moins puissants.²²⁷ Le revenu n'est qu'un aspect de la pauvreté, et la nécessité de cibler d'autres aspects en parallèle a été soulignée - par exemple, la santé, l'éducation et l'électricité.²²⁸

De même, certains éléments indiquent que les efforts déployés pour lutter contre le travail des enfants ont eu un impact positif au niveau d'interventions spécifiques. Par exemple, l'ICI a fait état d'une réduction sensible du travail des enfants dans les communautés où elle a travaillé. Cependant, il a également noté que "les systèmes efficaces de protection des enfants soutenus par l'industrie ne couvrent que 10 à 20 % de la chaîne d'approvisionnement du cacao en 2020".²²⁹ Un examen des progrès réalisés dans les secteurs du cacao au Ghana et en Côte d'Ivoire entre 2013/14 et 2018/19 a révélé que si les pires formes de travail des enfants avaient diminué, la prévalence de l'ensemble du travail des enfants était restée au même niveau, et que le nombre absolu d'enfants concernés avait augmenté en raison de l'accroissement du nombre de ménages impliqués dans la production.²³⁰ La nécessité d'interventions à plus grande échelle et plus stratégiques a été soulignée.

En ce qui concerne l'impact du cacao sur les **forêts**, les taux de déforestation dans les régions forestières du Ghana et de la Côte d'Ivoire n'ont pas diminué et l'empiètement de la culture du cacao sur les zones protégées s'est poursuivi.²³¹ Si les efforts déployés pour mettre en place l'agroforesterie ont connu un certain succès, leur impact a été limité, entre autres, par les faibles taux de survie des arbres et les faibles taux d'adoption.²³² Des recherches menées au Pérou n'ont pas permis d'établir un lien entre l'amélioration des moyens de subsistance des agriculteurs et la réduction de la déforestation. Si l'établissement de concessions agroforestières peut améliorer les moyens de subsistance, il a été suggéré que la lutte contre la déforestation nécessiterait des interventions beaucoup plus larges pour s'attaquer aux migrations, aux droits fonciers et à la spéculation.²³³

²²⁷ Adams, M.A. & S. Carodenuto (2023) ;

²²⁸ Hirons, M. et al. (2018) Comprendre la pauvreté dans les systèmes agroforestiers de culture de rente : Evidence from Ghana and Ethiopia. *Économie écologique*, 154, 31-41. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2018.07.021> ; Waarts, Y. et al. (2019) ;

²²⁹ Initiative internationale sur le cacao, stratégie 2021-2026
https://www.cocoainitiative.org/sites/default/files/resources/ICI-2021-2026-Strategy_EN.pdf

²³⁰ Sadhu, S. et al. (2020) NORC Rapport final : Évaluation des progrès dans la réduction du travail des enfants dans la production de cacao dans les zones de culture du cacao de Côte d'Ivoire et du Ghana. NORC à l'Université de Chicago, Chicago, US. [https://www.norc.org/PDFs/Cocoa Report/NORC 2020 Cocoa Report_English.pdf](https://www.norc.org/PDFs/Cocoa%20Report/NORC%202020%20Cocoa%20Report_English.pdf)

²³¹ Kroeger, A. et al. (2017) Eliminating Deforestation from the Cocoa Supply Chain. Un rapport pour le Groupe de la Banque mondiale. <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2017/05/22/cutting-deforestation-out-of-the-cocoa-supply-chain> ; Mighty Earth (2022) Sweet Nothings. Comment l'industrie du chocolat n'a pas honoré ses promesses de mettre fin à la déforestation pour le cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana. <https://www.mightyearth.org/wp-content/uploads/MightyEarthSweetNothingsReportFINAL.pdf>

²³² Baromètre du cacao, 2022 ; Sanial, E. et al. (2020) ; Brako, D.E. et al. (2021) Do voluntary certification standards improve yields and wellbeing ? L'expérience des petits exploitants de palmiers à huile et de cacao au Ghana, *Journal international de la durabilité agricole*, 19:1, 16-39, DOI : [10.1080/14735903.2020.1807893](https://doi.org/10.1080/14735903.2020.1807893)

²³³ Pokorny, B. et al. (2021) Le potentiel des concessions agroforestières pour stabiliser les frontières de la forêt amazonienne : une étude de cas sur la robustesse économique et environnementale des petits producteurs de cacao installés de manière informelle au Pérou. *Politique d'aménagement du territoire* 102, <https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2020.105242>

Difficultés rencontrées pour obtenir un impact

De multiples raisons sont invoquées pour expliquer la lenteur des progrès. L'un des facteurs identifiés dans la littérature est l'ampleur des défis et leur complexité. Cela a conduit à des appels à une augmentation significative des ressources et à une meilleure coordination des efforts. La nécessité d'intensifier les initiatives explique en partie la réaction du secteur privé, qui développe ses propres systèmes de certification, plus rentables, selon lui, que les systèmes vérifiés par une tierce partie.²³⁴ Cela reflète un débat de longue date en matière de durabilité concernant les avantages de ce qui s'est avéré être des approches de certification de niche, menées par la société civile, par rapport à des approches à plus grande échelle, menées par le secteur privé.²³⁵ Si ces dernières peuvent profiter à un plus grand nombre d'agriculteurs, elles risquent d'abaisser les normes.

Un autre facteur identifié dans la littérature comme étant à l'origine de la lenteur des progrès est le manque de cohérence et de coordination entre les initiatives.²³⁶ Bien que ce problème ait été résolu dans une certaine mesure - par exemple, avec la mise en place d'initiatives multipartites et d'approches au niveau juridictionnel - d'autres améliorations sont jugées nécessaires. En particulier, des appels ont été lancés en faveur d'une plus grande reconnaissance des liens entre les différents aspects de la durabilité et des compromis potentiels entre eux. Sans cela, les initiatives risquent de se nuire mutuellement. Par exemple, les efforts visant à améliorer la productivité et les revenus des agriculteurs pourraient entraîner une augmentation de la déforestation ou de la pollution due aux produits agrochimiques, tandis que les initiatives axées sur la déforestation risquent d'avoir un impact négatif sur les moyens de subsistance.²³⁷ Cette critique a été formulée à l'encontre des approches "intelligentes face au climat", par exemple, qui se sont souvent concentrées sur l'intensification de la production et la lutte contre la déforestation, au risque d'accroître la dépendance à l'égard des produits agrochimiques et d'exacerber les inégalités sociales.²³⁸

Un autre facteur identifié comme entravant la réalisation des objectifs est le fait que de nombreuses théories du changement, et leurs hypothèses sous-jacentes, sont trop simplistes. Par exemple, on suppose souvent que l'augmentation du revenu des agriculteurs se traduira par une réduction de la pauvreté. Toutefois, on a constaté que cela dépendait d'autres facteurs, tels que la sécurité d'occupation, l'accès à l'éducation et aux services de santé, ainsi que le contexte social particulier. Ainsi, si l'augmentation du revenu des agriculteurs est reconnue comme essentielle, elle doit être coordonnée avec des mesures plus larges de réduction de la pauvreté.²³⁹

Un manque de transparence concernant l'impact des initiatives a également été mis en évidence. Les initiatives du secteur privé, en particulier, ont été critiquées parce qu'elles rendent souvent compte de leurs activités plutôt que de leurs résultats. Ils ont également tendance à utiliser des

²³⁴ EFI EU Redd Facility (2021)

²³⁵ Krauss, J.E. & S. Barrientos (2021)

²³⁶ Initiative internationale sur le cacao, 2021-26 Strategy ; Stanbury, P., & Webb, T. (2020). Comment assurer une véritable durabilité dans le secteur du cacao ? Gouvernance collaborative du développement. +Innovation Forum.

<https://www.innovationforum.co.uk/articles/how-to-deliver-real-sustainability-in-the-cocoa-sector-collaborative-development-governance> ; EFI EU Redd Facility (2021) ; Parra-Paitan, C. et al. (2023) Des lacunes importantes dans les engagements volontaires en matière de durabilité couvrant le commerce mondial du cacao. *Global Environmental Change* 81, 102696, <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2023.102696>

²³⁷ Adams, M.A. & S. Carodenuto (2023) ; EFI EU Redd Facility (2021) ; Baromètre du cacao, 2022 ; Sadhu, S. et al. (2020) ; Stanbury, P., & Webb, T. (2020) ;

²³⁸ Maguire-Rajpaul, V.A. et al. (2022) La gouvernance du cacao intelligente face au climat risque d'ancrer les anciennes hégémonies en Côte d'Ivoire et au Ghana : une analyse de l'environnementalité multiple. *Geoforum* 130.

<https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2021.09.015> ; Nasser, F., et al. (2020) Cacao intelligent sur le plan climatique au Ghana : Comment le discours sur la modernisation écologique risque d'écarter les petits exploitants de cacao. *Devant. Soutenir. Food Syst.* 4 <https://doi.org/10.3389/fsufs.2020.00073>

²³⁹ Hirons, M. et al. (2018) ; Adams, M.A. & S. Carodenuto (2023) ;

méthodologies différentes pour l'évaluation et l'établissement de rapports, ce qui entrave les efforts visant à tirer des enseignements et à garantir la responsabilité.²⁴⁰

Le contexte plus large de la gouvernance aurait également limité l'impact de nombreuses interventions. Par exemple, les agriculteurs n'ont pas toujours bénéficié des primes de certification en raison de la mauvaise gouvernance des coopératives, exacerbée par un manque de transparence fiscale au niveau gouvernemental.²⁴¹ En outre, au Ghana, les initiatives d'agroforesterie et de reboisement ont été entravées par le cadre politique relatif à la propriété foncière, qui n'incite pas à la plantation et à la protection des arbres.²⁴²

Pour renforcer la gouvernance du secteur, il est essentiel de tenir compte de la dynamique et de la structure du pouvoir dans le secteur. Par exemple, le fait que les pays producteurs n'aient qu'un pouvoir limité pour négocier les prix a sapé les efforts visant à augmenter les prix du cacao, tout comme la marginalisation des agriculteurs. De nombreuses initiatives restent descendantes et les perspectives des agriculteurs, en particulier, font défaut.²⁴³ Par exemple, il a été suggéré que cela sous-tend l'accent mis sur l'augmentation de la productivité des agriculteurs en tant que stratégie de lutte contre la pauvreté ; bien que cette approche corresponde aux priorités du secteur privé, les besoins des agriculteurs peuvent être mieux satisfaits par l'augmentation des prix et la diversification des sources de revenus.²⁴⁴ Les approches descendantes risquent également de saper les innovations et les connaissances locales, qui peuvent être plus efficaces et plus appropriées.²⁴⁵

L'intégration croissante des multinationales dans les pays producteurs a été identifiée comme un risque potentiel pour les efforts visant à responsabiliser les agriculteurs.²⁴⁶ Ainsi, la mise en œuvre d'initiatives de durabilité par le secteur privé risque d'exacerber les asymétries de pouvoir existantes, par exemple en réduisant la capacité des agriculteurs à choisir ce qu'ils cultivent, à qui ils le vendent ou à quel prix.²⁴⁷ Les gouvernements peuvent jouer un rôle dans l'atténuation de ce phénomène, et le COCOBOD, par exemple, a été cité comme jouant un rôle important dans la médiation des relations entre les agriculteurs et les entreprises, par le biais de ses politiques réglementant les contrats d'approvisionnement, la fixation des prix et la fourniture d'intrants.²⁴⁸ Mais les expériences de mise en œuvre de la LID ont illustré les limites de l'influence des gouvernements sur un marché international.²⁴⁹

²⁴⁰ EFI EU Redd Facility (2021) ; Parra-Paitan, C. et al. (2023)

²⁴¹ Baromètre du cacao, 2022 ; EFI EU Redd Facility (2021) ; Ruf, F., et al. (2019) Des certifications inutiles ? Les relations asymétriques entre coopératives, labels et cacaoculteurs en Côte d'Ivoire' Revue Internationale Des Études Du Développement, 240: 31-61. <https://doi.org/10.3917/ried.240.0031>; Adams & Carodenuto (2023); Carimentrand, A. 2020. Cacao: Etat des lieux sur la déforestation et les standards de durabilité. Rapport d'étude du Cirad. Commanditaire: CST Forêts de l'AFD, Abidjan, Côte d'Ivoire. https://publications.cirad.fr/une_notice.php?dk=596409

²⁴² Forêt de cacao du Ghana REDD+ Programme (GCFRP) FCPF Proposal, 2017.

https://reddsis.fcghana.org/admin/controller/publications/Emission%20Reduction%20Program%20Document_GCFRP.pdf

²⁴³ Mithöfer, D. et al. (2017) ; EFI EU Redd Facility (2021) ; Hirons, M. et al. (2018) ;

²⁴⁴ Baromètre du cacao, 2022

²⁴⁵ Maguire-Rajpaul, V.A. et al. (2022)

²⁴⁶ Krauss, J.E. & S. Barrientos (2021) ; Obeng Adomaa, F., et al. (2022) Justice et inclusion : La reconfiguration des relations mondiales et locales dans les initiatives de durabilité dans le secteur du cacao au Ghana. *J Agric Environ Ethics* 35, 22, <https://doi.org/10.1007/s10806-022-09895-2> ; Delabre et al. (2020) Stratégies pour la protection des forêts tropicales et les chaînes d'approvisionnement durables. *Science du développement durable* (2020) 15:1637-1651

<https://doi.org/10.1007/s11625-019-00747-z> ; Maguire-Rajpaul, V.A. et al. (2022) ;

²⁴⁷ Krauss, J.E. & S. Barrientos (2021) ; Obeng Adomaa, F., et al. (2022) ;

²⁴⁸ Obeng Adomaa, F., et al. (2022) ;

²⁴⁹ Odijie, M. (2021) ; Adams & Carodenuto (2023) ; EFI EU Redd Facility (2021) ;

La prédominance des multinationales risque également de continuer à marginaliser les agriculteurs dans la définition de l'ordre du jour, de sorte que leurs priorités et leurs besoins restent ignorés.²⁵⁰ La mise en place et le renforcement de mécanismes communautaires de gestion des terres - comme le prévoit en priorité la stratégie REDD+ du Ghana, par exemple, par le biais de zones de gestion des ressources communautaires - ont été mis en évidence comme un moyen potentiel de contrer la domination des multinationales. En plus de permettre aux populations rurales de mieux s'exprimer dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, ces mécanismes pourraient jouer un rôle dans le suivi et l'application de ces dernières ; des inquiétudes ont été exprimées quant à l'exclusion des populations rurales de la mise en œuvre des systèmes de suivi par satellite, par exemple.²⁵¹

Lacunes et opportunités

L'analyse de la littérature permet d'identifier un certain nombre de questions sur lesquelles il serait utile de se pencher davantage.

- Une meilleure compréhension des interactions entre les différentes interventions et de leur enchaînement contribuerait à garantir que la coordination et l'intégration des initiatives soient aussi efficaces que possible.
- Les dynamiques de pouvoir au sein du secteur ne sont souvent pas pleinement reconnues, pas plus que les différentes priorités des parties prenantes et les conflits d'intérêts potentiels entre elles. Une analyse et une compréhension plus approfondies de ces éléments permettraient de renforcer les interventions et de minimiser le risque de conséquences négatives involontaires.
- La position des agriculteurs dans le secteur reste marginale. L'intensification des efforts visant à renforcer la voix des agriculteurs améliorerait leur capacité à influencer les agendas et les prises de décision.
- Les gouvernements jouent un rôle important de médiateur entre les intérêts des agriculteurs et ceux des grandes entreprises. Les stratégies visant à renforcer ce rôle devraient être étudiées plus avant afin de contribuer à réduire les disparités de pouvoir.
- Les implications de la production et de la consommation de cacao pour la sécurité alimentaire, le développement rural et le changement climatique, aux niveaux national, régional et mondial, sont largement négligées. Il est nécessaire d'approfondir cette question pour élaborer des stratégies d'utilisation des terres équitables et résilientes au niveau national, et pour informer les stratégies mondiales pour le secteur.

²⁵⁰ Cette situation a également été observée au Brésil, par exemple, voir : Delabre et al. (2020) Strategies for tropical forest protection and sustainable supply chains. Sustainability Science (2020) 15:1637-1651 <https://doi.org/10.1007/s11625-019-00747-z> ;

²⁵¹ Maguire-Rajpaul, V.A. et al. (2022) ; Nasser, F. et al. (2020) ;

ANNEXE 3 - HUILE DE PALME

Introduction

Cette annexe passe en revue les perspectives et les approches de la production durable d'huile de palme. Il identifie les domaines d'alignement et de divergence concernant les principes de la production durable.

Il présente également les résultats d'une analyse de la littérature sur les différentes initiatives, normes et systèmes de certification pour l'huile de palme, en résumant les données disponibles sur leur impact et les facteurs qui l'influencent.

Elle prend en compte trois pays producteurs : l'Indonésie, la Colombie et le Nigeria, ce dernier se concentrant sur l'État d'Edo. L'Indonésie est le plus grand producteur d'huile de palme au monde et a été au premier plan des discussions relatives à la durabilité. La Colombie et le Nigeria sont les plus grands producteurs des Amériques et de l'Afrique respectivement, et tous deux ont donné la priorité à la durabilité de la production. Il couvre également les initiatives de l'Inde et de l'UE, qui sont les deux plus grands importateurs d'huile de palme.

L'analyse documentaire accorde une attention particulière à l'Indonésie, pays qui domine la littérature en raison de sa position de premier producteur d'huile de palme. À l'inverse, on a trouvé relativement peu d'informations sur le Nigeria, où l'extension du palmier à huile a été relativement limitée. L'analyse de la littérature sur la Colombie a été limitée par le fait que seuls les documents en langue anglaise ont été pris en compte.

Définitions et approches de la durabilité

Un large éventail d'initiatives a été développé au sein du secteur du cacao afin d'améliorer la durabilité de sa production et du secteur dans son ensemble. Les principales initiatives et la portée de leur engagement sont résumées dans la figure 3 et leurs objectifs de durabilité et priorités d'intervention sont énumérés dans la matrice ci-jointe.

		INSTITUTIONS/INITIATIVES			
		PUBLIQUE	SECTEUR PRIVÉ	SOCIÉTÉ CIVILE	OUTILS
ESPACE (JURIDICTION)	INTERNATIONAL	<ul style="list-style-type: none"> Déclaration de Marrakech CPOPC 	<ul style="list-style-type: none"> Coalition pour une forêt positive (CGF) Groupe de collaboration sur l'huile de palme 		<ul style="list-style-type: none"> RSPO ISPO ISCC
	NATIONAL	<ul style="list-style-type: none"> Plan d'action national (IN) AR PILATEFORME (N) NI-SCOPS (IN) NI-SCOPS (N) SPOS (EN) 	<ul style="list-style-type: none"> FEDEPALMA (CO) Coalition pour l'huile de palme durable en Inde 		<ul style="list-style-type: none"> EUDR [régional] UE RED [régional]

Figure 3 : Initiatives et outils relatifs à la durabilité de l'huile de palme couverts par ce rapport

International

Au **niveau international**, deux initiatives intergouvernementales sont examinées ici. La Déclaration de Marrakech pour le développement durable du secteur du palmier à huile en Afrique, une initiative de l'Alliance des forêts tropicales, a été signée en 2016 par 10 gouvernements africains. Les signataires se sont engagés à mettre en œuvre des plans d'action nationaux pour le "développement durable du secteur du palmier à huile".²⁵² Cela a conduit à la mise en place de l'Initiative pour l'huile de palme en Afrique (APOI), décrite ci-dessous.

Le Conseil des pays producteurs d'huile de palme (CPOPC) a été créé en 2015 par les gouvernements indonésien et malaisien, dans le but de renforcer la coopération et la collaboration entre les pays producteurs d'huile de palme.²⁵³

Nationales

Au niveau national, en **Indonésie**, un plan d'action national a été finalisé en 2018, élaboré par la plateforme pour une huile de palme durable, un processus multipartite dirigé par le gouvernement.²⁵⁴ Le gouvernement a également lancé l'initiative "Strengthening Palm Oil Sustainability" (SPOS) en Indonésie afin d'améliorer le bien-être des petits exploitants d'huile de palme et de mettre un terme à la conversion des forêts naturelles et des tourbières.²⁵⁵ Le gouvernement indonésien collabore également avec le gouvernement néerlandais dans le cadre de l'initiative nationale pour les petits exploitants de palmiers à huile durables et intelligents face au climat (NI-SCOPS) Indonésie, pour laquelle Solidaridad et IDH sont des partenaires de mise en œuvre.²⁵⁶

Au **Nigéria**, le présent rapport se concentre sur l'État d'Edo, qui est partenaire de l'Initiative pour l'huile de palme en Afrique (APOI) depuis 2018. L'APOI a été créée pour soutenir la mise en œuvre de la déclaration de Marrakech, par le biais d'équipes nationales. L'APOI est devenue l'Initiative pour des produits de base durables en Afrique (ASCI) en 2022.²⁵⁷ Dans le cadre de l'Initiative nationale pour les petits exploitants de palmiers à huile durables et intelligents face au climat (NI-SCOPS) au Nigéria, Solidaridad et IDH travaillent à la fois au niveau national et au niveau de l'État pour étendre la mise en œuvre de la culture de palmiers à huile intelligents face au climat parmi les petits exploitants.²⁵⁸

En **Colombie**, le programme d'huile de palme durable a été mis en place par Fedepalma, la Fédération nationale des producteurs de palmiers à huile, qui fournit une feuille de route pour améliorer la durabilité du secteur.²⁵⁹ Le gouvernement a également établi un partenariat avec la Tropical Forest Alliance en 2017, en signant un accord de déforestation zéro pour l'huile de palme et en créant une section nationale de la TFA pour soutenir sa mise en œuvre.²⁶⁰

²⁵² https://www.proforest.net/fileadmin/uploads/proforest/Documents/News/tfa2020_marrakesh_declaration_post-embargoed_april.pdf

²⁵³ <https://cpopc.org/>

²⁵⁴ <https://sekretariat-ranksb.id/rencana-aksi-nasional>

²⁵⁵ <https://sposindonesia.org/>

²⁵⁶ <https://www.idhsustainabletrade.com/publication/ni-scops-indonesia/>

²⁵⁷ <https://www.proforest.net/resources/publications/the-africa-sustainable-commodities-initiative/>

²⁵⁸ <https://www.idhsustainabletrade.com/publication/ni-scops-nigeria/>

²⁵⁹ <https://web.fedepalma.org/international/colombias-sustainable-palm-oil-program/>

²⁶⁰ <https://ggi.org/press-release/colombia-launches-national-alliance-for-deforestation-free-value-chains/>

En **Inde**, la Sustainable Palm Oil Coalition for India (I-SPOC) est une ONG et une initiative du secteur privé. Créée en 2018, elle œuvre à la promotion de la demande d'huile de palme durable et de ses dérivés en Inde.²⁶¹

Secteur privé

Deux **initiatives menées** par le secteur privé sont examinées ici. Tout d'abord, au sein du Forum des biens de consommation, un certain nombre de coalitions de ses membres ont été créées pour traiter les questions prioritaires. Il s'agit notamment de la Forest Positive Coalition, qui s'efforce d'accélérer les efforts visant à mettre un terme à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les chaînes d'approvisionnement²⁶², et de la Human Rights Coalition, qui s'attache à mettre un terme au travail forcé.²⁶³ La deuxième initiative du secteur privé est le groupe de collaboration sur l'huile de palme (POCG). Il réunit des entreprises afin d'accélérer la mise en œuvre des engagements "Pas de déforestation, pas d'expansion de la tourbe, pas d'exploitation" (NDPE).²⁶⁴

Outils politiques

Parmi les outils potentiels de promotion de l'huile de palme durable, **la certification** a été au premier plan des efforts déployés dans le secteur. Les systèmes inclus dans ce rapport sont la table ronde pour une huile de palme responsable (RSPO), l'huile de palme durable d'Indonésie (ISPO) et la certification internationale de durabilité et de carbone (ISCC). La RSPO est une norme volontaire établie en 2004. Il est révisé tous les cinq ans, la dernière révision devant être achevée en 2023.²⁶⁵ L'ISPO est une norme gouvernementale basée sur la réglementation indonésienne, qui deviendra obligatoire pour tous les producteurs en 2025. Créée en 2011, l'ISPO a été mise à jour en 2020. Le système de certification internationale de la durabilité et du carbone (ISCC) a été mis en place en 2006. Il n'est pas spécifique à l'huile de palme mais couvre divers types de biomasse agricole et forestière. Il est reconnu au sein de l'UE comme fournissant une certification de durabilité dans le cadre de sa directive sur les énergies renouvelables.²⁶⁶

Un certain nombre de pays disposent de **réglementations de marché** applicables à l'huile de palme. Ce rapport prend en compte la directive européenne sur les énergies renouvelables et le règlement européen sur les chaînes d'approvisionnement sans déforestation (EUDR). La directive sur les énergies renouvelables (RED), modifiée en 2018, encourage l'utilisation d'énergie provenant de sources renouvelables et fixe des limites à l'utilisation des biocarburants qui risquent fortement de provoquer un changement d'affectation des terres, notamment l'huile de palme.²⁶⁷ Le règlement EUDR, qui entrera en vigueur en 2023, s'applique à l'huile de palme et à six autres produits de base et interdit leur mise sur le marché si leur production a entraîné la déforestation ou la dégradation des forêts ou n'a pas été conforme à la loi.²⁶⁸

Changements d'approche, domaines d'alignement et de divergence

À l'instar du secteur agricole en général, de nombreuses initiatives en faveur de la durabilité du palmier ont élargi leur approche. Cela reflète en partie une reconnaissance accrue de la nature interdépendante des problèmes et de la nécessité d'actions coordonnées et collaboratives entre les

²⁶¹ <https://www.indiaspoc.org/>

²⁶² <https://www.theconsumergoodsforum.com/environmental-sustainability/forest-positive/key-projects/coalition-wide-actions/>

²⁶³ <https://www.theconsumergoodsforum.com/social-sustainability/human-rights-ending-forced-labour/>

²⁶⁴ <https://palmoilcollaborationgroup.net/>

²⁶⁵ <https://rspo.org/>

²⁶⁶ <https://www.iscc-system.org/>

²⁶⁷ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A32023R1115>

²⁶⁸ https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2023-0109_EN.html

parties prenantes. C'est ce qui ressort par exemple de la théorie du changement 2018 de la RSPO, qui a identifié son approche juridictionnelle comme un élément clé de sa stratégie visant à accroître la production d'huile de palme durable. De même, l'adoption de la "stratégie positive pour les forêts" du CGF a entraîné un changement d'orientation : au lieu de se concentrer sur les chaînes d'approvisionnement individuelles, on a adopté une approche axée sur les entreprises et les paysages. En outre, l'initiative africaine sur l'huile de palme (APOI) a élargi son champ d'action pour englober plusieurs produits de base, devenant ainsi l'initiative africaine sur les produits de base durables (ASCI).

Cet élargissement s'est également traduit par une prise de conscience et une reconnaissance accrues de certains aspects sociaux de la durabilité. L'accent a notamment été mis sur les droits des travailleurs, ainsi que sur la reconnaissance des droits des communautés autochtones et locales. Par exemple, des dispositions sur les droits des communautés autochtones et locales ont été ajoutées dans la dernière version de la feuille de route de la Forest Positive Coalition, tandis que dans l'État d'Edo, le CLIP a été identifié comme un domaine prioritaire pour l'engagement et la réforme politique, et en Indonésie, des dispositions sur le CLIP ont été ajoutées dans la dernière révision des normes de l'ISPO. Cette évolution a également permis d'accorder une attention accrue à la question des prix et des revenus. Par exemple, la RSPO a introduit des exigences plus rigoureuses en matière de salaires décentes lors de sa révision de 2018 et a approuvé une nouvelle stratégie sur cette question en 2023.²⁶⁹

Des priorités partagées

En comparant les principaux objectifs et domaines prioritaires des initiatives (voir tableaux 3 et 4), les questions les plus souvent prioritaires pour les trois piliers du développement durable sont les suivantes :

- Environnement : l'impact de la culture du pétrole sur les forêts et les tourbières et, par conséquent, l'atténuation des effets du changement climatique ;
- Social : droits à la terre et aux ressources et droits des travailleurs ;
- Économie : moyens de subsistance, principalement en ce qui concerne les petits exploitants, mais aussi en ce qui concerne les possibilités d'emploi.

Elles peuvent être considérées comme reflétant deux récits : l'un axé sur le rôle du secteur dans la création d'emplois et le soutien aux moyens de subsistance ; l'autre axé sur l'impact de la culture du palmier à huile sur les forêts et les tourbières, et sur les conséquences de ce phénomène pour les communautés rurales et les populations autochtones, ainsi que pour la biodiversité et le changement climatique.

Ainsi, sur la base du premier récit, un certain nombre d'initiatives visent à accroître la production et la demande d'huile de palme, afin de créer des emplois, une source de revenus pour les petits exploitants et des recettes publiques. Par exemple, les gouvernements de l'État d'Edo au Nigeria, de l'Indonésie et de la Colombie en font une priorité. En revanche, l'UE a légiféré dans le but de réduire la demande européenne d'huile de palme, dont la production est liée à la déforestation.

Ces récits ont souvent été, et continuent d'être, perçus comme étant en conflit. Toutefois, il existe des points d'alignement entre ces deux récits en ce qui concerne les domaines d'intervention prioritaires. Ainsi, l'amélioration des pratiques agricoles en vue d'accroître les rendements a été privilégiée à la fois pour améliorer les résultats économiques et pour réduire la pression sur les forêts. Il s'agit en effet d'une approche privilégiée par le secteur privé, dont les intérêts recourent ces deux récits. Elles sont donc soucieuses non seulement d'assurer leur approvisionnement futur en

²⁶⁹ <https://rspo.org/a-living-wage-rspos-strategic-direction/>

huile de palme, mais aussi de se conformer aux exigences du marché en excluant la déforestation de leurs chaînes d'approvisionnement.

Le soutien à l'intégration des petits exploitants est un autre domaine d'intervention où il semble y avoir un certain alignement, mais qui a souvent des significations très différentes pour les uns et les autres. Ainsi, pour certains, l'inclusion implique de permettre la participation aux chaînes d'approvisionnement, tandis que pour d'autres, elle implique de permettre la participation à la prise de décision et à l'élaboration des politiques.

Les droits des travailleurs sont une question sur laquelle il y a également un certain alignement. Il s'agit d'une priorité largement (voire universellement) reconnue, qui n'entre pas en conflit avec d'autres questions de durabilité. Les droits des travailleurs sont principalement considérés sous l'angle des conditions de travail, y compris les salaires et les dispositions contractuelles.

L'alignement peut également être trouvé avec certains des aspects politiques de la durabilité, reflétant leur nature transversale. Ainsi, la nécessité d'améliorer la transparence ainsi que l'application et le respect de la loi dans le secteur est largement reconnue. L'amélioration de la disponibilité des données et de l'accès à celles-ci est une priorité dans le cadre des efforts visant à soutenir les petits exploitants, à encourager les investissements et à éliminer la déforestation des chaînes d'approvisionnement.

Lacunes

Si la portée de nombreuses initiatives s'est élargie, un certain nombre d'aspects de la durabilité ne reçoivent aucune attention, ou une attention relativement faible.

En ce qui concerne les questions environnementales, la pollution par les produits agrochimiques fait l'objet de relativement peu d'attention, bien qu'elle fasse partie intégrante des pratiques agricoles et que les interventions dans ce domaine l'englobent dans une certaine mesure. Le domaine de la résilience et de l'adaptation au climat n'est pas non plus fréquemment mentionné, malgré les preuves de plus en plus nombreuses de la vulnérabilité du secteur aux effets du changement climatique.²⁷⁰

Dans le pilier social, alors que le bien-être et les droits des communautés sont de plus en plus mis en avant, aucune mention spécifique n'est faite des questions culturelles. Par ailleurs, la diversité des moyens de subsistance est relativement peu mentionnée.

En outre, les prix et la répartition de la valeur tout au long de la chaîne d'approvisionnement ne reçoivent que peu d'attention, bien que les discussions sur le revenu de subsistance aient pris de l'importance ces dernières années. L'augmentation des rendements est généralement le principal moyen d'améliorer le revenu des agriculteurs, plutôt qu'une éventuelle réforme des mécanismes de fixation des prix et des contrôles.²⁷¹ Il est également peu question du respect et de l'application du régime fiscal, ni des régimes de partage des bénéfices pour le secteur.

²⁷⁰ Murphy, D. J., et al. (2021) Le palmier à huile dans les années 2020 et au-delà : Défis et solutions. CABI Agriculture et biosciences, 39, Article 2. <https://cabiagbio.biomedcentral.com/articles/10.1186/s43170-021-00058-3> ; Voora, V. et al. (2023) Prix de l'huile de palme et durabilité. Rapport sur le marché mondial, IISD & SSI. <https://www.iisd.org/system/files/2023-06/2023-global-market-report-palm-oil.pdf>

²⁷¹ Solidaridad (2022) Baromètre de l'huile de palme. https://www.solidaridadnetwork.org/wp-content/uploads/2022/09/Palm-Oil-Barometer-2022_solidaridad.pdf ; Voora, V. et al. (2023)

	ENVIRONNEMENT	SOCIAL	ÉCONOMIQUE	POLITIQUE
QUESTIONS LES PLUS SOUVENT PRIORITAIRES	Protection et gestion des écosystèmes (déforestation ; protection des tourbières ; écosystèmes à haut stock de carbone) Atténuation des changements climatiques Protection de la biodiversité (et des écosystèmes à haute valeur de conservation)	Conditions de travail et droits Droits sur les terres et les ressources (IPLC)	Moyens de subsistance (petits exploitants) Investissement	Transparence Conformité juridique et application de la loi
QUESTIONS ÉGALEMENT PRIORITAIRES	Restauration Résilience climatique Gestion de l'eau Conservation des sols Déchets et produits chimiques	Égalité et discrimination Communautés - partage des bénéfices ; institutions ; infrastructures sociales Sécurité alimentaire	Prix et primes	Participation à l'élaboration des politiques Recherche et formation Cadre institutionnel Cadre juridique et politique
LES QUESTIONS NE SONT PAS PRIORITAIRES		Culture	Impôts	Gestion financière

Tableau 3 : Fréquence des questions citées comme objectifs prioritaires dans les initiatives de durabilité de l'huile de palme

Légende : Questions les plus souvent prioritaires – celles qui sont citées plus de 5 fois ; Questions également prioritaires – celles qui sont citées entre 1 et 5 fois ;

	ENVIRONNEMENT	SOCIAL	ÉCONOMIQUE	POLITIQUE
ACTIONS LES PLUS SOUVENT PRIORITAIRES	<ul style="list-style-type: none"> Protection des forêts et des écosystèmes Amélioration des pratiques agricoles (y compris la production intelligente du point de vue climatique) Aménagement et gestion du territoire 	<ul style="list-style-type: none"> Diligence raisonnable pour les risques liés aux droits de l'homme 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation de la productivité/des rendements Promouvoir la certification 	<ul style="list-style-type: none"> Suivi des impacts (y compris par satellite) Traçabilité et transparence des chaînes d'approvisionnement Engagement des parties prenantes Investir dans la recherche et l'innovation
ACTIONS ÉGALEMENT PRIORITAIRES	<ul style="list-style-type: none"> Réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les opérations Promouvoir l'huile de palme comme énergie renouvelable Restauration des forêts / écosystèmes Utilisation efficace des ressources naturelles (y compris l'eau) Prévention et gestion des incendies Lutte intégrée contre les ravageurs Gestion des sols Prévention et réduction de la pollution Contrôle Respect de la législation environnementale Diligence raisonnable en matière de risques environnementaux 	<ul style="list-style-type: none"> Mesures de traitement des litiges / remédiation Clarification / légalisation du régime foncier Autonomisation des groupes locaux et autochtones Formation des travailleurs Égalité / inclusion des personnes marginalisées (y compris les femmes) Réforme juridique (de la réglementation du travail) 	<ul style="list-style-type: none"> Formation/vulgarisation pour les petits exploitants Inclusion des petits exploitants dans les systèmes de production et les chaînes d'approvisionnement Promouvoir / permettre l'investissement Amélioration des pratiques agricoles Promouvoir l'huile de palme Développement de nouvelles technologies Utilisation / développement des sous-produits 	<ul style="list-style-type: none"> Conformité juridique / application de la loi Réforme juridique Réforme / renforcement des institutions Meilleur accès à l'information politique Collaboration et coordination internationales

Tableau 4 : Fréquence des actions citées comme domaines d'intervention prioritaires dans les initiatives en faveur de la durabilité de l'huile de palme
Légende : Actions les plus souvent prioritaires – celles qui sont citées plus de cinq fois ; Actions également prioritaires – celles qui sont citées entre 1 et 5 fois.

Analyse documentaire : résumé des données relatives au niveau de mise en œuvre et à l'impact

Impact : preuves de la réalisation de leurs objectifs sociaux, environnementaux et économiques

Les données disponibles sur trois questions sont examinées ici : les moyens de subsistance des petits exploitants et des communautés rurales, l'impact sur les forêts et les écosystèmes, et les droits des travailleurs. La plupart des données proviennent de l'Indonésie, qui est le plus grand producteur d'huile de palme. L'impact des initiatives spécifiques n'est pas évalué ici. Cela nécessiterait une étude plus approfondie et serait difficile à réaliser compte tenu des multiples interactions entre les initiatives.

L'impact de la culture du palmier à huile sur **les moyens de subsistance des petits exploitants et des communautés** rurales s'est avéré très variable, en fonction du type de modèle de production et du contexte socio-économique et de gouvernance.²⁷² Cette variation peut exister à un niveau très local, car dans de nombreux paysages, il existe un ensemble de développements de palmiers à huile, dans lesquels les petits exploitants et les communautés sont engagés de diverses manières. Par conséquent, ses effets peuvent être spécifiques à des individus ou à des groupes particuliers.

S'il est largement admis que l'adoption du palmier à huile a amélioré les revenus de nombreux petits exploitants et contribué à réduire la pauvreté, cela s'est parfois fait au détriment de l'équité sociale, les agriculteurs et les propriétaires terriens les plus riches en bénéficiant le plus.²⁷³ En outre, lorsque les petits exploitants sont devenus très dépendants du palmier à huile, cela a parfois réduit la résilience économique en raison de la volatilité des prix de cette culture,²⁷⁴ bien qu'une autre étude ait fait état d'une réduction du risque économique.²⁷⁵

L'impact économique de la culture du palmier à huile sur les communautés varie en fonction de leur degré d'engagement dans l'agriculture commerciale. Ainsi, des recherches menées en Indonésie ont montré que dans les communautés ayant des liens établis avec les marchés, la culture du palmier à

²⁷² Dharmawan, A.H., et al. (2020) Dynamique de l'économie rurale : Compréhension socio-économique de l'expansion des palmiers à huile et des changements de paysage dans le Kalimantan oriental, Indonésie. *Land* 9(7), 213 ; <https://doi.org/10.3390/land9070213> ; Aubert, P. et al. (2017) Mise en œuvre et efficacité des initiatives de durabilité dans le secteur de l'huile de palme : un examen. Étude de l'IDDRI, n° 11/17, octobre 2017.

https://www.iddri.org/sites/default/files/import/publications/st1117_pma-et-al._oil-palm-southeast-asia.pdf ; Mehraban, N., et al. (2021) Culture du palmier à huile, bien-être des ménages et exposition au risque économique dans le secteur des petites exploitations agricoles indonésiennes. *Journal of Agricultural Economics* 72(3), 901-915. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1477-9552.12433>

²⁷³ Ayompe, L.M. et al. (2020) Vers une production durable d'huile de palme : Les impacts positifs et négatifs sur les services écosystémiques et le bien-être humain. *Journal of Cleaner Production*, Vol. 278.

<https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2020.123914> ; Castellanos-Navarette, A. et al. (2021) L'impact du palmier à huile sur les moyens de subsistance ruraux et les paysages forestiers tropicaux en Amérique latine. *Journal d'études rurales* 81 : 294-304. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2020.10.047> ; Jezeer, R. et al. (2019) Améliorer l'intégration des petits exploitants dans la production d'huile de palme - une étude globale. *Nouvelles de l'ETFRN*, 59. Tropenbos.

<https://www.tropenbos.org/resources/publications/etfrn-news+59:+exploring+inclusive+palm+oil+production> ; Potter, L. (2020) Le développement des palmiers à huile en Colombie en temps de guerre et de "paix" : Mythes, facilitateurs et réalités disparates du contrôle des terres. *Journal d'études rurales*, 78 : 491-502. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2019.10.035> ;

²⁷⁴ Cadman et al. (2019) Rendre l'huile de palme durable et inclusive : mesures incitatives et dissuasives en Indonésie. *Nouvelles de l'ETFRN*, 59. Tropenbos.

<https://www.tropenbos.org/resources/publications/etfrn-news+59:+exploring+inclusive+palm+oil+production> ;

Slingerland, M. et al. (2019) Améliorer l'inclusion des petits exploitants en intégrant le palmier à huile dans les cultures. *Nouvelles de l'ETFRN*, 59. Tropenbos.

<https://www.tropenbos.org/resources/publications/etfrn-news+59:+exploration+inclusive+palm+oil+production> ;

²⁷⁵ Mehraban, N., et al (2021)

huile avait des effets économiques positifs, mais que c'était l'inverse dans les communautés pratiquant l'agriculture de subsistance.²⁷⁶

La répartition des terres et l'efficacité de la gouvernance foncière sont d'autres facteurs qui influencent l'impact sur les communautés. En Colombie, par exemple, la répartition inégale des terres, associée à une mauvaise gouvernance, a entraîné le déplacement des agriculteurs au profit de grandes plantations de palmiers à huile.²⁷⁷

La recherche a mis en évidence le rôle de la formation et de la sensibilisation des petits exploitants, l'existence de coopératives et d'associations communautaires efficaces, ainsi que les droits légaux sur les terres, qui contribuent à garantir des résultats plus positifs de la culture du palmier à huile.²⁷⁸

Le rôle de la certification dans l'amélioration des résultats n'est pas clair. Si certaines recherches ont montré que la certification était liée à une augmentation des rendements et des revenus,²⁷⁹ dans d'autres cas, les avantages étaient soit incertains, soit mitigés.²⁸⁰ Par exemple, en Colombie, il a été constaté que les petites exploitations certifiées obtenaient des prix plus élevés et payaient des salaires plus élevés, mais qu'elles employaient moins de travailleurs.²⁸¹

En outre, l'adoption de la certification reste faible, en particulier parmi les petits exploitants. En 2021, environ 20 % de la production mondiale avait été certifiée dans le cadre du système RSPO.²⁸² En termes de superficie, en 2021, 4,5 millions d'hectares étaient certifiés RSPO et la même superficie était certifiée ISPO en Indonésie (ce qui équivaut à un peu plus d'un quart des plantations de palmiers à huile du pays),²⁸³ et 1,9 million d'hectares étaient certifiés ISCC.²⁸⁴

L'adoption de la certification est particulièrement faible parmi les petits exploitants, et plus encore parmi les plus petits et les plus démunis d'entre eux. Par exemple, sur les quelque 7 millions de petits exploitants impliqués dans la production de palmiers à huile, 165 000 sont certifiés RSPO.²⁸⁵ Son efficacité en tant qu'outil de lutte contre la pauvreté a donc été limitée.

En ce qui concerne l'impact de la culture du palmier à huile sur **les forêts et la biodiversité**, bien que les gouvernements et le secteur privé aient pris une série d'engagements pour éliminer la déforestation, la production de cette culture continue d'être liée à la perte de forêts et d'autres

²⁷⁶ Santika, T. et al. (2019) L'agriculture de palmiers à huile contribue-t-elle à réduire la pauvreté ? Une évaluation contrefactuelle multidimensionnelle du développement de l'huile de palme en Indonésie. *Développement mondial* 120 : 105-117, <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2019.04.012>

²⁷⁷ Castellanos-Navarette, A. et al. (2021) ; Furumo, P.R. & T.M. Aide (2017) Caractérisation de l'expansion commerciale du palmier à huile en Amérique latine : changement d'utilisation des terres et commerce. *Lettres de recherche sur l'environnement* 12(2), DOI 10.1088/1748-9326/aa5892

²⁷⁸ Ichsan, M. et al. (2021) Les petits exploitants de palmiers à huile en danger : pourquoi les partenariats commerciaux doivent être redéfinis. SPOS Indonesia. <https://sposindonesia.org/wp-content/uploads/2021/07/28.-eng-Oil-palm-smallholders-on-the-edge-Why-business-partnerships.pdf> ; Maat, H. et al. (2019) Bonnes pratiques agricoles dans le secteur du palmier à huile et inclusion des petits exploitants en Indonésie. *Nouvelles de l'ETFRN*, 59. Tropenbos. <https://www.tropenbos.org/resources/publications/etfrn+news+59:+exploration+inclusive+palm+oil+production>

²⁷⁹ Morgans, C.L. et al. (2018) Évaluation de l'efficacité de la certification de l'huile de palme dans la réalisation de multiples objectifs de durabilité. *Lettres de recherche sur l'environnement* 13(6), DOI 10.1088/1748-9326/aac6f4

²⁸⁰ Jezeer, R. et al. (2019)

²⁸¹ Furumo, P.R. et al. (2020) Preuve sur le terrain des effets positifs de la certification sur les pratiques de gestion des petits exploitants de palmiers à huile en Colombie. *Journal of Cleaner Production* 245, 118891, <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2019.118891>

²⁸² Rapport d'impact RSPO, 2022. Disponible à l'adresse suivante : <https://rspo.org/resources/?id=23841>

²⁸³ <https://gapki.id/en/news/20739/gapki-4-53m-ha-palm-oil-plantations-certified-with-ispo>

²⁸⁴ Rapport d'impact du CCSI, 2022. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.iscc-system.org/wp-content/uploads/2022/07/ISCC-Impact-Report-2022.pdf>

²⁸⁵ Rapport d'impact RSPO, 2022. Disponible à l'adresse suivante : <https://rspo.org/resources/?id=23841>

écosystèmes.²⁸⁶ Parmi les trois pays considérés ici, la déforestation est principalement un problème en Indonésie – en Colombie, la plupart des cultures de palmiers à huile se font sur des terres dégradées²⁸⁷ ; et au Nigeria, bien que le palmier à huile ait été lié à la déforestation,²⁸⁸ il n'en est pas l'un des principaux moteurs.²⁸⁹

L'Indonésie est parvenue à réduire considérablement la déforestation due au secteur²⁹⁰ des palmiers à huile, en grande partie grâce à la mise en œuvre d'un moratoire sur les tourbières et à des investissements accrus dans l'application de la loi. Cependant, la déforestation se poursuit, qu'elle soit planifiée ou illégale.²⁹¹

Certains éléments indiquent que la certification a permis de réduire la perte de forêts et de biodiversité, mais ces effets sont souvent limités et ne sont pas universels.²⁹² Par exemple, une étude menée en Indonésie a montré que si la déforestation était moins importante dans les plantations certifiées, ces dernières étaient généralement moins boisées au moment de l'obtention de la certification.²⁹³ D'autres recherches, également menées en Indonésie, n'ont révélé aucune différence entre les plantations certifiées et non certifiées en ce qui concerne l'incidence des incendies ou la biodiversité.²⁹⁴ En Colombie, on a constaté que les plantations certifiées réservaient davantage de zones à la conservation.²⁹⁵

En ce qui concerne les **droits des travailleurs**, le travail forcé a été signalé comme un problème dans le secteur.²⁹⁶ Des risques particuliers ont été associés à l'utilisation de travailleurs migrants, à la prévalence de la sous-traitance et au faible taux de syndicalisation (en Colombie).²⁹⁷ Certains

²⁸⁶ Tropenbos Indonesia (2020) New ISPO - Un nouvel espoir pour renforcer la gouvernance de l'huile de palme ? Info Brief, octobre 2020. <https://www.tropenbos-indonesia.org/resources/publications/new-ispo:+a+new+hope+to+strengthen+oil-palm+governance%3F>

²⁸⁷ TFA (2022) Targeted Technical Expert Discussions (TTED) Discussions ciblées d'experts techniques sur la déforestation induite par les produits de base et la production durable au Brésil et en Colombie. Rapport de synthèse, novembre 2022. https://www.tropicalforestalliance.org/assets/Uploads/TTED-final-report-ENG_2003-Latest.pdf

²⁸⁸ Ojo, G.U. (2017) Le palmier à huile dans le paysage et les menaces qui pèsent sur les forêts du Nigeria. Tropenbos, <https://www.tropenbos.org/resources/publications/oil+palm+in+the+wider+landscape+and+threats+to+nigeria%E2%80%99s+forests>

²⁸⁹ Global Forest Watch, tableau de bord du Nigeria, <https://gfw.global/44OZnhv>

²⁹⁰ Gardner, T. & Y. Rylander (2022) L'Indonésie progresse vers une déforestation zéro pour l'huile de palme, mais les progrès en matière de protection des forêts sont fragiles. Blog, Institut de l'environnement de Stockholm, 15 septembre 2022

<https://www.sei.org/featured/zero-palm-oil-deforestation/>

²⁹¹ Wijaya, A. et al. (2019) L'Indonésie réduit la déforestation, mais des problèmes subsistent. Global Forest Watch Blog, 24 juillet 2019, <https://www.globalforestwatch.org/blog/data-and-research/indonesia-is-reducing-deforestation-but-problem-areas-remain/> ; Gaveau D.L.A., et al. (2022) Le ralentissement de la déforestation en Indonésie fait suite au déclin de l'expansion des palmiers à huile et à la baisse des prix du pétrole. PLoS ONE 17(3),

<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0266178> ; <https://chainreactionresearch.com/the-chain-top-ten-deforesters-clear-8100-hectares-on-oil-palm-concessions-during-1h-2022-a-significant-increase-versus-2021/>

²⁹² Meijaard, E., et al. (2020) Les impacts environnementaux de l'huile de palme dans leur contexte. *Nat. Plants* 6, 1418-1426. <https://doi.org/10.1038/s41477-020-00813-w> ;

²⁹³ Carlson, K. M., et al. (2018) [Effet de la certification de la durabilité du palmier à huile sur la déforestation et les incendies en Indonésie](https://doi.org/10.1073/pnas.1704728114). *Actes de l'Académie nationale des sciences*, 115(1), 121-126. <https://doi.org/10.1073/pnas.1704728114>

²⁹⁴ Morgans, C.L. et al. (2018)

²⁹⁵ Furumo, P.R. et al. (2020) Preuve sur le terrain des effets positifs de la certification sur les pratiques de gestion des petits exploitants de palmiers à huile en Colombie. *Journal of Cleaner Production* 245, 118891, <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2019.118891> ;

²⁹⁶ CGF Human Rights Coalition - Travailler pour mettre fin au travail forcé. Cadre de parcours de maturité pour la mise en œuvre de systèmes DRH axés sur le travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement en huile de palme : Version 1.0, octobre 2022

<https://www.theconsumergoodsforum.com/wp-content/uploads/2022/10/2022-HRC-HRDD-Framework-for-Palm-Oil.pdf>

²⁹⁷ Fair Labor Association (2018) Évaluation des risques de travail forcé dans le secteur de l'huile de palme en Indonésie et en Malaisie. Un rapport de recherche pour le Consumer Goods Forum. Novembre 2018.

éléments indiquent que la certification a permis d'améliorer les conditions de travail des ouvriers agricoles en Colombie.²⁹⁸ En ce qui concerne l'octroi d'un salaire décent, les progrès ont été lents dans toutes les régions du monde. Par exemple, peu d'entreprises se sont conformées à la norme RSPO pour appliquer le cadre de la Global Living Wage Coalition (GLWC).²⁹⁹

Difficultés rencontrées pour obtenir un impact

Si des progrès ont été accomplis pour améliorer la durabilité dans le secteur du palmier à huile, ils n'ont pas été suffisants. Une série de facteurs ont été identifiés qui ont entravé les améliorations.

L'augmentation des niveaux de **certification de la durabilité** dans le secteur a été, et continue d'être, une priorité pour de nombreuses initiatives. Malgré cela, comme nous l'avons vu plus haut, le taux d'utilisation reste faible. L'une des raisons en est l'absence de demande pour les produits certifiés et, par conséquent, l'absence de prime de prix.³⁰⁰ En 2021, un peu plus de 60 % de l'huile de palme certifiée RSPO était vendue en tant que telle - bien que cette proportion soit en augmentation (ce chiffre était d'un peu plus de 50 % en 2019).³⁰¹ Si les incitations économiques ne sont pas mises en place pour la certification, son adoption restera faible, en particulier parmi les petits exploitants pour qui le prix est la principale motivation pour la certification.³⁰²

Les petits exploitants sont confrontés à des difficultés particulières pour obtenir la certification, comme cela a été largement démontré. Ils ont donc des capacités et des ressources limitées et peuvent également se heurter à des obstacles tels que l'absence de titre de propriété ou le manque d'accès au crédit.³⁰³ La RSPO et l'ISPO ont cherché à résoudre ce problème en adaptant leurs normes et en organisant des actions de sensibilisation et de formation à l'intention des petits exploitants.³⁰⁴ Toutefois, compte tenu du nombre de petits exploitants engagés dans le secteur (estimé à 7 millions), les ressources restent insuffisantes. Le soutien à cette partie du secteur doit donc être renforcé.

https://www.theconsumergoodsforum.com/wp-content/uploads/2018/11/201811-CGF-FLA-Palm-Oil-Report-Malaysia-and-Indonesia_web.pdf ; Quiroz, D., et al. (2021) Analyse sectorielle : L'huile de palme en Amérique latine. CNV Internationaal et Profundo.

²⁹⁸ Potter, L. (2020) ;

²⁹⁹ POIG (2023a) Le salaire de subsistance. Un élément essentiel pour les producteurs d'huile de palme responsables. Groupe d'innovation sur l'huile de palme. <https://poig.org/wp-content/uploads/2023/04/POIG-Publication-Living-Wage-2023-web.pdf>

³⁰⁰ Solidaridad (2022) ; Voora, V. et al. (2023)

³⁰¹ Rapport d'impact RSPO 2022, <file:///Users/Alison/Downloads/RSPO-Impact-Report-2022-4.pdf>

³⁰² Furumo, P.R. et al. (2020)

³⁰³ Solidaridad (2022) ; Jezeer, R. et al. (2019) ; Calderon, D. & C.A. Perez (2019) Les petits producteurs de palmiers à huile contribuent à la paix et à la durabilité en Colombie. Nouvelles de l'ETFRN, 59. Tropenbos.

<https://www.tropenbos.org/resources/publications/etfrn+news+59:+exploring+inclusive+palm+oil+production> ;

Dharmawan, A. et al. (2021) Les contraintes agraires, structurelles et culturelles de la préparation des petits exploitants à la mise en œuvre des normes de durabilité : Le cas de l'huile de palme durable indonésienne à East Kalimantan. Sustainability 13, 2611. <https://doi.org/10.3390/su13052611>; Ichsan, M. et al. (2021); Bakhtary, H. et al. (2021) Promouvoir la production durable de palmiers à huile par des petits exploitants indépendants en Indonésie : Perspectives des acteurs non étatiques. Climate Focus & the Meridian Institute. https://merid.org/wp-content/uploads/2021/02/Indonesian-Palm-Oil-Smallholders_Briefing-Paper.pdf; Watts, J. et al. (2021) Défis rencontrés par les petits exploitants pour obtenir la certification d'huile de palme durable en Indonésie. Développement mondial 146,

<https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2021.105565>; Jaramillo, M. et al. (2020) Respect des accords de déforestation zéro en Colombie. Obstacles et opportunités. Solidaridad, Climate Focus, Tropical Forest Alliance. https://climatefocus.com/wp-content/uploads/2022/06/TFAColombia_ComplyingWithZeroDeforestationAgreements.pdf ;

³⁰⁴ Sur ISPO, voir : EFECA (2020) Palm Oil Certification Schemes : ISPO. Mars 2020,

<https://www.efeca.com/wp-content/uploads/2020/03/Certification-Scheme-ISPO-Infobriefing-5-Part-2-Final.pdf> ; Sur la RSPO, voir : Selvaraj, A. & F. Richards (2019) La vision de la RSPO et les progrès vers l'inclusivité. Nouvelles de l'ETFRN, 59. Tropenbos.

<https://www.tropenbos.org/resources/publications/etfrn+news+59:+exploration+inclusive+palm+oil+production>

Plus fondamentalement, la position des petits exploitants dans le secteur est souvent marginale. La nécessité **d'inclure davantage les petits exploitants** dans le secteur est largement reconnue. Malgré cela, sa mise en œuvre reste insuffisante. Par exemple, très peu d'initiatives multipartites prévoient une représentation adéquate des petits exploitants, ce qui limite leur capacité à informer et à façonner ces initiatives.³⁰⁵

Dans le secteur privé, si de nombreuses entreprises ont mis en place des modèles d'entreprise plus **inclusifs et si différentes** approches sont explorées, elles sont souvent de portée limitée. Ainsi, l'inclusion peut être définie uniquement en termes d'engagement des petits exploitants dans les chaînes d'approvisionnement ou d'offre de débouchés, par exemple par le biais de relations contractuelles ou de la fourniture d'une formation technique ou de ressources. Cela contraste avec un concept plus large d'inclusion, qui permettrait aux petits exploitants d'avoir leur mot à dire sur la question de savoir s'ils s'engagent dans le secteur et de quelle manière, sur leurs modes de production et sur les prix.³⁰⁶

Une plus grande attention a été accordée au renforcement des coopératives de producteurs et d'autres institutions locales, car elles se sont révélées être un moyen efficace d'accroître la voix des petits exploitants dans le secteur et de leur donner un plus grand pouvoir de négociation.³⁰⁷ En outre, la nécessité pour les entreprises d'investir dans des relations commerciales à long terme, plutôt que dans la fourniture d'une assistance technique à court terme, a été soulignée.³⁰⁸

L'une des conséquences de cet engagement limité est l'accent mis sur la monoculture de l'huile de palme et sur la "mise à niveau" des petits exploitants pour répondre aux besoins des marchés d'exportation.³⁰⁹ Et ce, en dépit du fait que de nombreux petits exploitants souhaitent maintenir des systèmes agricoles diversifiés.³¹⁰

La position marginale de nombreux petits exploitants dans le secteur se reflète également dans la répartition de la valeur tout au long de la chaîne d'approvisionnement, les petits exploitants recevant une part disproportionnée des bénéfices.³¹¹ La nécessité pour l'huile de palme de fournir un revenu de subsistance à ceux qui travaillent dans le secteur est devenue une priorité, mais elle n'y parvient toujours pas pour beaucoup.³¹² Le manque de transparence des prix pratiqués par les transformateurs et les fabricants est l'un des facteurs à l'origine de cette situation, car il entrave les négociations équitables sur les prix.³¹³ Les prix sont également déterminés en premier lieu par les marchés internationaux ; ceux-ci ont été volatils et de nombreux producteurs n'ont pas pu atteindre

³⁰⁵ Solidarité (2022)

³⁰⁶ Slingerland, M. et al. (2019) ; Ichsan, M. et al. (2021) ; Jezeer, R. et al. (2019) ; Purwanto, E. & D. Tjawikrama (2019) Le rôle des assemblées villageoises pour surmonter les obstacles à l'inclusion des petits exploitants : exemples d'Indonésie. Nouvelles de l'ETFRN, 59. Tropenbos.

<https://www.tropenbos.org/resources/publications/etfrn-news+59:+exploration+inclusive+palm+oil+production> ;

³⁰⁷ Purwanto, E. & D. Tjawikrama (2019) ; Maat et al. (2019) ;

³⁰⁸ Solidarité (2022)

³⁰⁹ Solidarité (2022) ; Potter, L. (2020) ;

³¹⁰ Slingerland, M. et al. (2019) ; Quiroz, D., et al. (2021) ;

³¹¹ Rijk, G. et al. (2021) FMCGs, Les détaillants réalisent 66 % des bénéfices bruts de la chaîne de valeur de l'huile de palme, <https://chainreactionresearch.com/wp-content/uploads/2021/06/FMCGs-Retail-Earn-66-of-Gross-Profits-in-Palm-Oil-Value-Chain.pdf> ; Voora, V. et al. (2023)

³¹² Solidarité (2022)

³¹³ Ichsan et al. (2021) ; Mehraban, N., et al. (2021) ; Sri Rahayu, N., et al. (2022). Exclusion des petits exploitants dans l'industrie indonésienne de l'huile de palme. KnowledgeE Social Sciences, 1158-1182. <http://doi.org/10.18502/kss.v7i9.11010>

un revenu vital lorsque les prix étaient bas (bien que les gouvernements colombien et indonésien aient tous deux introduit un contrôle des prix pour tenter d'atténuer l'impact de cette situation).³¹⁴

Des questions ont également été posées sur la mesure dans laquelle le secteur soutient le développement par le biais de la collecte et de la redistribution des revenus par le gouvernement. Par exemple, le faible taux d'imposition de l'huile de palme en Indonésie peut réduire les bénéfices à partager avec les communautés touchées par les plantations.³¹⁵

Comme indiqué ci-dessus, le **contexte général** de gouvernance joue un rôle important dans la détermination de l'impact du secteur sur les résultats en matière de durabilité. La reconnaissance du fait que des projets ou initiatives particuliers axés sur des unités de gestion ne peuvent avoir qu'un impact limité se reflète dans l'évolution vers des approches paysagères ou juridictionnelles. Par exemple, la conservation de certaines espèces nécessite une planification plus large de l'utilisation des terres, afin que les habitats puissent être reliés, tandis que l'amélioration des moyens de subsistance peut nécessiter la mise en place d'installations sanitaires et éducatives et d'infrastructures de transport pour permettre l'accès au marché.³¹⁶

Parmi les facteurs de gouvernance qui ont été identifiés comme entravant les progrès,³¹⁷ on peut citer la faiblesse de l'application de la loi, en particulier en ce qui concerne la gouvernance foncière. Des déplacements de communautés rurales et des conflits liés aux plantations de palmiers à huile ont été signalés en Colombie,³¹⁸ en Indonésie³¹⁹ et au Nigeria.³²⁰

Lacunes et opportunités

L'analyse de la littérature permet d'identifier un certain nombre de questions sur lesquelles il serait utile de se pencher davantage.

- Il convient d'accorder une plus grande attention à l'exploration et à l'évaluation des différents types de systèmes de production, notamment pour déterminer leur adéquation aux différents contextes sociaux et culturels, ainsi que leur résilience au changement climatique.
- La position des petits exploitants dans le secteur reste marginale. Il est nécessaire d'étudier plus avant l'impact des différents accords et modèles commerciaux sur l'équité et l'inclusion afin d'identifier et de partager les meilleures pratiques. Il est également nécessaire d'étudier les moyens par lesquels les gouvernements peuvent soutenir les modèles réussis - par exemple, le rôle des subventions, des incitations fiscales ou des campagnes d'information - afin de contribuer à l'élaboration de stratégies visant à les transposer à plus grande échelle.
- Pour renforcer la voix des petits exploitants et des communautés rurales, il faudra augmenter les ressources et améliorer l'efficacité des interventions. Cela serait facilité par une meilleure coordination entre les acteurs publics et privés dans leurs efforts de renforcement des capacités.

³¹⁴ Voora, V. et al. (2023) EIA (2022) Creating Clarity. Une analyse des défis et des opportunités du nouveau système de certification de l'huile de palme durable indonésienne (ISPO). <https://eia-international.org/report/creating-clarity-an-analysis-of-the-challenges-and-opportunities-in-the-new-indonesian-sustainable-palm-oil-ispo-certification-scheme/>

³¹⁵ Santika et al (2019)

³¹⁶ Morgans, C.L. et al. (2018)

³¹⁷ TFA (2022)

³¹⁸ Castellanos-Navarette, A. et al. (2021) ; Potter, L. (2020) ; Quiroz, D., et al. (2021) ; TFA (2022) ;

³¹⁹ Abram, N.K. et al. (2017) Oil palm-community conflict mapping in Indonesia : Un cas pour une meilleure liaison avec la communauté dans la planification des initiatives de développement. Applied Geography 78, 33-44 ;

<https://doi.org/10.1016/j.apgeog.2016.10.005> ; Ichsan, M. et al. (2021) ; Li, T.M. (2015) Impacts sociaux de l'huile de palme en Indonésie : Une perspective sexospécifique de l'ouest de Kalimantan. Document occasionnel 124. Bogor, Indonésie : CIFOR. https://www.cifor.org/publications/pdf_files/OccPapers/OP-124.pdf

³²⁰ Ojo, G.U. (2017)

- Le prix de l'huile de palme est principalement déterminé par les marchés internationaux et ne reflète pas les impacts environnementaux et sociaux de sa production. Des recherches sont nécessaires pour explorer les moyens par lesquels les questions de durabilité pourraient être reflétées dans le prix, tels que les droits d'importation ou d'exportation, les exigences en matière de prix minimum, etc.
- La manière dont les régimes fiscaux et de partage des bénéfices peuvent être conçus pour maximiser le rôle du secteur de l'huile de palme dans le soutien au développement rural a été peu étudiée. L'étude des différents modèles et de leur impact pourrait servir à renforcer les régimes existants et à informer ceux qui mettent en œuvre des réformes.
- Les implications de la production et de la consommation d'huile de palme pour la sécurité alimentaire, le développement rural et le changement climatique, aux niveaux national, régional et mondial, doivent être examinées de manière plus approfondie afin de développer des stratégies d'utilisation des terres équitables et résilientes au niveau national et d'informer les stratégies mondiales pour le secteur.
- Avec l'augmentation probable des migrations, la réduction des risques de violation du droit du travail pour les travailleurs migrants deviendra une question de plus en plus urgente. L'attention portée à cette question est également appelée à croître, car elle fait l'objet d'une attention accrue de la part des législateurs sur certains marchés de consommation.

ANNEXE 4 - BOIS

Introduction

Cette annexe passe en revue les perspectives et les approches de la production durable de bois et de fibres de bois. Il identifie les domaines d'alignement et de divergence concernant les principes de la production durable. Il présente également les résultats d'une analyse de la littérature sur les différentes initiatives, normes et systèmes de certification pour le bois, en résumant les données disponibles sur leur impact et les facteurs qui l'influencent.

L'annexe couvre le Canada, l'Indonésie et l'Allemagne en tant que producteurs de bois, et examine également les instruments politiques de l'UE, du Japon et des États-Unis liés à l'importation de bois.

L'analyse documentaire se concentre principalement sur l'Indonésie et le Canada, et ne fournit que peu d'informations sur l'Allemagne. Cela s'explique par le fait que l'examen s'est limité au matériel en langue anglaise. Pour le Canada, si la majorité du texte s'applique au niveau national, lorsque des exemples sont donnés, ils proviennent principalement de la Colombie-Britannique.

Définitions et approches de la durabilité

Dans le secteur du bois, la durabilité a surtout été considérée sous l'angle de la gestion durable des forêts (GDF).³²¹ Ainsi, les objectifs de nombreuses initiatives et interventions sont définis en fonction de l'étendue des forêts soumises à ces régimes, plutôt qu'en termes de résultats pour l'environnement, l'économie et la société.

Les principales initiatives et la portée de leur engagement sont résumées dans la figure 4. Leurs objectifs de durabilité et leurs priorités d'intervention sont énumérés dans la matrice ci-jointe.

		INSTITUTIONS/INITIATIVES		
		PUBLIQUE	SECTEUR PRIVÉ	OUTILS
ESPACE (JURIDICTION)	INTERNATIONAL			
	NATIONAL			

Figure 4 : Initiatives et outils de développement durable du bois couverts par ce rapport

³²¹ Cerutti, P. & R. Nasi (2020) Sustainable forest management (SFM) of tropical moist forests: the Congo Basin. (Gestion durable des forêts tropicales humides : le bassin du Congo.) <http://dx.doi.org/10.19103/AS.2020.0074.41>

Niveau international

La gestion durable des forêts est un élément essentiel de l'instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts, adopté en 2007 par le **Forum des Nations unies sur les forêts**.³²² Cela a été réitéré dans le plan stratégique des Nations unies pour les forêts qui a suivi en 2017. Elle définit un cadre pour "gérer durablement tous les types de forêts et d'arbres hors forêt et mettre un terme à la déforestation et à la dégradation des forêts", sur la base de six objectifs forestiers mondiaux. Il s'agit notamment des objectifs suivants : inverser la perte de couverture forestière dans le monde grâce à la gestion durable des forêts ; augmenter de manière significative la superficie des forêts faisant l'objet de plans de gestion forestière à long terme ; augmenter de manière significative la proportion de produits forestiers provenant de forêts gérées de manière durable ; et mobiliser des ressources significatives pour financer la gestion durable des forêts.³²³

De même, l'**OIBT** s'efforce de promouvoir la gestion durable et la conservation des forêts tropicales, ainsi que l'expansion et la diversification du commerce international des bois tropicaux provenant de forêts gérées durablement et exploitées légalement.³²⁴ L'OIBT a été le premier à élaborer des critères et indicateurs (C&I) pour la gestion durable des forêts tropicales naturelles au début des années 1990.

Ceux-ci ont ensuite servi de base à l'élaboration de normes pour les systèmes de certification forestière, et des critères et indicateurs pour les forêts non tropicales ont également été établis. Les critères et indicateurs pour la gestion durable des forêts tempérées et boréales ont été établis dans le cadre du **processus de Montréal**,³²⁵ tandis que **FOREST EUROPE** (la conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe) a établi des critères et indicateurs pour les forêts européennes.³²⁶

Dans le cadre des négociations des Nations unies sur le climat, le programme **REDD+** a été défini comme un moyen de lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts tout en contribuant au maintien et à l'augmentation des stocks de carbone forestier.³²⁷ Dans ce cadre, la gestion durable des forêts est reconnue comme un moyen d'atteindre ces objectifs, même si elle fait partie d'un ensemble de mesures qui doivent être adoptées dans le cadre d'approches paysagères ou juridictionnelles.

Au niveau régional, l'**ANASE - L'Association des nations** de l'Asie du Sud-Est travaille sur la sylviculture depuis les années 1970, dans le but d'améliorer la compétitivité des produits forestiers de la région, de promouvoir le commerce et d'accroître les investissements du secteur privé.³²⁸ Son objectif de coopération dans le secteur est de "renforcer la gestion durable des forêts pour la production continue de biens et de services forestiers de manière équilibrée, en assurant la protection des forêts et la conservation de la diversité biologique, ainsi que l'optimisation de leur utilisation, dans le respect de la durabilité sociale et écologique".³²⁹

³²² Assemblée générale des Nations unies (2007) Instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts : résolution / adoptée par l'Assemblée générale. <https://digitallibrary.un.org/record/614195>

³²³ <https://www.un.org/esa/forests/news/2017/01/six-global-forest-goals/index.html>

³²⁴ https://www.itto.int/about_itto/

³²⁵ <https://montreal-process.org/>

³²⁶ <https://foresteurope.org/workstreams/sustainable-forest-management/>

³²⁷ <https://unfccc.int/topics/land-use/workstreams/reddplus>

³²⁸ <https://forestry.asean.org/>

³²⁹ <https://forestry.asean.org/wp-content/uploads/2018/04/Strategic-Plan-of-Action-for-ASEAN-Cooperation-on-Forestry-2016-2025.pdf>

De même, **FOREST EUROPE** travaille à l'élaboration de "stratégies communes pour ses 46 signataires sur la manière de protéger et de gérer durablement leurs forêts".³³⁰ Il comporte actuellement trois volets : la gestion durable des forêts, les emplois verts et l'éducation, ainsi que le mécanisme paneuropéen de connaissance des risques forestiers. Ce dernier a été créé en 2021 et vise à fournir des informations et à permettre l'échange de connaissances afin de soutenir l'adaptation des forêts aux conditions climatiques changeantes et d'améliorer leur résilience et leur potentiel d'atténuation.

Si la gestion durable des forêts a continué à être considérée comme un objectif essentiel, au début des années 2000, l'attention s'est déplacée vers l'amélioration de l'application de la loi et de la gouvernance. Il s'agit d'une réponse à la prise de conscience croissante du fait que les pratiques illégales sapent les efforts de mise en œuvre d'une gestion durable des forêts. Au sein de **l'UE**, le **plan** d'action FLEGT a été lancé en 2003. Il s'agit de lutter contre l'exploitation forestière illégale et le commerce du bois qui en découle. Bien que l'accent ait été mis sur la légalité, l'UE espérait encourager la gestion durable des forêts, améliorer les moyens de subsistance des populations rurales et soutenir le développement durable de manière plus générale.³³¹ Deux éléments essentiels du plan d'action ont été l'élaboration d'accords de partenariat volontaires entre l'UE et les pays producteurs de bois et l'introduction du règlement sur le bois de l'UE, qui interdit l'importation et la vente de bois illégal (voir plus de détails ci-dessous).

Niveau national

En **Indonésie**, une série de stratégies et de réformes politiques ont été mises en œuvre afin d'améliorer la durabilité du secteur forestier du pays.

Dans le cadre du plan d'action FLEGT, l'Indonésie a conclu un accord de partenariat volontaire (APV) avec l'UE, dans le but de garantir que toutes les importations de bois [des produits concernés] dans l'UE en provenance d'Indonésie ont été produites légalement et, en outre, de renforcer l'application de la législation forestière et la gouvernance.³³² Dans le préambule, il est noté que la mise en œuvre de l'accord est un moyen de "renforcer la gestion durable des forêts et de contribuer à la lutte contre le changement climatique par le biais de... REDD+".

Une série de mesures ont été prises dans le cadre de l'APV, notamment le développement d'un système national de traçabilité du bois, le SVLK, lancé en 2009. Il a été élaboré dans le cadre d'un processus participatif approfondi. L'objectif premier du système est de vérifier la légalité du bois, mais il permet également de garantir les aspects de la durabilité qui sont couverts par le cadre juridique. Ces dernières années, le gouvernement a mis davantage l'accent sur les exigences de durabilité du système, notamment en raison de l'élaboration du règlement de l'UE sur la déforestation. Ainsi, en 2021, le nom du système de suivi a été modifié, passant du "système de vérification de la légalité du bois" au "système de vérification de la durabilité et de la légalité", et un certain nombre de révisions ont été apportées au système, notamment en ce qui concerne les exigences relatives à la vérification de la conformité aux dispositions en matière de durabilité.³³³

³³⁰ <https://foresteurope.org/>

³³¹ Commission des Communautés européennes (2003), Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen : Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux (FLEGT) - Proposition de plan d'action de l'UE, mai 2003, COM(2003) 0251 final, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:52003DC0251>

³³² Accord de partenariat volontaire entre l'Union européenne et la République d'Indonésie sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et le commerce du bois dans l'Union européenne, 2015. Disponible à l'adresse suivante : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A02014A0520%2802%29-20150801>

³³³ https://flegtim.eu/wp-content/uploads/Booklet_MFP4-Indonesia-Supplies-Responsibly-Sourced.pdf

Les engagements de l'Indonésie en matière de changement climatique reposent en grande partie sur le secteur forestier. La stratégie visant à réduire davantage les émissions du secteur, telle que définie dans la CDN renforcée du pays, comprend la mise en œuvre de l'utilisation des terres et de l'aménagement du territoire, ainsi que la gestion durable des forêts, y compris la foresterie sociale. En outre, le contrôle de l'abattage illégal et l'augmentation de l'établissement et de la productivité des plantations sont identifiés comme des stratégies de lutte contre la dégradation des forêts.³³⁴ Dans le cadre de sa stratégie climatique, l'Indonésie s'est également fixé pour objectif que son secteur des forêts et de l'utilisation des terres devienne un puits net d'ici à 2030.³³⁵ L'objectif est d'améliorer les pratiques durables, l'application et le respect de la législation, afin de renforcer la gouvernance des forêts et des terres et d'améliorer les moyens de subsistance des populations tributaires des forêts.

Au Canada, la responsabilité des forêts publiques est partagée entre les niveaux national et infranational de gouvernement. Les gouvernements provinciaux et territoriaux ont compétence sur la majorité des forêts du Canada et sont responsables de la mise en œuvre de lois et de règlements fondés sur les principes de la gestion durable des forêts. Il existe également une législation fédérale qui s'applique à toutes les opérations forestières.³³⁶ En 2019, le Conseil des ministres des Forêts a établi la vision suivante pour les forêts du pays pour la décennie suivante : « Les pratiques de gestion durable des forêts du Canada maintiennent des forêts résilientes et saines qui soutiennent des communautés dynamiques, renforcent les collaborations avec les peuples autochtones et des économies compétitives ». ³³⁷ Il y a 5 domaines d'intervention pour atteindre cette vision : la collaboration avec les peuples autochtones ; l'innovation ; les incendies de forêt et autres perturbations ; le changement climatique ; et la réputation environnementale du Canada.

Le secteur forestier du pays joue également un rôle central dans la stratégie climatique du gouvernement, telle qu'elle est définie dans le Cadre pancanadien sur la croissance propre et le changement climatique,³³⁸ dans le Plan climat renforcé pour créer des emplois et soutenir les collectivités³³⁹ et dans la CDN.³⁴⁰ Sa stratégie est axée sur : la reforestation, avec l'objectif de planter 2 milliards d'arbres ; la protection des forêts, avec l'objectif de protéger 30 % de sa superficie d'ici à 2030 ; et la transformation de son secteur forestier afin d'établir une bioéconomie forestière de premier plan à l'échelle mondiale. Le gouvernement cherche à atteindre cet objectif en améliorant les pratiques de gestion des forêts, en encourageant l'utilisation de produits du bois dans la construction et en développant la production de biomasse.

La stratégie forestière 2020 de **l'Allemagne** vise à préserver et à développer des forêts³⁴¹ robustes qui s'adaptent au changement climatique grâce à leur gestion durable. En outre, grâce à une "prise en compte égale des trois dimensions de la durabilité (écologique, économique et sociale)", son objectif est de "développer un équilibre viable, adapté aux besoins futurs, entre les exigences croissantes imposées aux forêts et leur performance durable". Ainsi, les forêts des pays doivent être gérées pour leurs multiples fonctions. Elle souligne la nécessité pour le secteur de s'adapter au

³³⁴ Contribution renforcée déterminée au niveau national, 2022. <https://unfccc.int/NDCREG>

³³⁵ Ministère de l'environnement et des forêts, 2022. Sylviculture et autres utilisations des terres (FOLU) NET SINK 2030. Disponible à l'adresse suivante : <https://foresthints.news/indonesia-folu-net-sink-2030-operational-plan-released/>

³³⁶ <https://www.ncasi.org/resource/canadian-forestry-regulations-and-standards/>

³³⁷ CCFM (2019) A Shared Vision for Canada's Forests: Towards 2030. Canadian Council of Forest Ministers, <https://www.ccfm.org/releases/a-shared-vision-for-forests-in-canada-toward-2030/>

³³⁸ Government of Canada (2016) Pan-Canadian Framework on Clean Growth and Climate Change.

<https://www.canada.ca/en/services/environment/weather/climatechange/pan-canadian-framework.html>

³³⁹ Government of Canada (2016) Pan-Canadian Framework on Clean Growth and Climate Change.

<https://www.canada.ca/en/services/environment/weather/climatechange/pan-canadian-framework.html>

³⁴⁰ Contribution déterminée au niveau national du Canada pour 2021 dans le cadre de l'Accord de Paris.

https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-06/Canada%27s%20Enhanced%20NDC%20Submission1_FINAL%20EN.pdf

³⁴¹ <https://www.bmel.de/EN/topics/forests/forests-in-germany/forest-strategy-2020.html>

changement climatique, tout en maintenant les emplois et en fournissant des matières premières aux industries du bois, du papier et de l'énergie.

Le gouvernement a également publié une stratégie sur la bioéconomie en 2021³⁴², dans laquelle il cherche à "renforcer son rôle de leader en matière de bioéconomie". Cette stratégie comprend les objectifs suivants : exploiter le potentiel de la bioéconomie dans le respect des limites écologiques et établir une base de matières premières durables pour l'industrie.

Secteur privé

Dans le secteur privé, les entreprises qui cherchent à améliorer la durabilité de leurs activités le font généralement en cherchant à obtenir la certification d'une tierce partie. En réponse à l'inquiétude croissante suscitée par la déforestation, on observe une tendance à s'engager au-delà des limites de leurs concessions, et donc à s'engager au niveau du paysage ou de la juridiction.

C'est ce que montre la coalition "**Forest Positive**" du Forum des biens de consommation, qui a déplacé son principal objectif d'engagement des chaînes d'approvisionnement vers le niveau des entreprises, et de "sans déforestation" à "positif pour les forêts". Les entreprises favorables à la forêt sont décrites comme celles qui déploient "des efforts systémiques pour éliminer la déforestation, la dégradation et la conversion des forêts des principales chaînes d'approvisionnement, tout en soutenant la gestion durable et la restauration des forêts, afin de garantir que l'entreprise a un impact positif sur les forêts du monde, qu'elle soutient les droits des travailleurs et des communautés locales et qu'elle améliore leurs moyens de subsistance". Dans sa feuille de route pour la pâte à papier, le papier et les emballages à base de fibres (PPP) (sa première priorité d'engagement dans le secteur forestier), l'augmentation de la superficie des forêts certifiées est mise en avant comme une priorité, tout en s'engageant plus largement sur les questions de gouvernance.³⁴³

Outils politiques

Il existe une série d'outils utilisés pour promouvoir le bois durable. Il s'agit notamment de la certification, des politiques de marchés publics et des réglementations relatives au commerce ou au marché.

La certification a été l'un des principaux outils visant à étendre la mise en œuvre de l'AFD. Deux systèmes de **certification volontaire** prédominent dans le secteur du bois : le FSC et le PEFC.

Le FSC,³⁴⁴ fondé en 1993, a pour objectif de promouvoir une gestion des forêts du monde qui soit respectueuse de l'environnement, socialement bénéfique et économiquement viable.³⁴⁵ La certification FSC est basée sur 10 principes, couvrant la légalité, les droits des travailleurs, le bien-être des communautés, les droits des peuples indigènes, la conservation et l'amélioration des services écosystémiques, et la gestion forestière pour maintenir ou améliorer la viabilité économique à long terme, les avantages sociaux et les avantages environnementaux. Son site

³⁴²

https://www.bmbf.de/SharedDocs/Publikationen/de/bmbf/FS/31617_Nationale_Biooekonomiestrategie_Langfassung_en.pdf?__blob=publicationFile&v=5

³⁴³ <https://www.theconsumergoodsforum.com/environmental-sustainability/forest-positive/key-projects/commodity-specific-roadmaps-and-reporting/>

³⁴⁴ <https://fsc.org/en/businesses/wood>

³⁴⁵ <https://fsc.org/sites/default/files/2020-12/FSC%20GLOBAL%20STRATEGY%202021-2026%20%28English%20version%29%20%282%29.pdf>

Internet indique qu'il "accorde un poids égal aux chambres économiques, environnementales et sociales".

Depuis sa création, l'organisation a pris des mesures pour être plus représentative, par exemple avec la création d'un comité pour les peuples indigènes en 2013. Ses normes ont également été régulièrement mises à jour, les changements récents incluant l'intégration des principes de l'OIT dans ses exigences en matière de travail en 2020, et des mises à jour de sa norme de groupe pour améliorer l'accès des petits exploitants, également en 2020.

Le PEFC³⁴⁶ a été créé en 1999 pour protéger les forêts en promouvant la gestion durable des forêts par le biais de la certification, dans le but que "nous puissions tous bénéficier des nombreux produits que les forêts fournissent aujourd'hui, tout en garantissant que ces forêts existeront pour les générations à venir".

Contrairement au FSC, qui est une organisation de certification, le PEFC approuve les programmes nationaux s'ils sont conformes à son référentiel international. Il s'agit notamment de normes relatives au maintien et à l'amélioration de la biodiversité, au respect des droits de l'homme et des droits des travailleurs, à l'égalité des sexes, au bien-être des communautés, au respect des droits fonciers et au consentement libre, préalable et éclairé des populations autochtones.³⁴⁷

Les marchés publics ont été de plus en plus utilisés comme outil de promotion du bois durable, en particulier au cours de la dernière décennie. Ces politiques s'appuient généralement sur des systèmes de certification pour garantir la durabilité. Un certain nombre de pays forestiers tropicaux ont également élaboré des politiques en faveur du bois légal et/ou durable, dont beaucoup ont été soutenues par l'UE dans le cadre de ses efforts visant à promouvoir les marchés légaux.³⁴⁸

Un certain nombre de pays ont introduit des réglementations de **marché pour interdire** l'importation et le commerce de bois illégal, ou pour promouvoir le bois légal. Il s'agit notamment de la loi Lacey aux États-Unis, modifiée en 2008, du règlement sur le bois de l'UE, introduit en 2013, et de la loi japonaise sur le bois propre de 2016.

Ces dernières années, l'UE, le Royaume-Uni et les États-Unis ont accordé une attention accrue à la question de la déforestation et ont élaboré une législation visant à réduire l'importation et la consommation de produits dont la production est liée à la déforestation. L'Europe a introduit le règlement sur les chaînes d'approvisionnement sans déforestation en 2023, qui interdit de mettre sur le marché de l'UE ou d'exporter des produits dérivés du bois (ainsi que six produits agricoles) si leur production a donné lieu à une déforestation. Ce règlement remplace l'EUTR, qui s'appliquait au bois illégal.

Changements d'approche et domaines d'alignement et de divergence

Les préoccupations essentielles et l'orientation des initiatives de "durabilité" dans le secteur forestier ont évolué au cours des dernières décennies. Dans les années 1990, l'accent a été mis sur la

³⁴⁶ <https://www.pefc.org/>

³⁴⁷ <https://www.pefc.org/what-we-do/our-approach/what-is-sustainable-forest-management> ; <https://cdn.pefc.org/pefc.org/media/2019-01/b296ddcb-5f6b-42d8-bc98-5db98f62203e/6c7c212a-c37c-59ee-a2ca-b8c91c8beb93.pdf>

³⁴⁸ Navarro, G. & R. Abruzzese (2021) Promouvoir les marchés légaux du bois : le rôle des politiques de marchés publics sous les tropiques. Chatham House, 16 février 2021, <https://forestgovernance.chathamhouse.org/publications/promoting-legal-timber-markets-the-role-of-public-procurement-policies-in-the-tropics>

déforestation et la protection de la biodiversité. Par la suite, les questions sociales ont été davantage reconnues.

C'est ce que l'on constate dans les systèmes de certification qui ont inclus des dispositions plus strictes concernant les droits à la terre et aux ressources des populations dépendantes des forêts. Elle s'est également reflétée dans les stratégies forestières nationales, par exemple celles du Canada et de l'Indonésie, qui accordent toutes deux la priorité à la participation des populations autochtones au secteur forestier, notamment par l'intégration de leurs connaissances traditionnelles.

La mise en œuvre de l'AFD est restée au cœur des efforts visant à améliorer la durabilité, bien que les perspectives sur la meilleure façon d'y parvenir aient évolué. Les premiers efforts se sont concentrés sur les aspects techniques de la gestion des forêts (naturelles) et ont vu le développement de systèmes de certification. Au début des années 2000, l'accent a été mis sur la gouvernance et l'application de la loi, en raison de la prise de conscience des niveaux élevés d'illégalité dans le secteur. L'AFD était toujours l'un des résultats escomptés, bien que la théorie du changement ait été différente : les interventions visaient à uniformiser les règles du jeu pour permettre aux entreprises de mettre en œuvre l'AFD et à augmenter les recettes publiques pour soutenir cette mise en œuvre. L'accent mis récemment sur la déforestation par certains pays consommateurs a potentiellement ramené l'attention sur la forêt plutôt que sur le contexte plus large de la gouvernance. Ainsi, le règlement de l'UE sur les produits de base exempts de déforestation met fortement l'accent sur la nécessité de surveiller les zones de production et d'assurer la transparence des chaînes d'approvisionnement.

Les approches de la gestion durable des forêts (GDF) ont également évolué au fil du temps, reflétant à la fois des changements de priorités et des modifications du secteur lui-même. Un des changements a été l'élargissement des objectifs de la gestion forestière, avec une reconnaissance accrue d'une gamme plus large d'objectifs pour la foresterie.

Ainsi, plutôt que de se concentrer principalement sur la production de bois, d'autres produits forestiers et services écosystémiques sont de plus en plus considérés comme faisant partie des objectifs centraux de la gestion forestière. Par exemple, le rapport sur l'état des forêts de l'Indonésie pour 2020 note qu'un « changement de paradigme est en cours, passant de la gestion du bois à la gestion des paysages forestiers », cela impliquant de réorienter la gestion forestière pour ne pas se concentrer uniquement sur la production de bois vers des utilisations multiples.³⁴⁹ En réponse à ces changements, les schémas de certification ont également élargi leur champ d'application pour couvrir d'autres produits forestiers et le carbone.³⁵⁰

Ces changements sont en partie une réponse à la pression accrue sur les forêts, étant donné que l'autorisation de différentes utilisations des forêts est un moyen de résoudre les conflits liés à l'utilisation des terres. En outre, il s'agit d'un moyen d'aborder la question de la durabilité économique du secteur - la valorisation des produits et services supplémentaires issus des forêts peut contribuer à renforcer les incitations économiques en faveur de la gestion durable des forêts, de sorte qu'elle puisse rivaliser avec d'autres utilisations des terres. Ainsi, l'une des raisons pour lesquelles l'Indonésie se concentre davantage sur la sylviculture polyvalente est l'augmentation de la valeur économique de ses forêts de production.³⁵¹

³⁴⁹ Ministry of Environment and Forestry (2020) The State of Indonesia's Forests 2020. <https://kemlu.go.id/oslo/en/news/10525/e-book-the-state-of-indonesias-forests-2020>

³⁵⁰ McDermott, C.L., et al. (2023) Certification forestière dans les forêts boréales : Développements actuels et orientations futures. In : Girona, M.M., Morin, H., Gauthier, S., Bergeron, Y. (eds) Les forêts boréales face au changement climatique. Avancées dans la recherche sur le changement global, vol 74. Springer, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-031-15988-6_21

³⁵¹ Ministère de l'environnement et des forêts (2020)

Les stratégies de bioéconomie du Canada et de l'Allemagne sont également considérées comme un moyen d'améliorer la durabilité économique du secteur. Par exemple, ils accordent la priorité aux opportunités économiques offertes par la demande croissante de produits existants et nouveaux, en termes de possibilités d'emploi et de croissance continue du secteur.

Une plus grande priorité est également accordée à l'activation et à l'augmentation de la participation des communautés autochtones, locales et des communautés dépendant des forêts (IPLC) dans la gestion forestière et dans le secteur de manière plus large.³⁵² Ceci est le résultat d'une reconnaissance accrue des droits des IPLC, et de leur rôle en tant qu'intendants et gestionnaires efficaces des forêts et des terres forestières. Ceci se manifeste par l'augmentation des opportunités pour la participation des IPLC dans la prise de décision, ainsi que par la priorité accrue donnée à la mise en œuvre et au soutien des régimes de foresterie communautaire et sociale. Par exemple, le plan de la Colombie-Britannique de 2021 pour la « Modernisation de la politique forestière » vise à : augmenter la participation au secteur forestier, améliorer la gestion durable et renforcer le contrat social.³⁵³ Cela doit être réalisé grâce à une gamme d'actions, y compris en travaillant avec les Nations autochtones pour s'assurer que le secteur intègre leurs intérêts, et en augmentant les opportunités de tenure pour les Nations autochtones et autres communautés rurales. En Indonésie, des objectifs ambitieux ont été fixés pour étendre la foresterie sociale, une approche qui est reconnue comme faisant partie de sa stratégie pour réduire les émissions du secteur forestier, comme exposé dans sa CDN et sa stratégie de puits net FOLU.

Une attention accrue est également accordée à l'amélioration de la résilience des forêts, par exemple, avec le développement et la mise en œuvre d'approches intelligentes face au climat dans la gestion forestière, tant au Canada qu'en Allemagne.³⁵⁴ Ceci en réponse à l'impact croissant du changement climatique sur les forêts, vu de manière la plus frappante dans l'augmentation de la fréquence et de l'étendue des incendies de forêt dans le monde, ainsi que l'augmentation des incidents de parasites et de maladies.

Des priorités partagées

Une comparaison des objectifs de haut niveau des différentes initiatives est présentée dans le tableau 5. Parmi les questions environnementales, celles qui sont le plus souvent citées sont la lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts. L'atténuation du changement climatique est également fréquemment mentionnée, tandis que la résilience au changement climatique reçoit moins d'attention.

En ce qui concerne les résultats économiques, la priorité est le plus souvent donnée à la fourniture de moyens de subsistance en milieu rural, notamment par le biais d'opportunités d'emploi. Une certaine attention est accordée à l'investissement dans la sylviculture durable.

En ce qui concerne les aspects sociaux, la question la plus fréquemment citée en priorité est celle des droits des travailleurs. Les communautés sont assez souvent citées, principalement en ce qui concerne le partage des bénéfices et le bien-être des communautés.

³⁵² Cerutti, P. & R. Nasi (2020); Colfer, C. & R. Prabhu (2023) A time to change direction. Chapter 1, in: Colfer, C. & R. Prabhu (Eds.) Responding to Environmental Issues through Adaptive Collaborative Management: From Forest Communities to Global Actors. CIFOR-ICRAF. <https://doi.org/10.4324/9781003325932>

³⁵³ Ministry of Forests, Lands, Natural Resource Operations and Rural Development, British Columbia (2021a) Modernizing Forest Policy in British Columbia. Setting the Intention and Leading the Forest Sector Transition. <https://www2.gov.bc.ca/gov/content/industry/forestry/competitive-forest-industry>

³⁵⁴ The State of Canada's Forests. Annual Report 2022. Natural Resources Canada. <https://natural-resources.canada.ca/our-natural-resources/forests/state-canadas-forests-report/16496> ; <https://www.thuenen.de/en/thuenen-topics/forests/forests-in-climate-change>

Souvent, ces divers objectifs sont formulés en termes de processus plutôt qu'en termes de résultats ou d'impacts finaux. Ainsi, la mise en œuvre et l'amélioration de la gestion durable des forêts sont souvent citées comme un objectif, y compris par la mise en œuvre de la foresterie communautaire et sociale (bien que dans une moindre mesure).

En ce qui concerne les éléments politiques de la durabilité, l'application de la loi et le respect des règles sont le plus souvent mentionnés. Les cadres institutionnels et politiques sont également souvent prioritaires.

Lacunes

Parmi les questions environnementales, celle des déchets agrochimiques (un problème potentiel dans le secteur des plantations) n'est pas prioritaire. En ce qui concerne les questions sociales, la sécurité alimentaire n'est pas une priorité, bien qu'elle fasse partie intégrante du bien-être de la communauté, qui est cité. Les questions culturelles font l'objet de relativement peu d'attention, bien que cette situation ait évolué avec la reconnaissance accrue des droits des populations autochtones. Par exemple, les CDN du Canada et de l'Indonésie mettent l'accent sur les connaissances traditionnelles et le rôle des populations autochtones dans ce secteur.

En ce qui concerne la durabilité économique de la foresterie, l'adéquation du cadre fiscal et le respect de celui-ci ne sont pas souvent identifiés comme faisant partie des principaux objectifs des initiatives de durabilité. De plus, le prix des produits de bois n'est pas beaucoup pris en compte – que ce soit en ce qui concerne l'augmentation des prix ou la distribution de la valeur le long de la chaîne d'approvisionnement.

	ENVIRONNEMENT	SOCIAL	ÉCONOMIQUE	POLITIQUE
QUESTIONS LES PLUS SOUVENT PRIORITAIRES	Protection et gestion des écosystèmes (perte et dégradation des forêts) Atténuation du changement climatique	Conditions de travail (opportunités d'emploi)	Moyens de subsistance	Conformité juridique et application de la loi
QUESTIONS ÉGALEMENT PRIORITAIRES	Protection de la biodiversité Résilience climatique Conservation des sols Gestion de l'eau Restauration (reboisement)	Droits sur la terre et les ressources Communautés – partage des bénéfices ; infrastructure sociale ; institutions Équité et discrimination (genre) Culture	Investissement Prix et primes	Cadre juridique et politique Cadre institutionnel Transparence Recherche et formation Participation à la prise de décision
LES QUESTIONS NE SONT PAS PRIORITAIRES	Déchets et produits chimiques	Sécurité alimentaire	Impôts	Gestion financière

Tableau 5 : Fréquence des questions citées comme objectifs prioritaires dans les initiatives de durabilité du bois

Légende : Questions les plus souvent prioritaires - celles qui sont citées plus de 5 fois ; Questions également prioritaires - celles qui sont citées entre 1 et 5 fois ;

	ENVIRONNEMENT	SOCIAL	ÉCONOMIQUE	POLITIQUE
ACTIONS LES PLUS SOUVENT PRIORITAIRES	Extension de la superficie forestière soumise à la gestion durable des forêts Boisement, reboisement et restauration (y compris le développement de plantations)		Maintenir/augmenter le commerce des produits forestiers Mobiliser des ressources financières pour l'AFD	Renforcer la gouvernance forestière Application de la loi Mobiliser des ressources financières pour l'AFD Recherche et développement
ACTIONS ÉGALEMENT PRIORITAIRES	Renforcer la résilience des forêts face au climat Conservation des forêts	Renforcer/étendre la foresterie communautaire/sociale Promouvoir l'égalité des sexes Partenariats avec les peuples autochtones	Mise en œuvre de la foresterie communautaire/sociale Maintien/augmentation de la transformation des produits forestiers	Licences et traçabilité Renforcer la coopération internationale Améliorer les données et les informations sur le secteur forestier Formation et éducation forestières

Tableau 6 : Fréquence des actions citées comme domaines d'intervention prioritaires dans les initiatives de durabilité de l'huile de palme
Légende : Actions les plus souvent prioritaires - celles qui sont citées plus de cinq fois ; Actions également prioritaires – celles qui sont citées entre 1 et 5 fois.

Analyse documentaire : résumé des données sur les niveaux de mise en œuvre et d'impact

Comme indiqué ci-dessus, les initiatives de durabilité dans le secteur forestier se sont principalement concentrées sur la mise en œuvre de l'AFD. Les données disponibles sur les progrès accomplis dans la réalisation de cet objectif sont d'abord examinées, avant de considérer les données relatives à son impact sur la déforestation, ainsi que sur les moyens de subsistance et la pauvreté.

Preuves des niveaux de mise en œuvre de l'AFD

Au niveau mondial, des progrès ont été réalisés en vue d'accroître l'adoption des pratiques de l'AFD. Des preuves en sont fournies par les données sur la superficie forestière sous plans de gestion, ainsi que la superficie sous un schéma de certification de durabilité. Au cours de la décennie 2010-2020, la superficie des forêts dotées de plans de gestion a augmenté de 7 %. La superficie des forêts faisant l'objet d'un système volontaire de certification de la durabilité a également augmenté, de 35 %. Toutefois, l'expansion de la certification s'est surtout produite au cours de la première moitié de la décennie.³⁵⁵ En outre, la majorité des forêts certifiées se trouvent dans les forêts tempérées et dans le secteur à grande échelle.³⁵⁶

Au Canada, plus de 70% de la superficie forestière gérée est sous un schéma de certification tierce partie,³⁵⁷ en Allemagne, 70% de la superficie forestière totale est certifiée,³⁵⁸ et en Indonésie, c'est 10% de la superficie de forêt de production qui est certifiée.³⁵⁹ Au Canada et en Indonésie, la superficie certifiée a légèrement diminué depuis 2020, tandis qu'en Allemagne, elle a légèrement augmenté.³⁶⁰

L'Indonésie dispose également d'un système national obligatoire, le SVLK, qui garantit la légalité et la durabilité des concessions forestières naturelles. Le nombre de concessions certifiées n'a cessé d'augmenter depuis l'introduction des exigences en matière d'octroi de licences en 2013 (celles-ci étant mises en œuvre par étapes), et en 2020, deux tiers des concessions forestières étaient certifiées.³⁶¹

L'AFD peut être mis en œuvre par le biais de concessions industrielles à grande échelle ou d'opérations à plus petite échelle - foresterie communautaire (diversement appelée collective, communale, sociale...) ou foresterie de petits exploitants. Il a été rapporté que la foresterie communautaire peut "présenter de meilleures perspectives de réduction de la pauvreté que la foresterie à l'échelle industrielle", et qu'elle a le potentiel d'atteindre des dimensions plus larges de la prospérité, telles que la gestion de l'environnement et de la culture, la santé matérielle et le bien-

³⁵⁵ Portail de données des indicateurs des ODD, Indicateur 15.2.1 - Progrès vers la gestion durable des forêts. <https://www.fao.org/sustainable-development-goals/indicators/1521/en/>; Ehrenberg-Azcárate, F., & M. Peña-Claros, (2020) Vingt ans de certification de la gestion forestière sous les tropiques : Principales tendances dans le temps et entre les continents. Politique et économie forestières 111 : 102050 ; <https://doi.org/10.1016/j.forpol.2019.102050>

³⁵⁶ McDermott, C.L., et al (2023)

³⁵⁷ The State of Canada's Forests, Annual Report 2022

³⁵⁸ The State of Canada's Forests, Annual Report 2022

³⁵⁹ Portail de données des indicateurs des ODD, Indicateur 15.2.1 - Progrès vers une gestion durable des forêts. <https://www.fao.org/sustainable-development-goals/indicators/1521/en/>

³⁶⁰ Portail de données des indicateurs des ODD, Indicateur 15.2.1 - Progrès vers une gestion durable des forêts. <https://www.fao.org/sustainable-development-goals/indicators/1521/en/>

³⁶¹ Berning, L. et al. (2022) Forest Law Enforcement, Governance, and Trade (FLEGT) en Europe et en Indonésie, et les implications de la légalité du bois et des changements de politique en matière de déforestation dans l'UE, au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Chine. Rapport d'étude final. Université de Fribourg, Allemagne, et Universitas Gadjah Mada, Yogyakarta, Indonésie. <https://sebijak.fkt.ugm.ac.id/2022/12/07/research-on-flegt-implementation-in-europe-and-indonesia/>

être, la justice et la sécurité.³⁶² Toutefois, une étude mondiale a montré que malgré la reconnaissance juridique croissante de la foresterie communautaire, son potentiel n'a pas encore été pleinement exploité, les niveaux de mise en œuvre et de participation des communautés étant faibles dans de nombreux pays.³⁶³

L'Allemagne et l'Indonésie ont toutes deux identifié le secteur à petite échelle comme un élément crucial de leurs stratégies visant à renforcer la durabilité du secteur forestier. En Allemagne, la moitié des forêts appartiennent à des propriétaires privés et la grande majorité d'entre elles (96 %) sont de petite taille (<20 hectares).³⁶⁴ L'Indonésie a progressé dans l'expansion de la foresterie sociale et dans l'attribution des forêts coutumières. Son objectif est d'allouer 12,7 millions d'hectares à la foresterie sociale, et près d'un tiers de cette superficie avait été atteint en 2020.³⁶⁵ Au Canada, plus de 90% des forêts gérées sont publiques et gérées par les provinces et territoires. Cette partie du secteur forestier du pays est dominée par de grandes entreprises ; cependant, 80% des forêts gérées de manière privée au Canada sont de petits bois familiaux.³⁶⁶ Comme mentionné précédemment, des efforts sont également faits pour augmenter l'engagement des communautés autochtones dans la foresterie. Par exemple, le document de stratégie récent pour le secteur forestier de la Colombie-Britannique expose l'intention de la province d'augmenter les opportunités pour les peuples autochtones et les communautés rurales de s'engager dans la foresterie en révisant les arrangements de tenure.³⁶⁷

Impact : preuves de la réalisation des objectifs sociaux, environnementaux et économiques

L'impact des initiatives de durabilité sur la **déforestation, la dégradation des forêts et la perte de biodiversité** peut être considéré à deux niveaux : au sein de l'unité de gestion forestière et au niveau national ou juridictionnel.

La certification fonctionne au niveau de l'unité de gestion forestière. Les données relatives à son impact sur l'environnement sont mitigées et souvent spécifiques au contexte, ce qui rend difficile de tirer des conclusions générales.³⁶⁸ Une étude globale de la littérature sur l'impact de la certification a conclu que les résultats en matière de biodiversité et de services écosystémiques étaient meilleurs que dans les forêts non certifiées, bien que ce ne soit le cas que lorsque l'intensité de l'exploitation forestière était faible et que les forêts certifiées étaient entourées de forêts relativement intactes.³⁶⁹ Dans une autre étude, la plupart des études font état d'impacts positifs de la certification sur les

³⁶² Macqueen, D. & Mayers, J. (2020) Unseen foresters - an assessment of approaches for wider recognition and spread of sustainable forest management by local communities. WWF, Stockholm, Suède.

https://wwfeu.awsassets.panda.org/downloads/report_wwf_iied_unseen_foresters_2020_1.pdf ; voir également Oldekop, J. et al. (2020) Une analyse globale des résultats sociaux et environnementaux des forêts communautaires. Nature Durabilité. <https://doi.org/10.1038/s41893-020-00633-y>

³⁶³ Aggarwal, S. et al. (2021) Réforme de la tenure pour une meilleure sylviculture : Un programme politique inachevé. Politique et économie forestières. <https://doi.org/10.1016/j.forpol.2020.102376>

³⁶⁴ Joa, B. & U. Schraml (2020) Conservation pratiquée par les propriétaires forestiers privés dans le sud-ouest de l'Allemagne - Le rôle des valeurs, des perceptions et des connaissances forestières locales. Politique & économie forestières 115, 102141 ; <https://doi.org/10.1016/j.forpol.2020.102141>

³⁶⁵ Ministère de l'environnement et des forêts (2020)

³⁶⁶ <https://www.forestowners.ca/>

³⁶⁷ Ministry of Forests, Lands, Natural Resource Operations and Rural Development, British Columbia (2021a) Modernizing Forest Policy in British Columbia. Setting the Intention and Leading the Forest Sector Transition. <https://www2.gov.bc.ca/gov/content/industry/forestry/competitive-forest-industry>

³⁶⁸ Van der Ven, H. & B. Cashore (2018) Certification forestière : le défi de la mesure des impacts. Opinion actuelle sur la durabilité environnementale, volume 32, juin 2018, pages 104-111. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2018.06.001>

³⁶⁹ Di Girolami, E. & B. Arts (2018) Impacts environnementaux des certifications forestières.. Groupe de politique forestière et de conservation de la nature, Université et recherche de Wageningen. https://www.wur.nl/upload_mm/6/e/6/998c6e88-c6e2-4a38-92e3-c883ea847cee_20181010_Environmental_impacts_forest_certifications.pdf ;

résultats environnementaux, tels que la dégradation des forêts, la biodiversité et les stocks de carbone.³⁷⁰

En Indonésie, le système SVLK aurait permis d'améliorer la mise en œuvre de la gestion durable des forêts, avec des effets positifs sur l'intégrité et la santé des forêts,³⁷¹ bien que l'amélioration de la conformité n'ait été constatée que dans le secteur à grande échelle et non parmi les petits exploitants.³⁷² Des taux de déforestation plus faibles ont également été signalés dans les concessions certifiées durables dans le cadre du système SVLK, bien qu'il ait été noté que l'impact de la certification sur les résultats en matière de durabilité était miné par le chevauchement des utilisations des terres, telles que le palmier à huile et l'exploitation minière.³⁷³

Si l'on considère les impacts au niveau national, il est difficile d'établir un lien de causalité en raison de la multitude de facteurs qui influencent les ressources forestières et l'utilisation des sols. Toutefois, certaines tendances peuvent être observées.

En Indonésie, des progrès notables ont été accomplis en matière de réduction de la déforestation, les taux de perte de forêts ayant diminué de manière significative au cours de la période 2015-2021.³⁷⁴ Cette évolution a été attribuée à une série de politiques et d'actions menées par le gouvernement, notamment la mise en œuvre du SVLK et le renforcement de l'application de la loi dans le secteur forestier et dans d'autres secteurs de l'utilisation des terres. Toutefois, la déforestation et la dégradation des forêts restent des problèmes dans certaines parties du pays.³⁷⁵

Le Canada et l'Allemagne, malgré leurs faibles taux de déforestation, figurent parmi les nombreux pays qui ont subi des dommages sévères à leurs forêts en raison d'incendies, de parasites et de sécheresses.³⁷⁶ Bien que le changement climatique soit une cause majeure de cela, il existe des preuves que les pratiques de gestion forestière prévalentes ont été un facteur contributif, car elles ont rendu certaines forêts plus vulnérables aux incendies et aux maladies.³⁷⁷

³⁷⁰ Wolff, S. & J. Schweinle, (2022) Efficacité et viabilité économique de la certification forestière : Une revue systématique Forêts 2022, 13, 798. <https://doi.org/10.3390/f13050798>

³⁷¹ Neupane, P.R. et al. (2019) Comment les processus REDD+ et FLEGT-VPA contribuent à la gestion durable des forêts en Indonésie - le point de vue des spécialistes. *Revue forestière internationale* 21(4)

³⁷² Susilawati, D. & P.J. Kanowski (2022) Amélioration du système indonésien de vérification de la légalité et de la durabilité du bois : Propositions basées sur des études de cas de chaînes de valeur basées sur les forêts naturelles, les plantations d'entreprises et les petits exploitants. *Science et politique de l'environnement* 137,384-395 ; <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2022.09.009>

³⁷³ Kosar, M. et al. (2019) PHPL. De la légalité à la durabilité. Réseau indépendant de surveillance des forêts (JPIK). <https://jpiik.or.id/en/phpl-from-legality-to-sustainability/>

³⁷⁴ <https://www.globalforestwatch.org/dashboards/country/IDN>

³⁷⁵ Dwisatrio et al. (2021) The Context of REDD+ in Indonesia. Moteurs, agents et institutions. CIFOR. <https://www.cifor.org/knowledge/publication/7952/> ; TRASE (2021) Indonesia Pulp Sector's Progress Hangs in the Balance. <https://insights.trase.earth/insights/indonesia-pulp-sector-deforestation-hangs-in-balance>

³⁷⁶ For data on Canada see: The State of Canada's Forests. Annual Report 2022; For data on Germany see: <https://www.thuenen.de/en/thuenen-topics/forests/forests-in-climate-change/1/forest-damage-due-to-drought-and-heat>; Holzwarth, E. et al. (2020) Earth Observation Based Monitoring of Forests in Germany: A Review. *Remote Sensing*, 12(21), 3570; <https://doi.org/10.3390/rs12213570>

³⁷⁷ Boucher, Y. et al. (2017) Cumulative patterns of logging and fire (1940–2009): consequences on the structure of the eastern Canadian boreal forest. *Landscape Ecology* 32, 361–375, <https://doi.org/10.1007/s10980-016-0448-9>
Girona, M.M. et al. (2023). Challenges for the Sustainable Management of the Boreal Forest Under Climate Change. In: Girona, M.M., Morin, H., Gauthier, S., Bergeron, Y. (eds) *Boreal Forests in the Face of Climate Change*. *Advances in Global Change Research*, vol 74. Springer, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-031-15988-6_31; Wood, P. (2021) *Intact Forests, Safe Communities. Reducing community climate risks through forest protection and a paradigm shift in forest management*. Sierra Club, B.C. <https://sierraclub.bc.ca/intact-forests-safe-communities-sierra-club-bc-report/>

Ainsi, dans ces trois pays, deux des objectifs fondamentaux de l'AFD - maintenir l'intégrité de la forêt tout en garantissant des bénéfices économiques - se sont avérés difficiles, particulièrement alors que les impacts du changement climatique se sont aggravés. En Indonésie, par exemple, bien qu'il y ait eu des réductions significatives dans la déforestation, les forêts naturelles continuent d'être défrichées pour l'établissement de plantations de pâte à papier. De plus, une proportion significative de cela a eu lieu sur des tourbières où la viabilité à long terme de telles plantations a été remise en question.³⁷⁸ Au Canada et en Allemagne, les incendies de forêt et les épidémies de maladies et de parasites sont devenus plus répandus et sévères, remettant en question les modèles existants de GDF. Comme reconnu par le gouvernement de la Colombie-Britannique en 2021, sa politique forestière n'a « pas évolué assez rapidement pour s'adapter aux impacts du changement climatique sur nos forêts. »³⁷⁹

Les effets sur **les moyens de subsistance et la réduction** de la pauvreté peuvent également être pris en compte au niveau de l'unité de gestion (possibilités d'emploi, sources de revenus et accès aux avantages) et au niveau juridictionnel (recettes publiques).

En ce qui concerne les recettes publiques, l'une des hypothèses sous-jacentes au plan d'action FLEGT était que l'amélioration de la conformité légale augmenterait la perception des recettes du secteur.³⁸⁰ Les APV auraient contribué à rationaliser et à améliorer la collecte des impôts dans certains pays,³⁸¹ mais ailleurs, la collecte et la gestion des recettes sectorielles restent médiocres, de sorte que le secteur ne contribue pas comme il le devrait aux finances publiques.³⁸²

Au niveau des concessions forestières, certains éléments indiquent que les APV ont amélioré le partage des bénéfices entre les acteurs industriels et les communautés locales, grâce aux réformes de la gouvernance et à l'amélioration de la transparence.³⁸³ Cependant, le partage des bénéfices reste inadéquat dans de nombreux pays.

En ce qui concerne les moyens de subsistance, les APV auraient eu peu d'impact sur les possibilités d'emploi et les conditions de travail. Compte tenu de leur impact sur les PME, les APV ont contribué à la création d'un secteur commercial plus inclusif et ont permis aux PME de mieux se faire entendre dans le secteur. Toutefois, cela ne s'est pas toujours traduit par une amélioration de leur participation aux chaînes d'approvisionnement.³⁸⁴ Par exemple, un certain nombre d'études réalisées en Indonésie ont montré que les PME ont été affectées par les exigences en matière d'autorisation.³⁸⁵

³⁷⁸ TRASE (2021) Indonesia Pulp Sector's Progress Hangs in the Balance.

³⁷⁹ Ministry of Forests, Lands, Natural Resource Operations and Rural Development, British Columbia (2021a) Modernizing Forest Policy in British Columbia.

³⁸⁰ Commission des Communautés européennes (2003), Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen : Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux (FLEGT) - Proposition de plan d'action de l'UE, mai 2003, COM(2003) 0251 final, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/75fd864e-9f38-41c0-beab-fca3abfb1877/language-en>

³⁸¹ Cerutti et al. (2021) Voluntary Partnership Agreements : Évaluer les impacts pour de meilleures décisions politiques. Politique et économie forestières 124. <https://doi.org/10.1016/j.forpol.2020.102386>

³⁸² Hoare, A.L. & T. Uehara (2022) Revenus du secteur forestier au Ghana, au Libéria et en République du Congo. Chatham House. <https://www.chathamhouse.org/2022/03/forest-sector-revenues-ghana-liberia-and-republic-congo/03-disbursement-forest-revenues>

³⁸³ Fern (2021) Accords de partenariat volontaire FLEGT 2.0. Réponse au bilan de santé FLEGT de la Commission européenne et options pour l'avenir. <https://www.fern.org/publications-insight/flegt-voluntary-partnership-agreements-2-0-2444/> ; Hoare, A.L. & T. Uehara (2022)

³⁸⁴ Cerutti et al. (2021) ; Villanueva, F. et al. (2022) Effets de la politique de l'UE en matière d'exploitation illégale des forêts sur les pays fournisseurs de bois : Une revue systématique. Journal of Environmental Management 37 <https://doi.org/10.1016/j.jenvman.2022.116874>

³⁸⁵ Maryudi, A. & R. Myers (2018) Louer la légalité : comment le FLEGT renforce les relations de pouvoir dans les réseaux de production de meubles indonésiens. Geoforum 97 : 46-53, <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2018.10.008> ;

Comme indiqué plus haut, les preuves de l'impact de la certification volontaire sont quelque peu limitées.³⁸⁶ Cependant, des recherches sur les impacts sociaux de la certification FSC de concessions à grande échelle dans le bassin du Congo ont montré qu'elle avait des effets positifs supplémentaires sur les conditions de travail des employés et sur les accords de partage des bénéfices avec les populations locales.³⁸⁷ Une analyse globale de la littérature sur l'impact de la certification a révélé que ses effets économiques étaient mitigés : si la plupart des études ont fait état de résultats positifs sur la viabilité économique, les primes de prix et les revenus des ménages, les conclusions relatives aux revenus et à la rentabilité étaient plus variées.³⁸⁸

Des recherches menées en Indonésie sur l'impact de la certification FSC ont également fait état de certains avantages socio-économiques pour les communautés, bien qu'il ait été noté qu'un suivi à plus long terme serait nécessaire pour déterminer si ces avantages se maintiendraient.³⁸⁹

Toutefois, l'adoption de la certification reste faible dans de nombreux pays, en particulier parmi les communautés et les petits producteurs.³⁹⁰ En conséquence, il a été critiqué parce qu'il confère un avantage commercial aux opérateurs industriels au détriment des petits producteurs.³⁹¹ Cela soulève des questions quant à l'efficacité de la certification en tant qu'outil d'amélioration des moyens de subsistance, étant donné qu'il est prouvé que la foresterie communautaire peut "présenter de meilleures perspectives de réduction de la pauvreté que la foresterie à l'échelle industrielle".³⁹²

Difficultés rencontrées pour obtenir un impact

Le secteur forestier reste confronté à de nombreux défis pour améliorer la durabilité. Comme indiqué ci-dessus, la certification a été l'un des principaux outils utilisés et, bien qu'elle ait eu des effets positifs, ceux-ci ont été limités.

L'une des raisons en est l'absence de primes de prix pour la certification. Cette situation, associée aux coûts et aux exigences supplémentaires liés à la certification, a limité l'adoption de cette dernière. C'est vrai pour les grandes entreprises, mais surtout pour les PME, dont les ressources et les capacités sont beaucoup plus limitées. Cette situation est exacerbée par le fait que le cadre politique est souvent mal adapté aux PME et qu'elles sont donc confrontées à des obstacles supplémentaires pour opérer légalement et mettre en œuvre la gestion durable des forêts.³⁹³ Ainsi, bien que des ressources et un soutien ciblés aient été accordés aux petits exploitants, ils n'ont pas suffi à remédier à ce déséquilibre.

Acheampong, E. & A. Maryudi (2020) Éviter la légalité : stratégies et motivations des producteurs de bois dans le cadre du FLEGT au Ghana et en Indonésie. *Politique et économie forestières* 111, 102047

<https://doi.org/10.1016/j.forpol.2019.102047>

³⁸⁶ Van der Ven, H. & B. Cashore (2018)

³⁸⁷ Cerutti et al. (2014) Social impacts of the Forest Stewardship Council certification. Une évaluation dans le bassin du Congo. Document occasionnel 103, CIFOR

³⁸⁸ Wolff, S. & J. Schweinle (2022)

³⁸⁹ Miteva et al. (2015) Impacts sociaux et environnementaux de la certification de la gestion forestière en Indonésie. *PLOS ONE* 10(7) : e0129675, <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0129675>

³⁹⁰ Ehrenberg-Azcárate, F., & M. Peña-Claros, (2020) Vingt ans de certification de la gestion forestière sous les tropiques : Principales tendances dans le temps et entre les continents. *Politique et économie forestières* 111 : 102050,

<https://doi.org/10.1016/j.forpol.2019.102050>

³⁹¹ Macqueen, D. & Mayers, J. (2020)

³⁹² Macqueen, D. & Mayers, J. (2020)

³⁹³ Riggs, R.A. et al. (2023) One Size Does Not Fit All: Constraints and Opportunities for Small-Scale Forestry in British Columbia, Canada. *Small-scale Forestry* 22, 583–606. <https://doi.org/10.1007/s11842-023-09544-0>; Maryudi, A. & R. Myers (2018) ; Acheampong, E. & A. Maryudi (2020) ;

L'impact de l'AFD et de la certification sur les résultats en matière de durabilité est bien sûr limité par le fait qu'il se concentre au niveau de l'unité de gestion forestière. La mise en œuvre de la gestion durable des forêts a parfois été entravée par le contexte général de la gouvernance et, en particulier, par l'absence d'une gouvernance efficace de l'utilisation des terres. Par exemple, comme indiqué précédemment, le chevauchement des concessions d'utilisation des terres aurait compromis les résultats environnementaux de l'AFD en Indonésie.³⁹⁴

La reconnaissance de cet état de fait est à l'origine de l'initiative FLEGT, pour laquelle la réforme de la gouvernance est un élément fondamental de la théorie du changement. Des progrès significatifs ont été réalisés dans le cas de l'Indonésie dans le cadre de l'APV, mais d'autres améliorations sont nécessaires. L'un des facteurs qui a été identifié comme entravant les progrès est l'application inadéquate de la loi, qui est sapée par un manque de transparence et de corruption.³⁹⁵

Les déséquilibres de pouvoir au sein du secteur ont également entravé les efforts de réforme et, en particulier, les efforts visant à renforcer le rôle de la sylviculture à petite échelle et communautaire - un défi également relevé dans le cas de la Colombie-Britannique.³⁹⁶ Ainsi, bien que les petits opérateurs soient de plus en plus reconnus comme essentiels à la mise en place d'un secteur plus durable, les efforts visant à accroître leur rôle n'ont progressé que lentement. L'un des problèmes est que si des ressources ont été fournies pour renforcer la capacité des PME, il n'y a pas eu les réformes politiques nécessaires pour rééquilibrer le secteur. Ainsi, le cadre politique continue de favoriser les grandes entreprises et ne reflète pas les priorités des petits producteurs et des communautés rurales.

Enfin, un autre défi à relever pour parvenir à la durabilité dans le secteur forestier a été le concept de GDF lui-même. La validité de l'approche dominante de l'AFD fait depuis longtemps l'objet d'un débat, qu'il s'agisse de son adéquation aux divers écosystèmes tropicaux³⁹⁷ ou de sa capacité à garantir le maintien des ressources forestières et des rendements soutenus.³⁹⁸ Cette dernière question a été remise en question par les effets croissants du changement climatique sur les forêts.

En outre, en se concentrant principalement sur le bois en tant que produit de base, il a été critiqué pour avoir négligé les diverses valeurs des forêts et pour avoir exclu les communautés rurales du rôle qu'elles peuvent jouer dans le secteur.³⁹⁹ Ainsi, alors que le secteur à petite échelle est de plus en plus reconnu comme essentiel pour la mise en place d'un secteur plus durable, les cadres politiques ne sont pas encore conçus pour refléter les priorités des petits producteurs et des communautés rurales, ni pour créer un espace suffisant pour leurs systèmes de gestion forestière.

L'approche a évolué dans les trois pays, avec une attention accrue à la nécessité d'adopter des pratiques forestières résistantes au climat, et d'explorer et de faciliter la mise en œuvre d'un plus large éventail de modèles et d'approches, tels que ceux des peuples autochtones. Toutefois, elles ne sont pas encore très répandues. Comme le souligne le ministère des forêts de la Colombie-

³⁹⁴ Kosar, M. et al (2019)

³⁹⁵ CIFOR. 2020. Collecte de preuves de l'impact de l'APV-FLEGT pour une meilleure communication sur l'APV-FLEGT. Desk Review-Indonésie. Bogor, Indonésie : CIFOR. https://www.cifor.org/publications/pdf_files/Reports/FLEGT-VPA_Indonesia.pdf

³⁹⁶ Riggs, R.A. et al. (2023)

³⁹⁷ Cerutti, P. & R. Nasi (2020)

³⁹⁸ Gauthier, S. et al. (2023). Gestion de l'écosystème de la forêt boréale à l'ère du changement global. In : Girona, M.M., Morin, H., Gauthier, S., Bergeron, Y. (eds) Les forêts boréales face au changement climatique. Avancées dans la recherche sur le changement global, vol 74. Springer, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-031-15988-6_1

³⁹⁹ Diaw, C.M. et al. (2023) ACM et Forêts Modèles, un nouveau paradigme pour l'Afrique, chapitre 10, dans : Colfer, C. & R. Prabhu (Eds.) Répondre aux questions environnementales par une gestion adaptative et collaborative : Des communautés forestières aux acteurs mondiaux. CIFOR-ICRAF. <https://doi.org/10.4324/9781003325932> ; Aggarwal, S. et al. (2021) ; Macqueen, D. & J. Mayers (2020) ;

Britannique, sa politique "n'a pas évolué assez rapidement pour s'adapter aux effets du changement climatique sur nos forêts".⁴⁰⁰

Lacunes et opportunités

L'analyse de la littérature permet d'identifier un certain nombre de questions sur lesquelles il serait utile de se pencher davantage.

- Le concept dominant de l'AFD doit être revu, en particulier dans le contexte du changement climatique. Il est nécessaire de poursuivre la recherche de nouveaux modèles et de nouvelles approches pour accroître la résilience des forêts face au changement climatique, ainsi que l'échange de connaissances et d'expertise au niveau international. Les experts scientifiques et autochtones doivent collaborer davantage, car les perspectives et les connaissances des peuples autochtones restent marginalisées dans ce secteur. Ces nouvelles approches et ces meilleures pratiques doivent être intégrées dans le programme de formation de la prochaine génération de forestiers.
- Il convient de réfléchir davantage à la manière de répondre à la demande mondiale de produits dérivés du bois tout en préservant les fonctions environnementales et sociales des forêts. Cela inclut la question de l'équilibre à accorder aux différents modèles de production (par exemple, les petites exploitations forestières et les forêts communautaires, les concessions forestières naturelles, les plantations), ainsi que l'examen de la manière d'équilibrer la sylviculture avec d'autres utilisations des terres, telles que l'agriculture et l'exploitation minière.
- La bioéconomie est promue comme un moyen de permettre une croissance continue du secteur forestier. Des recherches et des analyses sont nécessaires pour étudier l'impact de ces stratégies, en particulier sur les exigences en matière d'utilisation des sols et sur les populations rurales, et pour élaborer des normes et des garanties afin de s'assurer que les bioéconomies reposent sur des principes de durabilité rigoureux.
- Le rôle des communautés rurales, des populations autochtones et des PME dans la mise en place d'un secteur durable et inclusif est de plus en plus reconnu. Il est nécessaire de reconnaître les déséquilibres de pouvoir dans le secteur et d'envisager la nécessité de réformes politiques pour y remédier. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour explorer les cadres politiques existants et les options de réforme, y compris les approches qui permettraient d'établir une dynamique de pouvoir plus équitable dans le secteur, y compris, par exemple, les dispositions foncières et les exigences en matière de participation.
- Le secteur forestier reste dominé par de grandes entreprises. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour renforcer la voix des PME et réformer les cadres politiques, afin qu'elles soient en mesure de rivaliser sur un pied d'égalité et que le secteur réponde à leurs besoins.
- La transparence et la gestion des finances sectorielles doivent faire l'objet d'une plus grande attention afin de garantir que les citoyens des pays forestiers en perçoivent les bénéfices potentiels. Il convient d'examiner plus avant le rôle des pouvoirs publics et des grandes entreprises dans la fourniture d'avantages aux communautés rurales.
- Il est nécessaire de poursuivre les recherches sur l'efficacité des différentes politiques (telles que les subventions, les interdictions d'abattage, les incitations fiscales) pour encourager la production de bois dans les pays producteurs et augmenter ainsi les recettes publiques et les possibilités d'emploi.

⁴⁰⁰ Ministère des forêts, des terres, des opérations de ressources naturelles et du développement rural, Colombie-Britannique (2021a) ;



FACT DIALOGUE
Forest, Agriculture & Commodity Trade



factdialogue.org